

(Bin. N<sup>o</sup> 60.) *DÉCRET ROYAL qui nomme le Ministre Secrétaire d'Etat, Ministre des relations extérieures.*

Au Palais de Napoléonshöhe, le 1<sup>er</sup> octobre 1808.

**JÉRÔME NAPOLEON**, etc.

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1<sup>er</sup>. Notre Ministre Secrétaire d'Etat, comte de Fürstenstein, est nommé Ministre des relations extérieures.

ART. 2. Il conservera en même temps le portefeuille de la Secrétairerie d'Etat, et signera : « Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures. »

ART. 3. Le présent décret sera inséré au bulletin des lois.

*Signé*, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures,

*Signé*, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N<sup>o</sup> 60.) *DÉCRET ROYAL relatif à l'organisation du bataillon des chasseurs à pied de la garde royale.*

Au Palais de Cassel, le 15 octobre 1808.

**JÉRÔME NAPOLEON**, etc.

Sur la proposition de notre Ministre de la guerre ;  
Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1<sup>er</sup>. Le bataillon des chasseurs à pied de notre garde, formé par décret du 20 avril 1808, de quatre compagnies, au complet de quatre cent quatre-vingt-six hommes, officiers compris, sera porté au nombre de six compagnies, au complet

(Bin. Nr. 60.) *Königliches Decret, wodurch der Minister Staats-Secretär zum Minister der auswärtigen Verhältnisse ernannt wird.*

Im Palaste zu Napoleonshöhe, am 1ten October 1808.

**Wir Hieronymus Napoleon**, etc.

haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Unser Minister Staats-Secretär, Graf von Fürstenstein, ist zum Minister der auswärtigen Verhältnisse ernannt.

Art. 2. Er behält zugleich das Portefeuille des Staats-Secretariats bei, und wird sich unterzeichnen : «der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse.»

Art. 3. Das gegenwärtige Decret soll in das Befehls-Bulletin eingerückt werden.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse,

unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 60.) *Königliches Decret, die Organisation des Bataillon der königlichen Jäger-Garde zu Fuß betreffend.*

Im Palaste zu Cassel, am 15ten October 1808.

**Wir Hieronymus Napoleon**, etc.

haben, auf den Vorschlag Unseres Kriegs-Ministers, verordnet und verordnen :

Art. 1. Das Bataillon Unserer Jäger-Garde zu Fuß, welches nach dem Decrete vom 20sten April d. J. aus 4 Compagnien bestehen und 486 Mann, die Officiere mit einbegriffen, stark seyn sollte, wird bis auf sechs Compagnien vermehrt, und es soll dessen Stärke 635 Mann, mit Ins

de six cent trente-cinq hommes, officiers compris, et composé ainsi qu'il suit:

Etat-major . . .	}	Colonel . . . . .	1	}	6
		Chef de bataillon . . . . .	1		
		Adjudant-major . . . . .	1		
		Quartier-maitre-trésorier . . . . .	1		
		Chirurgien-major . . . . .	1		
		Chirurgien aide-major . . . . .	1		
Petit état-major.	}	Adjudant-sous-officier . . . . .	1	}	5
		Maitre-cornet . . . . .	1		
		Tailleur . . . . .	1		
		Cordonnier . . . . .	1		
		Armurier . . . . .	1		
Par chaque compagnie, officier compris . . . . .	}	Capitaine . . . . .	1	}	104
		Lieutenant en premier . . . . .	1		
		Lieutenants en second . . . . .	2		
		Sergent-major . . . . .	1		
		Sergents . . . . .	4		
		Fourrier . . . . .	1		
		Caporaux . . . . .	8		
Chasseurs . . . . .	84				
		Cornets . . . . .	2		

Total par compagnie . . . 104  
 Pour six compagnies . . . . . 624

Total général 635 hommes.

ART. 2. Notre décret du 30 avril 1808 est abrogé, en ce qui concerne la formation seulement; les articles 3, 4 et 5 de ce décret auront leur exécution.

ART. 3. Notre Ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉROME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

begriff der Officiere, betragen, und dasselbe auf folgende Weise zusammengesetzt seyn:

Ober = Staab . . . . .	}	Oberst . . . . .	1	}	6
		Bataillons-Chef . . . . .	1		
		Ober-Adjutant . . . . .	1		
		Quartier- und Schatzmeister . . . . .	1		
		Ober-Chirurg . . . . .	1		
		Ober-Chirurg = Gehülfe . . . . .	1		
Unter = Staab . . . . .	}	Adjutant-Unterofficier . . . . .	1	}	5
		Erster Hornist . . . . .	1		
		Schneider . . . . .	1		
		Schuster . . . . .	1		
		Büchsenmacher . . . . .	1		
Bestand einer jeden Compagnie, die Officiere mit einbegriffen	}	Hauptmann . . . . .	1	}	104
		Lieutenant 1ster Classe . . . . .	1		
		Lieutenant 2ter Classe . . . . .	2		
		Feldwebel . . . . .	1		
		Unter-Officiere . . . . .	4		
		Fourrier . . . . .	1		
		Corporale . . . . .	8		
Jäger . . . . .	84				
		Hornisten . . . . .	2		

Bestand einer jeden Compagnie . . . 104  
 Für sämtliche Compagnien . . . . . 624

Im Ganzen 635 Mann.

Art. 2. Unser Decret vom 20sten April d. J. ist demnach, so weit es die Errichtung betrifft, aufgehoben; der 3te, 4te und 5te Artikel desselben aber behalten ihre Wirksamkeit.

Art. 3. Unser Kriegs-Minister ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschieden, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse,

Unterschieden, Graf von Fürstenstein.

(Bin. N<sup>o</sup> 60.) DÉCRET ROYAL relatif à l'emprunt de vingt millions de francs pour le paiement de l'arriéré des contributions de guerre et des revenus ordinaires du Royaume, dû au Gouvernement français (1).

Au Palais de Cassel, le 19 octobre 1808.

**JEROME NAPOLEON**, etc.

Considérant qu'il est urgent, pour le bien du Royaume, que l'arriéré des contributions de guerre et des revenus ordinaires du Royaume, dû au Gouvernement français en vertu de l'acte constitutionnel, art. 3, et liquidé par le traité conclu à Berlin, le 22 avril de la présente année, soit acquitté avec exactitude;

Considérant que les États du Royaume ont, conformément à la proposition faite en notre nom, décrété, en date du 17 juillet de la présente année, qu'à cette fin, il sera ouvert un emprunt de vingt millions de francs pour le compte du Royaume, dont la forme et les conditions seraient déterminées par des décrets royaux;

Considérant de plus que les tentatives faites pour négocier cet emprunt chez l'étranger, ont fait voir qu'il n'y réussirait qu'à des conditions trop onéreuses pour l'État et trop avantageuses pour les prêteurs, pour qu'en vue du bien de nos sujets, nous ne préférions de les sommer de fournir plutôt eux-mêmes cet emprunt, en confiant à l'État une

(1) Voyez le décret du 17 novembre 1808, qui, en déterminant les attributions de la caisse d'amortissement, la charge du recouvrement de l'emprunt et de solder les arrérages dus au Gouvernement français par suite du traité de Berlin, du 22 avril 1808; et le décret du 2 septembre 1809, qui accorde aux receveurs-généraux une remise pour le recouvrement de l'emprunt de vingt millions.

(Bin. Nr. 60.) Königliches Decret, die Anleihe von zwanzig Millionen Franken zur Zahlung der, der französischen Regierung schuldigen, Rückstände an Kriegsteuern und ordentlichen Einkünften des Königreichs betreffend (1).

Im Palais zu Cassel, am 19ten October 1808.

**Wir Hieronymus Napoleon**, etc.

haben, in Erwägung, daß es für das Beste des Königreichs dringend nothwendig ist, daß die der französischen Regierung, kraft des 3ten Artikels der Verfassungsurkunde, schuldigen und durch die zu Berlin am 22sten April d. J. geschlossene Uebereinkunft liquidirten Rückstände an Kriegsteuern und ordentlichen Einkünften des Königreichs pünktlich abgetragen werden;

daß die Stände des Reichs, in Gemäßheit des ihnen, in Unserem Namen, gemachten Antrags, am 17ten Julius dieses Jahres verordnet haben, daß zu diesem Zwecke eine Anleihe von zwanzig Millionen Franken für Rechnung des Königreichs eröffnet, und deren Form und Bedingnisse durch königliche Decrete festgesetzt werden sollen;

daß ferner die gemachten Versuche, um diese Anleihe im Auslande aufzubringen, gezeigt haben, daß dieselbe dort nur unter Bedingungen zu Stande gebracht werden kann, welche zu lästig für den Staat und zu vortheilhaft für die Darleiher sind, als daß Wir nicht um des Besten Unserer Unterthanen willen vorziehen sollten, diese aufzufordern, lieber selbst die Anleihe aufzubringen, indem sie einen geringen Theil ihres Vermögens dem Staate unter

(1) S. das Decret vom 17ten November 1808, welches, indem es die Bestimmung der Schuldentilgungscasse angiebt, dieselbe mit der Erhebung des Anlehens und der Abtragung der, der französischen Regierung, nach der zu Berlin am 22sten April 1808 geschlossenen Uebereinkunft, schuldigen, Rückstände beauftragt; und das Decret vom 2ten September 1809, wodurch den Ober-Einnehmern Procente für die Erhebung des Anlehens von zwanzig Millionen bewilligt werden.

légère partie de leurs capitaux sous des conditions avantageuses et d'autant plus éloignées de tout risque, quant à leur remboursement exact et plénier, que d'après l'art. 4 du décret des Etats, du 17 juillet sus-mentionné, tous les revenus du Royaume et en particulier les revenus de la caisse d'amortissement, et ceux des forêts sont engagés et hypothéqués au remboursement du capital et des intérêts dudit emprunt de vingt millions de francs;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ART. 1<sup>er</sup>. A dater du jour de la publication du présent décret, il sera ouvert, dans toute l'étendue du Royaume, un emprunt, jusqu'à la concurrence de vingt millions de francs, et non au-delà, dont l'emploi sera exclusivement affecté au payement de l'arriéré des contributions de guerre et des revenus ordinaires du Royaume, dû au Gouvernement français.

ART. 2. Le montant de cette somme sera divisé en 100,000 obligations, chacune de deux cents fr. Ces obligations seront numérotées depuis n<sup>o</sup> 1 à 100,000, et délivrées aux prêteurs individuels, à mesure que chacun d'eux aura payé la somme de 200 francs, que l'obligation représente (1).

Le nom du prêteur sera exprimé dans l'obligation; mais néanmoins celle-ci sera payable au porteur auquel elle aura été endossée, sans qu'aucune autre formalité de cession soit requise.

ART. 3. Les prêteurs ou porteurs des obligations

(1) Un décret du 2 avril 1809 ordonne l'émission de ces obligations jusqu'à la concurrence de dix millions de francs, et détermine les formalités dont elles doivent être revêtues.

vortheilhaften Bedingungen anvertrauen, die um so mehr von aller Gefahr, in Hinsicht der pünctlichen und völligen Wiedererstattung entfernt sind, als nach dem 4ten Artikel des oben erwähnten Decrets der Stände vom 17ten Julius, alle Einkünfte des Königreichs und insbesondere die Einkünfte der Schulbentilgungs-Casse und die der Forste für die Zahlung des Capitals und der Zinsen des besagten Anlehns von zwanzig Millionen Franken verhaftet und hypothecirt sind;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schazes, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen:

Art. 1. Vom Tage der Bekanntmachung dieses Decrets an, soll in dem ganzen Umfange des Königreichs ein Anlehn, bis auf die Summe von zwanzig Millionen Franken und nicht höher, eröffnet werden, welches lediglich zur Zahlung der, der französischen Regierung schuldigen, Rückstände an Kriegs-Steuern und ordentlichen Einkünften des Königreichs verwendet werden soll.

Art. 2. Der Betrag dieser Summe soll in 100,000 Obligationen, jede zu zwei hundert Franken, getheilt werden. Diese Obligationen sollen von Nr. 1 bis 100,000 numerirt und den einzelnen Darleihern, so wie jeder von ihnen 200 Franken, als den Betrag derselben, bezahlt haben wird, ausgeliefert werden (1).

Der Name des Darleihers soll in der Obligation ausgedrückt werden; gleichwohl soll diese an einen jeden Inhaber, auf den sie indossirt worden, zahlbar seyn, ohne daß eine andere Förmlichkeit der Uebertragung erforderlich wäre.

Art. 3. Die Darleiher oder Inhaber der Obligationen

(1) Durch ein Decret vom 2ten April 1809 ist die Ausgabe dieser Obligationen bis zum Betrage von zehn Millionen Franken verordnet, und die Form, in der sie ertheilt werden sollen, bestimmt worden.



jouiront des intérêts annuels suivants, savoir: pour les obligations payées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1809. 6 p. %.

— — 1<sup>er</sup> juillet 1809..... 5  
 — — 1<sup>er</sup> janvier 1810..... 4

Ces intérêts seront payables par semestre, à la fin de juin et de décembre, sur des coupons qui seront délivrés au porteur de l'obligation, jusqu'au remboursement plénier du capital (1).

ART. 4. Ces coupons seront payés en monnaie sonnante, dès le jour de leur échéance. Il sera loisible aussi aux propriétaires de les employer au paiement de leur quote-part à la contribution personnelle de l'année courante.

ART. 5. Le remboursement successif du capital se fera par la caisse d'amortissement, dans la proportion et moyennant le tirage annuel arrêtés par le plan d'amortissement.

ART. 6. Les obligations fournies pour des prêts volontairement signés jusqu'au 31 décembre 1808, seront, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1809, reçues pour l'acquittement de la partie des cautions à fournir en immeubles, par les employés aux contributions de tout genre.

ART. 7. En conséquence des avantages et des sûretés qu'offre le présent emprunt, tous nos sujets qui, à raison de leurs biens-fonds, capitaux, ou autres biens mobiliers, possèdent une fortune de la valeur de 5000 francs et au-delà, ont à concourir à cet emprunt pour la valeur d'une demie,

(1) Le décret du 17 novembre 1808 (art. 13) avait dérogé à cette disposition, en ordonnant que le paiement des intérêts serait fait par trimestre; mais le décret du 9 avril 1809, en rétablissant la disposition ci-dessus, porte que les intérêts seront payés par semestre, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1809.

nen sollen die nachfolgenden jährlichen Zinsen zu genießen haben, nämlich:

auf Obligationen über Zahlungen, die vor dem 1<sup>sten</sup> Januar 1809 geschehen werden: 6 pro Ct.  
 vor dem 1<sup>sten</sup> Julius 1809 geschehen werden: 5 pro Ct.  
 vor dem 1<sup>sten</sup> Januar 1810 geschehen werden: 4 pro Ct.

Diese Zinsen sollen halbjährig zu Ende Juni und zu Ende Decembers bezahlt werden, auf Coupons, welche den Zins habern der Obligation bis zu der vollen Wiederzahlung des Capitals werden zugestellt werden (1).

Art. 4. Diese Coupons sollen am Tage ihres Verfalls in klingender Münze bezahlt werden. Auch soll den Eigenthümern derselben freistehn, sie zur Bezahlung ihres Antheils an der Personalsteuer des laufenden Jahres zu verwenden.

Art. 5. Die Wiederbezahlung des Capitals soll nach und nach durch die Amortisations-Casse in dem durch den Tilgungs-Plan festgesetzten Verhältnisse und mittelst der in demselben bestimmten jährlichen Ziehung geschehen.

Art. 6. Die Obligationen, welche über freiwillige bis zum 31<sup>sten</sup> December 1808 gezahlte Anleihen ausgesetzt werden, sollen vom 1<sup>sten</sup> Januar 1809 an als Zahlung für denjenigen Theil der Sicherheitsleistung angenommen werden, welche die Steuerbeamten aller Art an liegenden Gründen zu bestellen haben.

Art. 7. In Rücksicht der Vortheile und der Sicherheit, welche das gegenwärtige Anlehn darbietet, haben alle unsere Unterthanen, welche in Hinsicht ihrer Grundstücke, Capitalien oder anderer beweglichen Güter ein Vermögen von 5000 Franken und darüber besitzen, zu diesem Anlehn für den Betrag von einer halben, einer ganzen, oder mehr

(1) Das Decret vom 17ten November 1808 (Art. 13.) hatte diese Bestimmung zurückgenommen, und befodien, daß die Zahlung der Zinsen vierteljährig geschehen solle; allein das Decret vom 9ten April 1809 verfügt, indem es die obige Vorschrift wieder in Kraft setzt, daß die Zinsen, vom 1<sup>sten</sup> Julius 1809 an, halbjährig bezahlt werden sollen.

d'une, ou de plusieurs obligations de 200 francs chacune, dans la proportion suivante :

1 <sup>o</sup> Ceux possédant de . . .	5,000 à 10,000 fr.	fourniront sur	1/2 obligation...	100 fr.
2 <sup>o</sup> " " " "	10,000 à 20,000	" "	1 " "	200
3 <sup>o</sup> " " " "	20,000 à 40,000	" "	2 " "	400
4 <sup>o</sup> " " " "	40,000 à 80,000	" "	4 " "	800
5 <sup>o</sup> " " " "	80,000 à 160,000	" "	8 " "	1,600
6 <sup>o</sup> " " " "	160,000 à 240,000	" "	12 " "	2,400
7 <sup>o</sup> " " " "	240,000 à 320,000	" "	16 " "	3,200
8 <sup>o</sup> " " " "	320,000 à 400,000	" "	20 " "	4,000
9 <sup>o</sup> " " " "	400,000 à 500,000	" "	25 " "	5,000
10 <sup>o</sup> " " " "	500,000 à 600,000	" "	30 " "	6,000
11 <sup>o</sup> " " " "	600,000 à 800,000	" "	40 " "	8,000
12 <sup>o</sup> " " " "	800,000 à 1,000,000	" "	50 " "	10,000
13 <sup>o</sup> " " " "	1,000,000 à 1,200,000	" "	60 " "	12,000
14 <sup>o</sup> " " " "	1,200,000 à 1,400,000	" "	70 " "	14,000
15 <sup>o</sup> " " " "	1,400,000 à 1,600,000	" "	80 " "	16,000
16 <sup>o</sup> " " " "	1,600,000 à 1,800,000	" "	90 " "	18,000
17 <sup>o</sup> " " " "	1,800,000 et au-delà	" "	100 " "	20,000

ART. 8. Les corporations sont autorisées par le présent décret, en cas que leurs moyens ne suffisent pas, à emprunter et hypothéquer sur leurs biens la somme à fournir dans leur classe, à la charge d'amortir ce capital par leurs revenus annuels dans une proportion et d'après un mode qui sera déterminé par les autorités respectives.

ART. 9. Il sera incessamment ouvert, dans chaque canton du Royaume, un registre présentant une table des diverses classes de fortune ci-dessus spécifiées. Le maire, avec le concours du conseil municipal, dressera une liste des citoyens domici-

renen Obligationen, eine jede von 200 Franken, in nachstehendem Verhältnisse beizutragen

1) wer Vermögen hat von	5000 Fr. bis	10,000, hat beizutragen auf	1/2 Obligation	100 Fr.
2) " " " "	10,000 " "	20,000, " " "	1 " "	200 " "
3) " " " "	20,000 " "	40,000, " " "	2 " "	400 " "
4) " " " "	40,000 " "	80,000, " " "	4 " "	800 " "
5) " " " "	80,000 " "	160,000, " " "	8 " "	1,600 " "
6) " " " "	160,000 " "	240,000, " " "	12 " "	2,400 " "
7) " " " "	240,000 " "	320,000, " " "	16 " "	3,200 " "
8) " " " "	320,000 " "	400,000, " " "	20 " "	4,000 " "
9) " " " "	400,000 " "	500,000, " " "	25 " "	5,000 " "
10) " " " "	500,000 " "	600,000, " " "	30 " "	6,000 " "
11) " " " "	600,000 " "	800,000, " " "	40 " "	8,000 " "
12) " " " "	800,000 " "	1,000,000, " " "	50 " "	10,000 " "
13) " " " "	1,000,000 " "	1,200,000, " " "	60 " "	12,000 " "
14) " " " "	1,200,000 " "	1,400,000, " " "	70 " "	14,000 " "
15) " " " "	1,400,000 " "	1,600,000, " " "	80 " "	16,000 " "
16) " " " "	1,600,000 " "	1,800,000, " " "	90 " "	18,000 " "
17) " " " "	1,800,000 " "	und darüber " "	100 " "	20,000 " "

Art. 8. Die Corporationen werden durch das gegenwärtige Decret ermächtigt, falls ihre Mittel nicht hinreichen, auf ihre Güter, unter Verpfändung derselben, die Summe aufzuborgen, welche sie in der Vermögensklasse, wozu sie gehören, beizutragen haben; jedoch unter der Verpflichtung, dieses Capital durch ihre jährlichen Einkünfte nach und nach, und zwar nach dem Verhältnisse und auf die Weise zu tilgen, welche durch die respectiven Behörden festgesetzt werden sollen.

Art. 9. Es soll unverzüglich in jedem Canton des Königreichs ein Register eröffnet werden, welches das Verzeichniß der verschiedenen hieroben aufgeführten Classen von Vermögen enthält.

Der Maire, mit Zuziehung des Municipalrathes, soll ein Verzeichniß derjenigen in dem Canton wohnhaften Per-

liés dans le canton, et censés se trouver dans le cas mentionné dans l'art. 7. Il les fera citer ensuite, pour qu'en sa présence et celle du conseil municipal, chacun d'eux s'inscrive, sur le registre, dans la classe à laquelle il prétend lui-même appartenir, en s'engageant par - là à fournir, pour sa quote-part à l'emprunt, la somme fixée pour cette classe.

Si toutefois le maire s'aperçoit de ce qu'un tel veut s'inscrire dans une classe inférieure à celle à laquelle il est censé appartenir, il aura soin de lui faire, à cet égard, les représentations nécessaires, et de l'avertir de tous les préjudices auxquels il s'expose, si, par la suite, des recherches ultérieures étaient jugées nécessaires. Si néanmoins celui-ci persiste à ne s'inscrire que sur la classe dont il a fait choix, il lui en laissera pour-lors la liberté, mais il en prendra note sur un registre séparé qu'il tiendra à cet effet, et dont il enverra au sous-préfet copie signée par lui et par le conseil municipal, à la fin du mois de décembre 1808.

En vertu de la souscription faite, le prêteur sera tenu de payer à la caisse d'amortissement la somme qu'elle porte, soit d'abord en totalité, soit à son choix, dans les quatre termes suivants, savoir :

- Le 1<sup>er</sup> quart avant le 1<sup>er</sup> décembre 1808;
- Le 2<sup>e</sup> — — — 1<sup>er</sup> janvier 1809;
- Le 3<sup>e</sup> — — — 1<sup>er</sup> juillet 1809;
- Le 4<sup>e</sup> — — — 1<sup>er</sup> janvier 1810.

Aussitôt qu'une obligation de 200 francs aura été acquittée en entier, elle sera délivrée, et portera intérêt dès ce moment.

ART. 10. Les étrangers qui voudront s'intéresser à cet emprunt, jouiront des mêmes avantages que

sonen, von welchen angenommen wird, daß sie sich in dem im 7ten Artikel bemerkten Falle befinden, entwerfen. Er soll diese sodann vorladen lassen, damit in seiner und des Municipalrathes Gegenwart ein jeder sich in dem Register in diejenige Classe einzeichne, zu welcher er zu gehören begehret, wodurch er sich anheischig macht, als Beitrag zu der Anleihe diejenige Summe zu liefern, welche für diese Classe bestimmt worden.

Sollte gleichwohl der Maire gewahr werden, daß Jemand sich in eine Classe einschreiben will, die niedriger als diejenige ist, zu welcher derselbe wahrscheinlich gehört, so darf er nicht unterlassen, ihm die nöthigen Vorstellungen zu machen und ihn vor allen den Nachtheilen zu warnen, denen er sich aussetzt, wenn in der Folge nähere Nachforschungen nöthig befunden werden sollten. Besteht er dessen ungeachtet darauf, sich nur in diejenige Classe, die er gewählt hat, einzuschreiben, so soll er ihm dazu völlige Freiheit lassen; aber er muß dieß in einem besonderen Register anmerken, welches er zu dem Ende halten und wovon er eine von ihm und dem Municipalrathe unterzeichnete Abschrift zu Ende des Monats December 1808 dem Unterpräfekten zuschicken soll.

Durch die Einzeichnung in das Register verpflichtet sich der Darleiher, der Amortisations-Casse die eingezeichnete Summe zu bezahlen, entweder sogleich ganz, oder, nach seinem Gutbefinden, in den vier folgenden Terminen, nämlich :

- das 1ste Viertel vor dem 1sten December 1808;
- 2te — — — 1sten Januar 1809;
- 3te — — — 1sten Julius 1809;
- 4te — — — 1sten Januar 1810.

Sobald der Betrag einer Obligation von 200 Franken ganz bezahlt seyn wird, soll die Obligation ausgefertigt werden und von dem Augenblicke an Zinsen tragen.

Art. 10. Die Ausländer, welche an dieser Anleihe Theil nehmen wollen, sollen dieselben Vortheile, wie die

les nationaux, en tant qu'ils auront souscrit ou fait souscrire, soit dans une des mairies du Royaume, soit dans le bureau de la caisse d'amortissement, et satisfait aux autres conditions prescrites aux nationaux prêteurs volontaires.

ART. 11. A dater du 1<sup>er</sup> novembre et jusqu'au 31 décembre 1808, les maires de chefs-lieux de canton seront tenus d'envoyer tous les six jours, à leur sous-préfet, une liste des souscriptions qui auront eu lieu dans leur canton, et le sous-préfet les transmettra à notre liquidateur-général de la dette du Royaume.

Si, par ces listes, il conste qu'avant le 31 du mois de décembre 1808, la souscription pour la somme de vingt millions est complétée, il sera aussitôt envoyé ordre aux maires de fermer leurs registres, et de ne plus admettre de souscriptions.

Lors même que la somme de vingt millions ne se trouverait pas signée le 31 décembre de la présente année, néanmoins les registres de souscriptions volontaires seront fermés à cette époque (1).

ART. 12. Dans ce dernier cas, pour parvenir au complément de la somme de vingt millions, il sera enjoint aux maires de citer ceux qui, d'après le registre séparé, mentionné en l'art. 9, se seront inscrits pour une classe inférieure à celle qui répond à leur fortune présumée, et de les obliger ou de justifier leur inscription dans le délai de trois jours, ou de payer en sus l'excédant de ce qu'ils auront volontairement offert, et ce, sous peine d'exécution pour le cas où, dans l'espace d'un mois à dater du jour où la signification leur en aura été faite, ils n'auraient pas acquitté en plein cet excédant.

(1) Le tems fixé pour la clôture de ces registres a été prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1809, par décret du 19 décembre 1808.

Inländer, genießen, wenn sie sich in einer der Mairien des Königreichs oder in dem Bureau der Amortisations-Casse eingezeichnet haben oder einzeichnen lassen, und den übrigen Bedingungen, welche den Inländern vorgeschrieben sind, ein Genüge geleistet haben werden.

Art. 11. Vom 1<sup>ten</sup> November an und bis zum 31<sup>ten</sup> December 1808, sollen die Maires der Cantons Hauptorte alle sechs Tage ihren Unterpräfekten das Verzeichniß der in ihrem Canton statt gefundenen Einzeichnungen zusenden, und der Unterpräfekt soll sie an Unsern General-Liquidator der Reichs-Schuld einschicken.

Wenn aus diesen Listen erhellet, daß vor dem 31<sup>ten</sup> December 1808 die Einzeichnung für die Summe von zwanzig Millionen vollständig geworden, so soll sofort an die Maires der Befehl erlassen werden, ihr Register zu schließen und keine weitem Einzeichnungen anzunehmen.

Selbst wenn die Summe von zwanzig Millionen am 31<sup>ten</sup> December dieses Jahres noch nicht eingezeichnet wäre, so sollen dennoch die Register der freiwilligen Einzeichnungen zu dieser Zeit geschlossen werden (1).

Art. 12. In diesem letzteren Falle soll, um die Summe der zwanzig Millionen Franken vollzählig zu machen, den Maires aufgegeben werden, diejenigen, welche sich nach dem im 9<sup>ten</sup> Artikel erwähnten Separat-Register in eine niedrigere Classe, als die, welche ihrem muthmaßlichen Vermögen entspricht, eingezeichnet haben, vorzuladen und ihnen aufzugeben, entweder ihre Einzeichnung binnen drei Tagen zu rechtfertigen, oder das zuzuschließen, was sie zu wenig eingezeichnet haben, und zwar bei Strafe der Execution, falls sie binnen einem Monate von Zeit der ihnen deßfalls gemachten Anzeige diese Ergänzungssumme nicht ganz bezahlt haben sollten.

In Hinsicht dieses Punctes soll die vom Maire mit Zuzie-

(1) Durch das Decret vom 10<sup>ten</sup> December 1808 ist die zum Schluß dieser Register bestimmte Zeit bis zum 1<sup>ten</sup> März 1809 verlängert worden.

Sur ce point, la décision du maire, assisté du conseil municipal, sera exécutoire, sauf toutefois le recours au sous-préfet ou préfet, s'il y a lieu. Les préfets, assistés de leur conseil de préfecture, prendront connaissance, dans le plus bref délai, des griefs élevés par les individus contre la décision du maire, et y statueront sans appel.

ART. 13. Ceux qui, en conséquence de l'article précédent, seront forcés de fournir une quote-part à l'emprunt susdit, obtiendront, de même que les prêteurs volontaires, des obligations à deux cents francs chacune; cependant: 1° ces obligations ne porteront l'engagement au paiement des intérêts, qu'à 3 pour cent; 2° ces prêteurs forcés ne seront admis au concours du tirage pour le remboursement du capital qu'après l'extinction de toutes les obligations; 3° ces obligations ne seront point admises pour l'acquittement des cautions à fournir par les employés aux contributions.

ART. 14. Tout porteur d'une obligation d'emprunt sera tenu d'en recouvrer le remboursement dans l'espace d'un an à compter du jour de la publication du tirage par lequel cette obligation a été désignée remboursable; passé ce terme, la demande, tant en capital qu'en intérêts, sera prescrite, l'obligation ne sera plus d'aucune valeur, et son amortissement sera publiquement annoncé, à moins que des circonstances impérieuses n'autorisent le porteur de l'obligation d'avoir recours à notre Ministre des finances.

ART. 15. Dans le cas d'accident par lequel une obligation d'emprunt aurait été égarée ou détruite, le dernier possesseur pourra en faire sa déclaration devant le sous-préfet du district, où la première inscription a été faite, et si la preuve qu'il apportera, tant de sa possession que de l'acci-

des Municipalrathes gegebene Entscheidung executorisch seyn, jedoch mit Vorbehalt der Berufung an den Unterpräfekten oder Präfekten, wenn dazu Anlaß ist. Die Präfekten sollen, mit Zuziehung ihres Präfekurraths, binnen der kürzesten Frist die eingegangenen Beschwerden über die Entscheidung des Maire erörtern und darüber ohne weitere Berufung erkennen.

Art. 13. Diejenigen, welche in Gemäßheit des vorhergehenden Artikels werden gezwungen werden, einen Beitrag zu der obigen Anleihe zu liefern, sollen zwar, so wie die freiwilligen Darleiher, Obligationen, jede von zweihundert Franken, erhalten; gleichwohl sollen: 1) diese Obligationen nur die Verpflichtung zu 3 Procent Zinsen enthalten; 2) diese erzwungenen Darleiher sollen nicht eher an den Ziehungen, welche die Wiederauszahlung des Capitals bestimmen, Antheil haben, als bis alle übrigen Obligationen getilgt worden; 3) diese Obligationen sollen nicht zur Bestimmung der von den Steuerbeamten zu leistenden Cautionsen gebraucht werden können.

Art. 14. Jeder Inhaber einer Anleihe-Obligation soll gehalten seyn, die Rückzahlung binnen einem Jahre von dem Tage an gerechnet, wo die Ziehung bekannt gemacht worden, durch die er zum Wiederempfange berufen wird, in Empfang zu nehmen. Nach Ablauf dieser Frist ist seine Forderung an Capital und Zinsen verjährt, die Obligation von keinem Werthe mehr, und die Mortification derselben soll öffentlich bekannt gemacht werden; es wäre denn, daß gebieterische Umstände den Inhaber der Obligation zum Recurs an Unsern Finanzminister berechtigten.

Art. 15. Im Falle eines Zufalls, wodurch eine Anleihe-Obligation verloren oder vernichtet würde, soll der letzte Besizer davon die Anzeige bei dem Unterpräfekten des Districts, wo die erste Einzeichnung geschehen ist, machen können; und wenn dieser den beigebrachten Beweis des Besizes und des zufälligen Verlustes als hinreichend erkennt, so soll er ihm darüber ein Zeugniß ausfertigen. Auf dieses

dent qui la lui a fait perdre, est jugée suffisante par celui-ci, il lui en sera expédié une attestation. Sur cette attestation, il ne sera toutefois admis à la perception du capital et des intérêts, qu'après l'espace d'une année, à dater du jour de la publication du tirage, par lequel l'obligation en question aura été appelée au remboursement, et seulement en tant que, dans l'espace de cette année, aucun porteur de l'obligation primitive ne se sera présenté pour en recevoir le paiement, lequel paiement ne pourra être refusé à celui-ci sous-aucun prétexte, en tant qu'il est légitimé par un endossement exprès.

ART. 16. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLÉON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,  
et des Relations extérieures,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(B<sup>in</sup>. N<sup>o</sup> 62.) DÉCRET ROYAL qui détermine les cas où les Conscrits doivent être regardés comme réfractaires (1).

Au Palais de Cassel, le 26 octobre 1808.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Vu, dans notre décret du 25 avril dernier sur la conscription militaire, les titres III, de la conscription des listes, et IX, des conscrits absents, le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 80, et les avis de notre Conseil d'Etat des 11 août et 15 septembre;

Considérant que les individus non-incorporés

(1) Voyez le Code de Conscription militaire du 16 novembre 1809, titre XVI et l'article 275.

Zeugniß soll er gleichwohl zur Erhebung des Capitals und der Zinsen nicht eher zugelassen werden, als nach Ablauf eines Jahres, von Zeit der Bekanntmachung der Ziehung an, wodurch diese Obligation zum Wiederempfang berufen worden ist; auch nur in so fern, als binnen diesem Jahre kein Inhaber der ersten Obligation sich gemeldet, um darauf die Zahlung zu empfangen, als welche diesem unter keinerlei Vorwand verweigert werden kann, wenn derselbe sich nur durch ein ausgefülltes Indossement dazu legitimirt.

Art. 16. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär  
und der auswärtigen Verhältnisse,

unterscrieben, Graf von Fürstenstein.

(B<sup>in</sup>. Nr. 62.) Königliches Decret, welches die Fälle bestimmt, in welchen die Conscriptirten als widerspenstig betrachtet werden sollen (1).

Im Pallaste zu Cassel, am 26ten October 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht Unseres Decrets vom 25ten April d. J., über die Militär-Conscription, und zwar namentlich des IIIten Titels desselben Decrets, von der Verfertigung der Listen, des IXten Titels von den abwesenden Conscriptirten, des 1sten Paragraphen des 80sten Artikels und der Gutachten Unseres Staatsrathes vom 11ten August und 15ten September;

ferner in Erwägung, daß es, da diejenigen nicht ein-

(1) S. das Gesetzbuch der Militär-Conscription vom 16ten November 1809, Titel XVI und Art. 275.

qui n'ont point satisfait à la conscription militaire, sont déclarés conscrits réfractaires; qu'il importe donc de déterminer plus clairement et exactement les cas dans lesquels les conscrits n'ont point satisfait à la conscription militaire, de manière qu'ils doivent être considérés et punis comme conscrits réfractaires;

Sur le rapport de notre Ministre de la guerre,  
Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ART. 1<sup>er</sup>. Doivent être considérés réfractaires et punis comme tels: 1<sup>o</sup> tout conscrit déclaré premier à marcher pour avoir tenté de se soustraire à la conscription, en ne se faisant point inscrire (art. 1<sup>o</sup> du décret du 25 avril), s'il n'obéit à l'appel à son fait, et ne se rend sans délai à la destination qui lui sera donnée; 2<sup>o</sup> tout conscrit désigné pour le contingent d'activité qui s'absentera de sa municipalité sans autorisation légale, ou ne se rendra pas à la revue de départ; 3<sup>o</sup> tout conscrit désigné et maintenu sur les listes, qui n'aura pas rejoint dans les trois mois de l'avis de sa désignation, signifié à son domicile de droit (art. 58 du décret du 25 avril); 4<sup>o</sup> tout conscrit qui, ayant quitté son détachement en route, même avec permission, ne l'aura pas rejoint à temps, ou ne se sera pas rendu au corps sur lequel il était dirigé.

ART. 2. Tout conscrit condamné comme réfractaire qui n'aura point obtenu sa radiation, comme il est réglé par l'article 4, sera soumis à une amende, s'il se trouve dans le cas exprimé dans l'art. 58 de notre décret du 25 avril, et à la peine des travaux publics militaires ou civils, dont la durée ne pourra excéder deux ans, conformément à

verleibten Individuen, welche der Conscription kein Genüge geleistet haben, für widerspenstige Conscribirtre erklärt sind, wichtig ist, die Fälle deutlicher und genauer zu bestimmen, in welchen die Conscribirten der Militär-Conscription nicht Genüge geleistet haben, und daher als widerspenstig angesehen und bestraft werden müssen;

auf den Bericht Unseres Kriegs-Ministers,  
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,  
verordnet und verordnen, wie folgt:

Art. 1. Als widerspenstig ist zu betrachten und als solcher zu bestrafen: 1) jeder Conscribirtre, welcher sich nicht hat einschreiben lassen, um sich der Conscription zu entziehen, und deswegen als zuerst zu marschiren bestimmt ist (Art. 15 des Decrets vom 25sten April), wenn er nicht dem, an ihn erlassenen, Aufrufe Folge leistet, und sich ungesäumt an den ihm bestimmten Ort versügt; 2) jeder zum activen Contingente bestimmte Conscribirtre, welcher sich ohne gesetzliche Erlaubniß aus seinem Municipalitäts-Bezirk entfernt, oder sich bei der Musterung des Abmarsches nicht stellt; 3) jeder Conscribirtre, welcher in die Listen eingezeichnet und darauf beibehalten ist, und sich binnen drei Monaten, nachdem ihm die Nachricht seiner Bestimmung an seinem gesetzlichen Aufenthaltsorte bekannt gemacht worden, nicht stellt (Artikel 58 des Decrets vom 25sten April); 4) jeder Conscribirtre, welcher auf dem Marsche sein Detachement verlassen, und sich, wäre dieses selbst mit Erlaubniß geschehen, nicht zur rechten Zeit weder bei diesem, noch bei dem Corps, an welches er gewiesen ist, gestellt hat.

Art. 2. Jeder als widerspenstig verurtheilte Conscribirtre, der nicht, in Gemäßheit des 4ten Artikels, seine Freisprechung erhalten hat, soll, wenn er sich in dem, im 58sten Artikel Unseres Decrets vom 25sten April ausgesprochenen, Falle befindet, einer Geldbuße und der Strafe der sowohl militärischen als bürgerlichen Zwangsarbeiten unterworfen seyn; Letztere soll jedoch, in Gemäßheit des

l'avis du Conseil d'Etat du 15 septembre, pendant lequel temps il sera placé dans les dépôts militaires établis à cet effet. Le temps écoulé dans les dépôts ne compte point aux conscrits réfractaires pour leur service militaire. Ladite amende sera prononcée par les tribunaux civils, à la diligence des procureurs-royaux et d'après l'avis des conseils de préfecture, et appartiendra à la caisse de la conscription.

ART. 3. La peine des travaux publics de deux ans, mentionnée dans l'article précédent, sera également applicable aux conscrits qui seront reconnus s'être volontairement mutilés; leur discipline dans les dépôts militaires sera toujours plus sévère que celle des conscrits de l'article 1<sup>er</sup>.

ART. 4. Les conscrits réfractaires, ou leur famille, pourront obtenir leur radiation et la remise de l'amende dans les cas suivants: 1<sup>o</sup> si le conscrit réfractaire est décédé avant le jugement; 2<sup>o</sup> s'il a été admis sous les drapeaux avant le jugement; 3<sup>o</sup> si son suppléant a été admis régulièrement avant le jugement; 4<sup>o</sup> si le réfractaire était à l'hôpital en route à l'époque de sa condamnation, et s'il a été incorporé depuis; 5<sup>o</sup> s'il a été réformé par le conseil de recrutement avant le jugement; 6<sup>o</sup> les conscrits réfractaires obtiendront la remise de la peine, mais non de l'amende, s'ils se représentent volontairement pour rejoindre après le jugement; 7<sup>o</sup> les familles ne pourront obtenir la remise de l'amende, lorsque le réfractaire sera décédé après le jugement. Dans les deux derniers cas, nous nous réservons de faire remise de l'amende, en cas de circonstances atténuantes et sur le rapport de notre Ministre de la guerre.

ART. 5. Notre Ministre de la guerre déterminera, par un règlement particulier, quelles pièces

Gutachtens des Staatsrathes vom 15ten September, nicht die Dauer von zwei Jahren überschreiten, während welcher Zeit er zu den hierzu errichteten militärischen Depots abgegeben werden soll. Die in diesen Depots zugebrachte Zeit wird dem Widerspenstigen nicht auf seine militärische Dienstzeit zu gut gerechnet. Die erwähnte Geldstrafe wird von den Civilgerichten auf Betreiben der königlichen Procuratoren, und nach dem Gutachten des Präfectur-Rathes, bestimmt, und soll in die Conscriptionskasse fließen.

Art. 3. Die Strafe der zweijährigen Zwangsarbeit, wovon der vorhergehende Artikel redet, soll gleichfalls auf die Conscriptirten anwendbar seyn, welche sich freiwillig verstümmelt zu haben überwiesen sind; diese sollen immer in den militärischen Depots unter strengerer Zucht stehen, als die Conscriptirten, wovon der 1ste Artikel handelt.

Art. 4. Es können gleichwohl die widerspenstigen Conscriptirten oder ihre Familien die Lossprechung und Erlassung der Geldstrafen in folgenden Fällen erlangen: 1) wenn der Widerspenstige vor dem Ausspruche des Urtheils mit Tode abgegangen; 2) wenn er vor dem Urtheile zu den Fahnen aufgenommen worden ist; 3) wenn sein Stellvertreter vorschriftsmäßig vor dem Urtheile angenommen ist; 4) wenn der Conscriptirte zur Zeit seiner Verurtheilung, auf dem Marsche begriffen, im Hospitale war, und nachher einverleibt worden ist; 5) wenn ihn der Recrutirungsrath vor dem Urtheile ausgemustert hat; 6) dem widerspenstigen Conscriptirten soll die Zwangsarbeitsstrafe, nicht aber die Geldbuße erlassen werden, wenn er sich freiwillig nach ergangenem Urtheile stellt; 7) den Familien wird die Geldstrafe nicht erlassen, wenn der Widerspenstige nach Fällung des Urtheils gestorben ist. In den beiden letzten Fällen behalten Wir Uns vor, die Geldstrafe nach Erheblichkeit der mildernden Umstände und auf den Bericht Unseres Kriegsministers zu erlassen.

Art. 5. Unser Kriegsminister wird durch eine besondere Anordnung festsetzen, was die widerspenstigen Conscriptir-



doivent être produites par les conscrits réfractaires ou par leur famille, pour obtenir leur radiation; sous quelles formes et dans quels délais elles doivent être présentées.

ART. 6. Les conscrits réfractaires placés dans les dépôts pourront, s'ils montrent du repentir, du zèle et de l'intelligence, obtenir de nous la remise du tout ou partie de la peine. Alors ils rentreront dans l'armée; mais l'effet de leur jugement ne sera que suspendu. Après trois ans d'activité et de bonne conduite, le conscrit sera entièrement déchargé.

ART. 7. Notre Ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,  
et des relations extérieures.

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N° 62.) DÉCRET ROYAL qui ordonne la formation de deux dépôts militaires pour les Conscrits réfractaires (1).

Au Palais de Cassel, le 27 octobre 1808.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Vu notre décret du 25 avril 1808, sur la conscription militaire;

Vu le chapitre VI, titre I<sup>er</sup> du Code pénal militaire sur la peine des travaux publics;

Vu les avis de notre Conseil d'Etat des 11 août et 15 septembre 1808;

Vu notre décret du 26 octobre 1808;

(1) Voyez le Code de Conscription militaire du 16 novembre 1809, titre XVI et art. 275.

ten oder ihre Familien darzuthun haben, um ihre Losprechung zu erlangen, und in welcher Form und binnen welcher Frist dieses geschehen muß.

Art. 6. Die widerspenstigen Conscriptirten, welche bei den Depots stehen, können von Uns gänzliche oder theilweise Nachlassung ihrer Strafe, wenn sie Reue, Eifer und Fähigkeiten zeigen, erlangen. Hierauf treten sie in die Armee ein; jedoch wird die Wirkung ihres Urtheiles nur ausgesetzt. Erst nach dreijährigem wirklichem Dienste und guter Aufführung sollen sie gänzlich befreiet seyn.

Art. 7. Unser Kriegsminister ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz: Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretäre  
und der auswärtigen Verhältnisse,  
Unterscrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 62.) Königliches Decret, welches die Bildung von zwei militärischen Depots für die widerspenstigen Conscriptirten verfügt (1)

Im Pallaste zu Cassel, am 27ten October 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht Unseres Decrets vom 25ten April 1808, die Militär-Conscription betreffend,

zufolge des 6ten Capitels im Iten Titel des militärischen Straf-Gesegbuches, die Strafe der öffentlichen Arbeit betreffend,

nach Ansicht der beiden Gutachten Unseres Staatsrathes vom 11ten August und 15ten September 1808,

wie auch Unseres Decrets vom 26ten October 1808,

(1) S. das Gesegbuch der Militär-Conscription vom 16ten November 1809, Tit. XVI und Art. 275.

Sur le rapport de notre Ministre de la guerre, Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Tout conscrit déclaré réfractaire, comme se trouvant dans l'un des cas de l'article 1<sup>er</sup> de notre décret du 26 octobre, sera mis à la disposition de notre Ministre de la guerre, pour être employé à des travaux publics militaires ou civils, pendant deux ans, conformément à l'article 2 du dit décret.

ART. 2. Il sera provisoirement formé deux dépôts militaires pour lesdits conscrits.

ART. 3. Les conscrits conduits dans ces dépôts militaires seront formés en compagnies de cent hommes, officiers et sergents non compris.

ART. 4. Chacune de ces compagnies sera commandée par un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un sergent-major, un fourrier et cinq sergents, qui seront fournis par les corps d'infanterie de la garnison, et désignés par l'officier supérieur, commandant le département, sous l'approbation de notre Ministre de la guerre.

Cependant, jusqu'à ce qu'une compagnie soit portée au complet, le nombre des officiers et sous-officiers sera proportionné à l'effectif des hommes présents.

Ces officiers et sous-officiers jouiront d'un supplément de traitement égal au quart de leur solde.

ART. 5. Ces compagnies seront divisées en plusieurs escouades, portées à dix hommes; à la tête de chacune d'elles sera placé un caporal pris dans son sein, au choix du commandant de la place, sur la présentation de trois sujets, faite par le commandant de la compagnie.

ART. 6. Ces conscrits recevront le pain comme les autres troupes; ils recevront la même solde,

auf den Bericht Unseres Kriegs-Ministers, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen, wie folgt :

Art. 1. Jeder für widerspenstig erklärte Conscriptirte, welcher sich in einem der im 1sten Artikel Unseres Decrets vom 26ten October bezeichneten Fälle befindet, soll zur Disposition Unseres Kriegs-Minister gestellt werden, um, dem 2ten Artikel Unseres besagten Decrets gemäß, zu öffentlicher Civil- oder militärischen Arbeit zwei Jahre lang gebraucht zu werden.

Art. 2. Es sollen zu diesem Behufe vorläufig zwei militärische Depots errichtet werden.

Art. 3. Die in diese Depots gebrachten Conscriptirten werden in Compagnien von hundert Mann eingetheilt, mit Ausschluß der Ober- und Unterofficiere.

Art. 4. Jede dieser Compagnien soll von einem Capitaine, einem Lieutenant, einem Unter-Lieutenant, einem Feldwebel, einem Fourrier und fünf Sergents commandirt werden, welche aus den Infanterie-Corps der Besatzung zu nehmen sind, und dazu, mit Genehmigung Unseres Kriegs-Ministers, von dem Ober-Officier, welcher in dem Departement commandirt, bestimmt werden.

So lange jedoch diese Compagnien nicht vollzählig sind, soll auch die Anzahl der Officiere und Unter-Officiere nur im Verhältnisse mit der wirklichen Stärke der Compagnie seyn.

Diese Ober- und Unterofficiere erhalten, außer ihrem Solde, noch ein Viertel desselben als Zulage.

Art. 5. Diese Compagnien sollen in mehrere Rotten (Corporalschaften), jede von zehn Mann, eingetheilt werden. An der Spitze jeder dieser Rotten soll ein Corporal stehen, der aus ihrer Mitte durch den Platz-Commandanten gewählt wird. Der Capitaine der Compagnie hat ihm jedesmal drei Subjecte dazu vorzuschlagen.

Art. 6. Die Conscriptirten sollen, gleich den übrigen Truppen, Brod und Sold bekommen, jedoch mit Ausnah-

sauf les deniers de poche, qui seront mis en masse et tenus à la disposition du général commandant la division, pour être employés comme il sera dit ci-après.

ART. 7. Ils seront logés dans une caserne particulière.

ART. 8. Ils seront constamment consignés dans leurs casernes, n'en sortiront qu'en troupe pour les corvées, les exercices et les travaux.

Lorsqu'ils auront obtenu la permission de sortir individuellement, ils seront toujours accompagnés par un sous-officier. Cette permission ne sera accordée qu'aux plus zélés et aux plus soumis.

ART. 9. La garnison fournira toutes les gardes, les plantons, rondes et patrouilles, nécessaires pour la police et la sûreté du dépôt; il sera fourni de plus, par les brigades de gendarmerie des départements, formant chaque arrondissement, le nombre de gendarmes nécessaire pour prévenir l'évasion des conscrits faisant partie desdits dépôts.

ART. 10. Les dépôts de conscrits ne se trouveront jamais aux exercices et manœuvres de la garnison, et ne feront point le service avec elle.

ART. 11. Leurs vêtements auront la forme et les couleurs affectées à l'infanterie, mais sans parements, collets, ni revers distinctifs, et seront d'une étoffe grossière. Leur unique coëffure sera un bonnet brun. Ils auront des fusils sans baïonnettes, pour être instruits aux manœuvres.

ART. 12. Les conscrits seront, pour les fautes légères, condamnés, par leurs officiers et sergents, aux mêmes punitions de discipline que le reste des troupes; mais la durée en sera toujours augmentée.

Pour les fautes graves, ils seront déferés à un conseil composé du commandant de la place, du

me des Taschengeldes, welches aufbewahrt wird und worüber der die Division commandirende General auf die weisster unten bestimmte Art verfügt.

Art. 7. Ihre Wohnung sollen sie in einer besonderen Caserne haben.

Art. 8. Sie sollen streng angehalten werden, in ihren Casernen zu bleiben, und dieselben nur in größeren Abtheilungen entweder zu den militärischen Uebungen oder den öffentlichen Arbeiten verlassen dürfen.

Sollte der eine oder der andere die Erlaubniß, einzeln auszugehen, erhalten, so soll dieses doch jedesmal unter Aufsicht eines Unterofficiers geschehen. Diese Vergünstigung kann nur denjenigen, die sich am folgsamsten betragen, zu Theil werden.

Art. 9. Die Besatzung versieht alle zur Polizei, Aufsicht und Sicherheit des Depot nöthigen Wachen, Ordnungen, Runden und Patrouillen; überdies ist noch von der Gendarmerie, Brigade der Departements, für welche das Depot bestimmt ist, die nöthige Anzahl Gendarmes zu beordern, um die Entweichung der in den Depots befindlichen Conscripten auf möglichste Art zu verhüten.

Art. 10. Diese Conscripten sollen niemals den Militär, Uebungen und Manœuvres der Besatzungstruppen beiwohnen, noch mit denselben zugleich Dienste thun.

Art. 11. Ihre Kleidung soll in Schnitt und Farbe der Montirung der Infanterie gleich, jedoch ohne Aufschläge, Kragen und Rabatten von anderer Farbe, und von gröberm Zeuge seyn; ihre einzige Kopfbedeckung besteht in einer braunen Mütze. Zum Exerciren bekommen sie Flinten ohne Bajonette.

Art. 12. Wegen kleiner Vergehungen werden diese Conscripten durch ihre Officiere und Sergents zu eben den Disciplin, Strafen verurtheilt, wie die übrigen Truppen; nur sollen sie immer von längerer Dauer seyn.

Bei größern Vergehungen sollen dieselben durch ein aus dem Platz, Commandanten, dem Capitaine und dem Lieute-

capitaine et du lieutenant de la compagnie. Ce conseil prononcera les punitions qu'il jugera les plus propres à réprimer les coupables.

Pour les délits militaires, ils seront déferés aux conseils de guerre institués par le Code pénal militaire, et pour la désertion, ils seront traduits par-devant les tribunaux compétents.

ART. 13. Il ne sera formé une seconde compagnie dans chaque dépôt que du moment où la première sera complétée.

Lorsqu'il y aura deux compagnies, le commandement du dépôt appartiendra au capitaine de la première formée.

ART. 14. Le général commandant la division aura la faculté de faire relever, aussi souvent qu'il le jugera convenable, tout ou partie des officiers et sous-officiers attachés aux dépôts, en prévenant toutefois le Ministre de la guerre. Ils seront relevés de droit, lorsque le corps dont ils feront partie, sortira des divisions ou départements formant l'arrondissement du dépôt.

ART. 15. Les conscrits seront occupés chaque jour, ou à leur instruction militaire, ou aux travaux des routes et chemins le plus à proximité du lieu de leurs dépôts, et dont le mauvais état nécessite les plus prompts réparations; le tout d'après les demandes des préfets et sur l'autorisation de nos Ministres de la guerre et de l'intérieur.

On tiendra note de ceux qui auront la meilleure conduite et montreront le plus de zèle dans les travaux. Ces notes seront, lors de la revue, remises à l'inspecteur du dépôt.

ART. 16. Chaque dépôt sera inspecté une fois chaque trimestre, par un officier supérieur ou général, désigné à cet effet par le général commandant la division.

nant der Compagnie bestehendes Kriegs-Gericht zu solchen Strafen verurtheilt werden, welche dieses am zweckmäßigsten für die Schuldigen halten wird.

Wegen militärischer Verbrechen sollen sie dem durch das militärische Strafgesetzbuch festgesetzten Kriegs-Gerichte übergeben, bei Desertion aber vor die competenten Gerichte geführt werden.

Art. 13. Nur dann soll eine zweite Compagnie gebildet werden, wenn die erste vollzählig seyn wird.

Sobald zwei Compagnien organisirt werden, so gebührt das Commando des ganzen Depot dem Capitaine der zuerst gebildeten Compagnie.

Art. 14. Dem Divisions-Generale bleibt es überlassen, die Ober- und Unterofficiere des Depot, so oft er es für dienlich halten wird, ganz oder theilweise abzulösen, jedoch hat er davon dem Kriegs-Minister jedesmal die Anzeige zu machen. Sie sind von Rechtswegen abgelöst, sobald das Corps, zu welchem sie gehören, die Divisionen oder Departements verläßt, welche den Bezirk des Depot bilden.

Art. 15. Die Conscripten sollen täglich, theils mit militärischen Uebungen, theils mit öffentlichen Arbeiten, und hauptsächlich mit Ausbesserung der zunächst gelegenen Chaussees und Wege, welche der Ausbesserung am meisten bedürfen, beschäftigt werden, und zwar auf das Ansuchen der Präfecten, unter Genehmigung Unseres Kriegs-Ministers und Unseres Ministers des Innern.

Es soll ein Namens-Verzeichniß von denjenigen gehalten werden, welche die beste Aufführung zeigen und sich bei den Arbeiten am thätigsten beweisen. Diese Listen werden bei jedesmaliger Musterung dem Inspector des Depot übergeben.

Art. 16. Alle drei Monate soll jedes Depot durch einen höhern Officier oder General gemustert werden, welcher hierzu von dem die Division commandirenden General beauftragt wird.

Cet officier prendra les notes sur l'instruction, la tenue et la conduite de chaque conscrit, et les adressera au général divisionnaire.

Le général commandant la division inspectera lui-même, deux fois par an, chaque compagnie, et d'après les comptes qu'il recevra des capitaines, et les renseignements qui lui auront été transmis par les inspecteurs qu'il aura nommés, il désignera au Ministre ceux d'entre les conscrits réfractaires qui lui paraîtront dignes d'être incorporés dans l'armée, en indiquant l'arme à laquelle ils sont propres.

Ceux d'entre les conscrits qui, d'après son rapport, seront désignés par le Ministre de la guerre pour être incorporés dans un corps de troupes à pied ou à cheval, y seront conduits par des officiers et sous-officiers de la compagnie du dépôt.

Le général divisionnaire pourra accorder des gratifications à ceux des conscrits réfractaires qui auront rempli avec le plus d'intelligence et de fermeté les fonctions de caporal, ou qui se seront fait distinguer par leur instruction et leur activité dans les travaux; ces gratifications seront prises sur la masse des deniers de poche, sauf à en rendre compte à notre Ministre de la guerre.

ART. 17. Le commandant de chaque dépôt tiendra un contrôle nominatif des conscrits qui y seront conduits; ce contrôle indiquera les noms, prénoms et surnoms des conscrits conduits audit dépôt, le département auquel ils appartiennent, le lieu de leur domicile et celui de leurs pères et mères; cet état indiquera aussi dans les colonnes à ce destinées, l'époque de l'arrivée des conscrits au dépôt, par qui ils ont été arrêtés, et conduits; et en cas de sortie du dépôt, de quelle manière, à quelle épo-

Derselbe hat die erforderlichen Erkundigungen über den Unterricht, die Haltung und Ausführung eines jeden Conscriptirten einzuziehen und sie dem Divisions-Generale schriftlich mitzutheilen.

Zweimal des Jahrs soll der die Division commandirende General selbst jede Compagnie des Depot mustern, und nach dem Berichte der Capitaines und der Anzeige der Inspectoren, die er selbst gewählt hat, dem Minister diejenigen der Conscriptirten bekannt machen, welche er der Einverleibung in ein Corps würdig erachtet, und dabei zugleich bemerken, zu welcher Waffenart sie am besten geeigenschaft sind.

Diejenigen Conscriptirten, welche, auf diesen Bericht, durch den Kriegs-Minister für ein Cavallerie- oder Infanterie-Corps bestimmt worden sind, sollen diesem ihrem Corps durch Ober- und Unterofficiere ihrer Compagnie des Depot zugeführt werden.

Dem Divisions-Generale ist es überlassen, denjenigen dieser widerspenstigen Conscriptirten, welche die Geschäfte eines Corporals mit der größten Pünctlichkeit und Ordnung verwaltet, oder bei den öffentlichen Arbeiten die größte Thätigkeit und Geschicklichkeit bewiesen haben, Aufmunterungsgeschenke zu bewilligen, welche auf den Fond der zurück behaltene Taschengelder angewiesen werden sollen; jedoch muß Unserem Kriegs-Minister hierüber Rechnung abgelegt werden.

Art. 17. Der Commandant eines jeden Depot hat ein Namens-Verzeichniß aller der dabei befindlichen Conscriptirten zu führen. Dieses enthält die Vor-, Zu- und Bei-Namen der zum Depot gebrachten Conscriptirten, das Departement, zu welchem sie gehören, ihren Wohnort und den ihrer Welter. In einer dazu bestimmten Columne soll die Zeit ihrer Ankunft beim Depot, die Benennung desjenigen, der sie verhaftet und überbracht hat, und im Falle der Entlassung vom Depot, auf welche Art, zu welcher Zeit und

que et pour quelle destination ils ont cessé de faire partie du dépôt.

ART. 18. Le commandant de chaque dépôt enverra tous les premiers du mois, à chaque préfet, un extrait de ce contrôle, indiquant les mutations qui auront eu lieu pendant le mois écoulé, parmi les conscrits de son département; en cas de non mutation, il enverra un certificat négatif.

ART. 19. Nos Ministres de l'intérieur et de la guerre s'entendront sur l'emplacement des dépôts des conscrits réfractaires, et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois, et lu pendant quatre dimanches consécutifs, dans les paroisses, par les curés et les pasteurs.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

( B<sup>in</sup>. N<sup>o</sup> 61. ) DÉCRET ROYAL qui ordonne la Répartition de l'Imposition personnelle (1).

Au Palais de Cassel, le 27 octobre 1808.

JEROME NAPOLEON, etc.

Vu l'article 8 de la loi du 14 juillet dernier, portant création d'une imposition personnelle de quatre millions de francs sur tous les habitants de notre Royaume, laquelle imposition devra être

(1) Voyez le décret du 12 octobre 1809, relatif à la perception de l'impôt personnel pour l'année 1809, et le décret du 15 mars 1810, qui fixe cet impôt pour l'an 1810, et y joint une imposition sur les revenus.

zu welcher Bestimmung sie dasselbe verlassen haben, bemerkt werden.

Art. 18. Ferner hat der Commandant eines jeden Depots am 1sten des Monats jedem Präfecten einen Auszug dieser Controlle zuzufertigen, worin alle Veränderungen aufgeführt seyn müssen, welche im verfloffenen Monate unter den Conscriptirten aus seinem Departement statt gefunden haben; sollten keine vorgefallen seyn, so ist darüber eine Bescheinigung einzuschicken.

Art. 19. Unsere Minister des Innern und des Kriegswesens haben sich wegen Errichtung dieser Depots für widerspenstige Conscriptirte zu vereinigen, und sind, ein jeder, in so weit es ihn angehet, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets beauftragt, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt, und an vier auf einander folgenden Sonntagen in allen Kirchen von den Pfarrern und Predigern verlesen werden soll.

Unterscrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse,

unterscrieben, Graf von Fürstenstein.

( B<sup>in</sup>. Nr. 61. ) Königliches Decret, wodurch die Vertheilung der Personalsteuer angeordnet wird (1).

Im Pallaste zu Cassel, am 27ten October 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, 2c.

haben, nach Ansicht des 8ten Art. des Gesetzes vom 14ten Julius d. J., durch welches eine von allen Einwohnern Unseres Königreichs zu entrichtende Personalsteuer von vier Millionen Franken angeordnet worden ist, welche noch

(1) S. das Decret vom 12ten October 1809, die Erhebung der Personalsteuer für das Jahr 1809 betreffend, und das Decret vom 15ten März 1810, welches diese Auflage für das Jahr 1810 festsetzt, und mit derselben eine Einkommenssteuer verbindet.

levée dans la présente année, pour payer les intérêts arriérés de la dette nationale, et former le fonds de la caisse d'amortissement;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1<sup>er</sup> Il sera incessamment procédé à la répartition de l'imposition personnelle, arrêtée par la loi du 14 juillet de la présente année; elle sera de quatre millions en principal et de quarante mille francs en centimes additionnels.

ART. 2. Le contingent de chaque département est fixé ainsi qu'il suit :

Département	Ea principal		Cent. addit.	TOTAL.	
	fr.	fr.		fr.	c.
De l'Elbe..	584,290	5,842	90	590,132	90
De l'Ocker.	583,068	5,830	68	588,898	68
De la Fulde.	509,190	5,091	90	514,281	90
Du Harz...	415,182	4,151	82	419,333	82
De la Leine.	288,700	2,887	"	291,587	"
De la Saale.	459,136	4,591	36	463,727	36
De la Werra	520,110	5,101	10	525,211	10
Du Weser.	650,324	6,503	24	656,827	24
Total....	4,000,000	40,000	—	4,040,000	—

ART. 3. L'impôt personnel sera assis sur les familles; le chef payera pour tous ceux qui la composent, et qui ne font pas ménage à part, mais sont nourris à ses frais et dépens.

Le *maximum* est fixé à cinquante francs, le *minimum* à soixante centimes par an et par famille.

ART. 4. La répartition, dans les départements,

in diesem Jahre zur Bezahlung der rückständigen Zinsen der National-Schuld, und zur Bildung eines Tilgungs-Fonds für die Amortisations-Casse, erhoben werden soll;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes,  
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,  
verordnet und verordnen:

Art. 1. Es soll ungesäumt zur Vertheilung der durch das Gesetz vom 14ten Julius d. J. angeordneten Personalsteuer geschritten werden.

Dieselbe soll in vier Millionen Franken Hauptsteuer und vierzig tausend Franken Zulags-Centimen bestehen.

Art. 2. Der Beitrag für jedes Departement ist folgendes demaassen bestimmt, nämlich für das :

Departement	Haupt-St.		Zulags-Cent.	Ueberhaupt	
	fr.	fr.		fr.	Cent.
der Elbe....	584,290	5,842	90	590,132	90
„ Ocker ...	583,068	5,830	68	588,898	68
„ Fulda ...	509,190	5,091	90	514,281	90
des Harzes..	415,182	4,151	82	419,333	82
der Leine ...	288,700	2,887	"	291,587	"
„ Saale...	459,136	4,591	36	463,727	36
„ Werra ..	520,110	5,101	10	525,211	10
„ Weser...	650,324	6,503	24	656,827	24
Summe	4,000,000	40,000	"	4,040,000	"

Art. 3. Die Personalsteuer wird auf die Familien veranlagt. Jeder Familienvater bezahlt für alle zu der Familie gehörenden Mitglieder, in so fern sie keine besondere Haushaltung ausmachen, sondern auf seine Kosten und an seinem Tische essen.

Der höchste Steuer-Beitrag soll jährlich für eine Familie fünfzig Franken, der geringste sechzig Centimen betragen.

Art. 4. Die Vertheilung auf die Districte eines jeden

sera faite par les conseils de département, entre les districts; par les conseils de district, entre les cantons et communes; par les conseils municipaux, ou, à leur défaut, par le maire et ses adjoints, entre les familles de chaque commune.

ART. 5. En conséquence de ces dispositions, aussitôt après la publication du présent décret, le préfet assemblera le conseil du département, pour qu'il soit procédé par lui, à la répartition entre les districts, laquelle arrêtée, il adressera à chacun des sous-préfets la cote échue à son arrondissement, qui sera répartie par les conseils de district sur les cantons et communes.

ART. 6. La répartition sera principalement basée sur la population des différents districts. Il sera néanmoins libre aux conseils de département et de district de s'en départir et d'augmenter ou de diminuer, avec l'assentiment et l'approbation du préfet, la cote d'un district ou d'une commune, eu égard à ses rapports plus ou moins favorables, ou par des raisons reconnues suffisantes; sous la restriction cependant que la diminution accordée à un district ou à une commune doit être supportée par les autres communes du même district, et par les autres arrondissements du même département, la cote de celui-ci devant être fournie sans diminution quelconque.

ART. 7. Pour laisser aux conseils de district et aux maires des communes la latitude nécessaire pour l'assiette la moins inégale de cette imposition, ils feront, avec l'assentiment du préfet et du sous-préfet, telle classification qu'ils jugeront la plus convenable pour assigner à chaque famille la

Departement soll durch den Departements-Rath, auf die Cantons und Gemeinden durch den Districts-Rath, und auf die Familien in jeder Gemeinde durch die Municipals-Räthe, oder wo deren keine sind, durch die Maires und deren Beigeordnete gemacht werden.

Art. 5. Zusage dieser Verfügung soll jeder Präsekt, alsbald nach der Bekanntmachung dieses Decrets, den Departements-Rath versammeln, um durch diesen die Vertheilung und Feststellung der Quote für jeden District zu bewirken.

Sobald dieß geschehen ist, hat derselbe jedem Unterpräsekten die auf seinen District fallende Quote bekannt zu machen, welche alsdann durch den Districts-Rath weiter auf die Cantons und Gemeinden veranlagt wird.

Art. 6. Bei der Vertheilung und Veranlagung dieser Steuer auf die verschiedenen Districte ist zwar die Berücksichtigung als der vorzüglichste Maßstab zum Grunde zu legen, und dieselbe nach dieser zu bewirken. Es bleibt gleichwohl den Departements- und Districts-Räthen nachgelassen, nach Maßgabe ganz besonderer Umstände, davon abzugehen, und in Hinsicht auf die mehr oder minder günstige Lage und Verhältnisse eines Districts oder einer Gemeinde, vor den übrigen des Departement oder des Districts, und mit Zustimmung und Genehmigung des Präsekten, den Beitrag eines solchen Districts oder einer solchen Gemeinde, entweder zu erhöhen oder zu vermindern. Jedoch muß der Betrag, der auf diese Art herabgesetzt wird, von den übrigen Districten oder Gemeinden getragen, und die Departements-Quote ohne alle Verringerung aufgebracht werden.

Art. 7. Um den Districts-Räthen und Maires noch mehr Raum zu einer möglichst gleichen Vertheilung dieser Steuer zu geben, bleibt denselben freigelassen, mit Zustimmung und Genehmigung des Präsekten und Unterpräsekten, diejenige Classeneintheilung zu machen, welche sie für die angemessenste halten, um jede Familie in diejenige Classe zu



classe qui paraît être analogue à la fortune reconnue ou présumée.

Le nombre des classes sera au moins de *onze*, et au plus de *quinze*.

ART. 8. Les domestiques de tout genre ne seront pas censés faire partie de la famille; ils seront cotisés séparément, savoir: à raison d'un franc pour ceux dont les maîtres seront portés dans les cinq classes les plus élevées; et à raison de cinquante centimes pour tous les autres.

ART. 9. Seront portés dans la classe la plus élevée, et taxés à cinquante francs tous les fonctionnaires publics jouissant d'un traitement de six mille francs et au-delà; quand même, à raison de leur fortune, ils pourraient prétendre à être rangés dans une classe inférieure.

ART. 10. Les préfets et sous-préfets sont particulièrement chargés de la surveillance de l'assiette de cette imposition, pour qu'il y soit procédé conformément aux dispositions ci-dessus prescrites.

ART. 11. Aussitôt que, conformément à l'article 4, la répartition aura été faite entre les différents districts et arrêtée par le préfet, celui-ci adressera un double de l'état de répartition à notre Conseiller-d'Etat, directeur-général de la caisse d'amortissement, et l'autre au receveur-général du district.

ART. 12. Seront pareillement exécutoires, par les préfets, les états de répartition et les rôles des communes, dont ils adresseront une expédition au directeur des contributions du département, et au maire de chaque canton, pour que celui-ci en fasse la publication, et à chacun des receveurs de canton, pour être par eux mis en recouvrement.

ART. 13. Aussitôt que le rôle aura été publié dans chaque commune, les contribuables seront tenus de payer, et de verser au receveur de can-

setzen, welche ihren bekannten oder muthmaßlichen Vermögensständen am angemessensten ist.

Dieser Classen sollen zum wenigsten *Elf* und nicht mehr als *Fünfzehn* seyn.

Art. 8. Die Diensthoten und Diener aller Art werden nicht zu der Familie gerechnet, sondern besonders angelegt, und zwar diejenigen, deren Brodherrschaft zu den fünf höchsten Classen gehört, mit einem Franken, die übrigen aber mit fünfzig Centimen besteuert.

Art. 9. Alle Staatsbeamten, deren Gehalt sechs tausend Franken und darüber beträgt, sollen in die erste Classe eingetragen, und mit fünfzig Franken belegt werden, selbst wenn sie wegen ihrer Vermögensstände in eine niedrigere Classe gesetzt zu werden verlangen könnten.

Art. 10. Die Präfekten und Unterpräfekten sind besonders beauftragt, bei Veranlagung dieser Steuer, auf die Beobachtung der vorstehenden Verfügungen zu halten.

Art. 11. Sobald in Gemäßheit der in dem 4ten Art. enthaltenen Bestimmung, die Vertheilung auf die verschiedenen Districte vollendet, und von dem Präfekten vollzogen ist, hat derselbe den Vertheilungsplan doppelt ausfertigen zu lassen, und das eine Exemplar an Unsern Staatsrath General-Director der Schulden tilgungs-Casse einzuschicken, das andere aber dem Ober-Einnehmer des Districts zuzufertigen.

Art. 12. Gleichergestalt sollen die Präfekten die Vertheilungs- und Erhebungsrollen für die Gemeinden executorisch erklären, und solche dem Steuer-Director des Departement in Abschrift zuschicken, wie auch den Cantons-Maires zur Bekanntmachung, und den Cantons-Einnehmern zuzufertigen, letztern, um danach die Erhebung zu verrichten.

Art. 13. Sobald diese Rollen in der Gemeinde bekannt gemacht sind, ist jeder Steuerpflichtige schuldig, seinen Beitrag, und zwar für dieses Jahr zwischen dem 1sten und 15ten December, an den Cantons-Einnehmer abzuliefern.

ion leur cote dans l'espace du 1<sup>er</sup> au 15 décembre de l'année présente.

Pendant les années suivantes, le paiement se fera le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juin.

ART. 14. Toutes les dispositions arrêtées par rapport au recouvrement des contributions directes, à la tenue des livres, au contrôle des receveurs, et à la recherche de leur situation, à l'envoi hebdomadaire de leurs fonds au receveur-général, ainsi que par rapport au cautionnement, et aux dispositions relatives à la contrainte en retard des contribuables, seront en tout applicables à la perception de la contribution personnelle.

ART. 15. Tant que le recouvrement ne sera pas fini, les receveurs-généraux adresseront, le lundi de chaque semaine à notre Conseiller d'Etat, directeur de la caisse d'amortissement, un bordereau hebdomadaire du recouvrement opéré dans la semaine précédente, et l'état de leur situation.

Lui seront pareillement adressés par les préfets et sous-préfets, en tant qu'ils concernent l'imposition personnelle, les procès-verbaux sur la vérification de la situation des receveurs-généraux, qu'ils sont tenus de dresser dans les quinze jours, conformément aux dispositions de l'article 21 de notre décret du 4 mars dernier.

ART. 16. Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 14 juillet de la présente année, les receveurs, tant généraux qu'élémentaires, se conformeront, pour tout ce qui regarde ladite imposition personnelle, aux ordres de notre Conseiller d'Etat, directeur de la caisse d'amortissement.

ART. 17. Toutes les années, il sera fait un nouveau tableau de répartition, pour rectifier les erreurs qui pourraient s'être glissées dans le précédent, et faire droit aux réclamations, s'il y a lieu.

In den folgenden Jahren ist die Steuer in zwei Termis nen, nämlich am 1sten Januar und am 1sten Junius, zu entrichten.

Art. 14. Alle Vorschriften, welche für die Erhebung der Grundsteuer, in Rücksicht auf die Führung der Bücher, auf Controllirung der Einnehmer und Unterhaltung des Bestands ihrer Cassen, desgleichen wegen wöchentlicher Ablieferung des Geldes an den Ober-Einnehmer, wegen der Sicherheitsleistung und wegen der Zwangsmittel gegen die säumigen Steuerpflichtigen, festgesetzt sind, sollen auch in Ansehung der Erhebung der Personalssteuer ihre Anwendung finden.

Art. 15. So lange die Erhebung nicht vollendet ist, sollen die Ober-Einnehmer jeden Montag eine Nachweisung der Einnahme von der verfloffenen Woche an Unserm Staatsrath Director der Schuldentilgungs-Casse einsenden, und ihren Cassenbestand anzeigen.

Eben so sollen die Präfekten und Unterpräfekten die Protocolle, welche sie nach dem 21sten Artikel Unseres Decrets vom 4ten März d. J. alle vierzehn Tage über den Bestand der Cassen der Ober-Einnehmer aufzunehmen haben, in so fern diese die Personalssteuer betreffen, an denselben einschicken.

Art. 16. In Gemäßheit des 11ten Artikels des Gesetzes vom 14ten Julius, haben die Ober- und Unter-Einnehmer alle und jede Befehle zu befolgen, welche ihnen, in Betreff der Personalssteuer, von Unserem Staatsrathe Director der Schuldentilgungs-Casse zugehen.

Art. 17. In jedem Jahre soll eine neue Vertheilungsrolle gemacht werden, um sowohl die allenfalls bei den vorübergehenden sich eingeschlichenen Irrungen zu berichtigen, als auch gegründeten Beschwerden abzuhelfen, wo deren vorhanden sind.

ART. 18. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉROME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures.

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N° 64.) DÉCRET ROYAL qui règle l'emploi des droits casuels, épices et sportules des Cours de justice et des Tribunaux de première instance.

Au Palais de Cassel, le 29 octobre 1808.

JÉROME NAPOLEON, etc.

Considérant que, par notre décret du 11 avril dernier, nous avons provisoirement accordé aux greffiers de nos cours de justice et tribunaux de première instance, un traitement fixe et la remise des droits casuels, épices et sportules, à charge de payer les employés de leur greffe;

Qu'il résulte des états, fournis à notre Ministre de la justice et de l'intérieur, que le produit desdits droits a été insuffisant dans quelques tribunaux, pour satisfaire aux dépenses du greffe, ce qui a mis le Gouvernement dans la nécessité d'y suppléer par une augmentation de fonds; tandis que dans d'autres tribunaux ce produit, plus considérable, a procuré aux greffiers des émoluments qui ne sont point en proportion avec ceux des autres greffiers, ni avec les honoraires des juges;

Sur le rapport de notre Ministre de la justice et de l'intérieur,

Art. 18. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schazes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingedrückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse,

unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 64.) Königliches Decret, welches über die Verwendung der bei den Gerichtshöfen und Tribunalen eingekommenen Gebühren und Sporteln verfügt.

Im Pallaste zu Cassel, am 29sten October 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, in Erwägung, daß Wir durch Unser Decret vom 11ten April d. J. den Secretären Unserer Gerichtshöfe und Tribunale erster Instanz vorläufig einen bestimmten Gehalt und drei Viertel der Gebühren, Accidenzien und Sporteln unter der Bedingung, davon die bei dem Secretariate angestellten Personen zu bezahlen, verwilligt haben;

daß, nach Ausweis der an Unsern Minister der Justiz und des Innern eingesandten Verzeichnisse der gedachten Gebühren, der Ertrag derselben bei einigen Tribunalen nicht hingereicht hat, die Ausgaben des Secretariats zu bestreiten, und daß die Regierung dadurch genöthigt worden ist, vermittelst eines Geld-Zuschusses das Fehlende zu ergänzen; während bei andern Tribunalen dieser Ertrag weit beträchtlicher gewesen ist, und den Secretären Einkünfte verschafft hat, welche mit denen der übrigen Secretäre und mit dem Gehalte der Richter in keinem Verhältnisse stehen;

auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz und des Innern,

Notre Conseil d'Etat entendu,

• Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1<sup>er</sup> Le décompte des sommes rentrées et exigibles jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, résultant des droits casuels, épices et sportules perçus par nos cours d'appel et de justice criminelle, et tribunaux de première instance, sera fait et arrêté, par notre Ministre de la justice, conformément au décret du 11 avril dernier.

La somme restante sur le quart réservé par l'article 8 du même décret, est allouée, à titre de gratification, aux présidents, aux juges et à nos procureurs, entre lesquels le partage en sera fait par portions égales, pourvu toutefois qu'elle n'excède pas douze mille francs pour un tribunal; auquel cas le surplus resterait à la disposition du Gouvernement.

ART. 2. La disposition provisoire de notre décret du 11 avril, par laquelle il est accordé en remises, aux greffiers, les trois quarts des droits casuels, épices et sportules, cessera d'avoir lieu à compter du 1<sup>er</sup> octobre.

ART. 3. A compter dudit jour 1<sup>er</sup> octobre, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, la caisse des épices tenue, ainsi qu'il est prescrit par l'article 9 du même décret, fournira aux traitements du greffier, des commis et employés, au salaire des huissiers, aux frais du greffe et du tribunal, pour papier, plumes, cire à cacheter, lumière, chauffage, impression, et pour tout autre objet quelconque.

L'excédant desdits droits, prélèvement fait du montant des dépenses énoncées au présent article, sera distribué, par portions égales, aux présidents et juges, à nos procureurs et aux greffiers, conformément à l'article 1<sup>er</sup>.

nach Anhörung Unseres Staatsrathes,  
verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Abrechnung über die bis zum 1sten Octob. bei Unserem Appellationshofe, den peinlichen Gerichtshöfen und den Districts-Verichten eingekommenen oder noch schuldigen Gebühren und Sporteln soll, in Gemäßheit Unseres Decrets vom 11ten April d. J., durch Unsern Minister der Justiz geschehen und abgeschlossen werden.

Was von dem durch den 8ten Artikel des gedachten Decrets vorbehaltenen Viertel übrig bleiben wird, soll den Präsidenten, Richtern und Unsern Procuratoren als Gratification bewilligt, und unter dieselben gleich vertheilt werden, jedoch unter der Voraussetzung, daß diese Summe für ein Tribunal nicht über zwölf tausend Franken beträgt, in welchem letztern Falle der Ueberschuß zur Disposition der Regierung bleiben soll.

Art. 2. Die vorläufige Verfügung Unseres Decrets vom 11ten April d. J., wodurch den Secretären drei Viertel der Gebühren, Accidenzien und Sporteln verwilligt worden, soll, vom 1sten October an gerechnet, ohne Kraft seyn.

Art. 3. Vom gedachten 1sten October an gerechnet sollen, bis auf anderweite Verfügung, aus der nach Vorschrift des 9ten Artikels desselben Decrets zu haltenden Sportelcasse die Gehalte der Secretäre, der bei dem Secretariate angestellten Personen, der Gerichtsboten, so wie auch die Ausgaben des Secretariats und des Tribunals für Papier, Federn, Siegellack, Licht, Heizung, Druckkosten und sonstige Bedürfnisse, bestritten werden.

Der, nach vorläufiger Bestreitung der im gegenwärtigen Artikel angeführten Ausgaben, sich ergebende Ueberschuß der gedachten Gerichtsgebühren soll, nach Anweisung des 1sten Artikels, unter die Präsidenten, Richter, Unsere Procuratoren und unter die Secretäre gleich vertheilt werden.

Art. 4. Unser Minister der Justiz und des Innern ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, wel-

ART. 4. Notre Ministre de la justice et de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

*Signé*, JEROME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures.

*Signé*, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N° 63.) DÉCRET ROYAL qui ordonne que le Musée Frédéric et la Place où il est situé porteront le nom de PALAIS et de PLACE DES ETATS.

Au Palais de Cassel, le 31 octobre 1808.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Voulant donner aux Etats de notre Royaume une marque de notre bienveillance, et leur assigner un lieu d'assemblée convenable à la dignité de leurs fonctions, nous avons affecté, sur les fonds à nous appartenant, une somme de cent mille francs pour la construction d'une salle qui leur est destinée dans le bâtiment du musée, sans rien ôter ni au musée, ni à la bibliothèque qui y est jointe, que nous nous proposons même d'augmenter; et attendu que ce bâtiment doit prendre le nom de l'usage le plus éminent auquel il est consacré;

Sur le rapport de notre Ministre de la justice et de l'intérieur,

Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1<sup>er</sup> Le musée Frédéric prendra le nom de PALAIS DES ETATS. Ce nom sera inscrit sur le frontispice du bâtiment.

ART. 2. La place où il est situé, prendra le nom de PLACE DES ETATS, et la statue du Land-

ches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscriben, Hieronimus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secrétaire und der auswärtigen Verhältnisse,

unterscriben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 63.) Königliches Decret, welches verordnet, daß das Museum Fredericianum und der Platz, an welchem es gelegen ist, den Namen des Pallastes und des Places der Stände führen sollen.

Im Pallaste zu Cassel, am 31sten October 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, indem Wir den Ständen Unseres Königreichs ein Merkmal Unseres Wohlwollens geben, und ihnen einen der Würde ihrer Verrichtungen angemessenen Versammlungsort anweisen wollen, auf die Uns zugehörigen Fonds, die Summe von hundert tausend Franken zur Erbauung eines für sie bestimmten Saals in dem Gebäude des Museums angewiesen, ohne das Geringste dem Museum oder der damit verbundenen Bibliothek zu entziehen, welche Wir vielmehr noch zu vermehren gesonnen sind; und in Betracht, daß dieses Gebäude einen, seiner wichtigsten Bestimmung angemessenen, Namen erhalten müsse;

auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz und der innern Angelegenheiten,

verordnet und verordnen:

Art. 1. Das Museum Fredericianum erhält den Namen: Pallast der Stände. Dieser Name soll auf die Vorderseite des Gebäudes gesetzt werden.

Art. 2. Der Platz, woran dasselbe gelegen ist, soll den Namen: Platz der Stände führen, und die

grave Frédéric, qui y est placée, sera transportée au milieu de la place royale.

ART. 3. Notre Ministre de la justice et de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

*Signé*, JÉRÔME NAPOLÉON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures.

*Signé*, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(B<sup>in</sup>. N<sup>o</sup> 63.) DÉCRET ROYAL qui accorde la franchise active et passive dans l'étendue du Royaume, à la correspondance des fonctionnaires publics pour affaires de service.

Au Palais de Cassel, le 31 octobre 1808.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1<sup>er</sup>. Toute correspondance officielle des fonctionnaires publics pour affaires de service, jouira de la franchise active et passive.

ART. 2. La franchise ne pourra s'étendre au-delà des frontières du Royaume; par conséquent, les fonctionnaires qui en jouiront, seront tenus de rembourser à l'administration des postes les débours qu'elle serait dans le cas de faire aux offices étrangers.

ART. 3. Tout fonctionnaire dont les attributions nécessitent une correspondance avec des autorités

hört befindliche Bildsäule des Landgrafen Friedrichs in der Mitte des Königs-Plazes aufgestellt werden.

Art. 3. Unser Minister der Justiz und der innern Angelegenheiten ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(B<sup>in</sup>. Nr. 63.) Königliches Decret, welches den öffentlichen Beamten für ihre Correspondenz in Dienst-Angelegenheiten die active und passive Portofreiheit im Umfange des Königreichs zugesaget.

Im Pallaste zu Cassel, am 31sten October 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schazes, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen :

Art. 1. Alle und jede (amtliche) Correspondenz der öffentlichen Beamten in Dienst-Angelegenheiten genießt die active und passive Portofreiheit.

Art. 2. Die Portofreiheit kann nur innerhalb der Grenzen des Königreichs statt finden; die Behörden, welchen dieselbe zugesaget, sind daher gehalten, der Administration der Posten diejenigen Auslagen wieder zu erstatten, welche sie selbst an auswärtige Post-Ämter zu entrichten genöthigt ist.

Art. 3. Jeder Staatsdiener, dessen Geschäftskreis einen Briefwechsel mit den Behörden und Beamten im ganz

et des fonctionnaires dans tout le Royaume, jouira de la franchise dans toute l'étendue du Royaume.

Elle sera restreinte à l'intérieur des départements et des arrondissements d'administration, pour ceux desdits fonctionnaires dont les attributions y seront confinées.

ART. 4. La franchise et le contre-seing ne seront applicables qu'aux lettres et paquets expédiés ou adressés pour affaires de service seulement.

ART. 5. Nul établissement particulier, quoique placé sous la surveillance ou sous la garantie de l'Etat, ne pourra prétendre à la franchise.

### *Franchise indéfinie.*

#### *Lettres et paquets fermés.*

ART. 6. Jouiront en conséquence de la franchise indéfinie, pour toutes les lettres et paquets qui leur seront adressés :

Les Ministres ;

Les Conseillers d'Etat chargés des diverses parties de l'administration, savoir : des capitaux du Roi ; des économats et des domaines de la couronne ; des postes ; des contributions directes ; des eaux et forêts et domaines ; de la liquidation-générale et de la caisse d'amortissement ; de l'instruction publique ;

Le directeur-général de la haute police ;

Les Conseillers d'Etats en mission ;

La Secrétairerie-générale du Conseil d'Etat ;

L'intendant-général de la couronne ;

Le trésorier-général de la couronne ;

L'administration-générale du trésor ;

Le premier président de la cour d'appel et le procureur-général près d'elle ;

Les cours criminelles en nom collectif, et les procureurs-généraux près d'elles ;

zen Königreiche erfordert, hat die Portofreiheit im ganzen Umfange des Königreichs.

Jedoch ist sie auf das Innere der Departements und Verwaltungs-Bezirke für diejenigen Beamten eingeschränkt, deren Geschäftskreis sich nur auf jene beschränkt.

Art. 4. Die Portofreiheit und die Contraſignatur findet nur für diejenigen Briefe und Packete statt, welche in Dienst-Angelegenheiten einkommen oder abgesendet werden.

Art. 5. Keine Privat-Anstalt, wenn sie gleich unter die Oberaufsicht oder die Gewähr des Staats gestellt ist, kann auf Portofreiheit Anspruch machen.

### *Uneingeschränkte Portofreiheit.*

#### *Verschllossene Briefe und Packete.*

Art. 6. Diefem zufolge genießen die uneingeschränkte Portofreiheit für alle Briefe und Packete, die ihnen zugesendet werden :

die Minister ;

die mit den verschiedenen Zweigen der Verwaltung beauftragten Staatsräthe, als : der Capitalien des Königs, der geistlichen Güter-Verwaltung und der Kron-Domänen ; der Posten ; der directen Steuern ; der Domänen, Gewässer und Forste ; der General-Liquidation und der Amortisations-Casse ; des öffentlichen Unterrichtes ;

der General-Director der hohen Polizei ;

die auf Sendungen begriffenen Staatsräthe ;

das General-Secretariat des Staatsraths ;

der General-Intendant der Krone ;

der General-Schatzmeister der Krone ;

die General-Administration des Schazes ;

der erste Präsident des Appellationshofes und der General-Procurator bei diesem Gerichtshofe ;

die peinlichen Gerichtshöfe, als ein Corpus betrachtet, und die General-Procuratoren bei denselben ;

Les juges chargés de l'instruction des affaires criminelles près les cours criminelles ;

Le chef de la gendarmerie du Royaume (1).

*Franchise limitée.*

ART. 7. Le caissier-général de la trésorerie ;  
Les capitaines et commandants de brigade de gendarmerie ;

Les commissaires des guerres faisant fonctions de commissaires-ordonnateurs des divisions militaires ;

Les inspecteurs-généraux militaires et l'inspecteur en chef aux revues ;

Les conseils de santé, ou agents en faisant fonctions, jouiront de la franchise, mais seulement pour les lettres et paquets qui leur seront adressés et souscrits par les autorités constituées et fonctionnaires, compris dans l'état annexé au présent règlement.

*Contre-seing pour lettres et paquets fermés à l'adresse des fonctionnaires publics.*

ART. 8. Le contre-seing sera accordé :  
aux Ministres ;  
aux Conseillers d'Etat chargés de diverses parties d'administration ci-dessus désignés à l'article 6 (2) ;  
A l'intendant-général et au trésorier-général de la couronne ;  
A l'administration du trésor ;

(1) Les dispositions de l'article 6 et suivants ont été déclarées applicables à la correspondance d'office du grand-veneur de la couronne, par décret du 22 mars 1809, et aux directions des sociétés d'assurance contre les incendies, par autre décret du 26 avril 1809, pour leur correspondance officielle avec les préfets et sous-préfets.

(2) Un décret du 22 novembre 1808 a rendu applicable cet article aux directeurs-généraux d'une branche d'administration, qui ne sont pas membres du Conseil d'Etat.

die mit der Instruction der Criminalsachen bei den peinlichen Gerichtshöfen beauftragten Richter ;  
der Chef der Gendarmerie des Königreichs (1).

*Eingeschränkte Portofreiheit.*

Art. 7. Der General-Cassirer des Schatzes ;  
die Capitaines und Commandanten der Gendarmerie-Brigaden ;

die Kriegs-Commissare, welche die Geschäfte der Commissaires-Ordonnateurs der Militär-Divisionen versehen ;

die General-Militär-Inspectoren und der Ober-Musterrungs-Inspector ;

die Medicinal- und Sanitäts-Collegien oder die Beamten, welche deren Geschäfte versehen, genießen die Portofreiheit, jedoch nur für die Briefe und Pakete, welche ihnen von den Behörden und Beamten, die in dem, der gegenwärtigen Verordnung beigefügten, Verzeichnisse genannt sind, zugesendet werden und von diesen auf dem Umschlage mit ihrem Namen bezeichnet sind.

*Contrafignatur für verschlossene Briefe und Pakete an öffentliche Beamten.*

Art. 8. Die Contrafignatur ist verstattet :  
den Ministern ;  
den mit den verschiedenen Zweigen der Verwaltung beauftragten, in dem vorstehenden 6ten Artikel verzeichneten, Staatsrathen (2) ;  
dem General-Intendanten und dem General-Schatzmeister der Krone ;

(1) Die Verfügungen des 6ten Artikels und der folgenden sind durch ein Decret vom 22ten März 1809 auf die officielle (amtliche) Correspondenz des Grevjägermeisters der Krone, und durch ein anderes Decret vom 26ten April 1809 auf die Correspondenz der Directionen der Brandversicherungsgesellschaften, welche dieselben, in Beziehung auf ihre Dienstgeschäfte, mit den Präfekten und Unterpräfekten zu unterhalten haben, ausgedehnt worden.

(2) Ein Decret vom 22ten November 1808 hat diesen 8ten Artikel auf die General-Directoren der Verwaltungszweige, welche nicht Mitglieder des Staatsraths sind, ausgedehnt.



A la Secrétairerie-générale du Conseil d'Etat;  
 A l'inspecteur en chef aux revues;  
 Au chef de la gendarmerie du Royaume;  
 Aux capitaines et commandants de brigade de gendarmerie;

Aux commissaires des guerres faisant fonctions de commissaires-ordonnateurs des divisions militaires.

Ce contre-seing opérera la franchise à l'égard de toutes les lettres et paquets adressés à des autorités constituées et à des fonctionnaires pour des objets relatifs à des affaires de service.

Le contre-seing du Ministre de la justice et de l'intérieur opérera, en outre, la franchise pour toutes les lettres et paquets à l'adresse des évêques, des vicaires-généraux, des présidents des consistoires, et des curés et pasteurs.

ART. 9. Le contre-seing de l'administration des postes opérera la franchise tant à l'égard des autorités constituées ou fonctionnaires publics, que de ceux auxquels il sera écrit pour objets relatifs au service des postes.

*Franchise du bulletin des lois.*

ART. 10. Le bulletin des lois, et les collections des lois en faisant partie, circuleront par la poste en franchise, dans toute l'étendue du Royaume, pour toutes les autorités auxquelles ils seront adressés.

Cette franchise aura également lieu pour la correspondance relative au bulletin; mais celle-ci se fera toujours sous bandes.

*Franchise et contre-seings limités.*

*Lettres et paquets fermés pour un arrondissement déterminé.*

ART. 11. Les généraux de division; les généraux de brigade; les chefs d'état-major et adjoints de

der Administration des Schazes;  
 dem General-Secretariate des Staatsraths;  
 dem Ober-Musterungs-Inspector;  
 dem Chef der Gendarmerie des Königreichs;  
 den Capitaines und Commandanten der Gendarmerie-Brigaden;

den Kriegs-Commissaren, welche die Geschäfte der Commissaire-Ordonnateurs der Militär-Divisionen versehen.

Diese Contrafsignatur bewirkt die Portofreiheit für alle, an öffentliche Behörden und Beamten in Dienst-Angelegenheiten abgesendete, Briefe und Packete.

Die Contrafsignatur des Ministers der Justiz und des Innern bewirkt außerdem die Portofreiheit für alle Briefe und Packete an die Bischöfe, General-Vicarien, Präsidenten der Consistorien, catholischen und evangelischen Pfarrer.

Art. 9. Die Contrafsignatur der Post-Administration bewirkt die Portofreiheit, sowohl für öffentliche Behörden und Beamten, als für diejenigen, an welche in Post-Dienst-Sachen geschrieben wird.

*Portofreiheit des Gesetz-Bulletin.*

Art. 10. Das Gesetz-Bulletin und die dazu gehörigen Gesetzes-Sammlungen werden durch die Post an alle Behörden, die jenes erhalten, frei im ganzen Königreiche versendet.

Diese Portofreiheit soll auch für die darauf Bezug habende Correspondenz, jedoch nur mittelst kreuzweis umgeschlagener Papierstreifen (halben Umschlags), statt finden.

*Eingeschränkte Portofreiheit und Contrafsignatur.*

Verschllossene Briefe und Packete für einen bestimmten Bezirk.

Art. 11. Die Divisions-Generale; die Brigade-Generale; die Chefs des General-Staabs und deren Adjuncten  
*Bulletin, Tome II.*

l'armée et des diverses divisions militaires; les directeurs des fortifications; les tribunaux de première instance en nom collectif et les procureurs-royaux près d'eux, recevront en franchise les lettres et paquets qui leur seront adressés, soit par les uns aux autres, soit par les fonctionnaires de leur service désignés en l'état annexé au présent règlement; mais seulement dans l'étendue de leur commandement ou arrondissement respectifs.

ART. 12. Les fonctionnaires, désignés dans l'article précédent, auront le contre-seing dans le même cas et avec la même limitation.

*Franchise illimitée sous bandes.*

ART. 13. Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, les inspecteurs-généraux des différentes directions-générales en tournée, jouiront de la franchise illimitée sous bandes dans tout le Royaume, en l'assujettissant au contre-seing des fonctionnaires avec lesquels ils ont des rapports. Pareille franchise sera accordée aux établissements de l'instruction publique en nom collectif.

*Franchise et contre-seing sous bandes illimités pour un arrondissement déterminé.*

ART. 14. Les préfets jouiront de la franchise dans l'étendue de leur préfecture, pour toutes les lettres et paquets qui leur seront adressés, mais sous bandes, par les autorités et fonctionnaires de leur préfecture, désignés dans l'état annexé au présent décret.

Il en sera de même pour les lettres et paquets

ten bei der Armee und den verschiedenen Militär-Divisionen; die Directoren des Festungsbaues; die Tribunale erster Instanz, als ein Corpus betrachtet, und die königlichen Procuratoren bei denselben, genießen die Portofreiheit für die Briefe und Packete, welche sie sich unter einander zusenden, oder welche ihnen durch diejenigen Beamten ihres Dienstzweiges zugesendet werden, die in dem, der gegenwärtigen Verordnung beigefügten, Verzeichnisse genannt sind; alles dieß jedoch nur in dem Umfange ihrer respectiven Divisionen, Commandantschaften oder Bezirke.

Art. 12. Die in dem vorhergehenden Artikel aufgeführten Beamten haben den Vortheil der Contrafsignatur in gleicher Art und unter gleicher Einschränkung.

Uneingeschränkte Portofreiheit vermittelt halben Umschlags.

Art. 13. Die Inspectoren und Unter-Inspectoren der Musterungen, die General-Inspectoren der verschiedenen General-Directionen, auf Reisen, genießen die unbeschränkte Portofreiheit, mittelst kreuzweis umgeschlagener Papierstreifen, im ganzen Königreiche, jedoch unter der Contrafsignatur der Behörden, mit denen sie in Geschäftsverbindung stehen. Gleiche Portofreiheit ist den Anstalten des öffentlichen Unterrichts, als ein Corpus betrachtet, verstatet.

Uneingeschränkte Portofreiheit und Contrafsignatur vermittelt halben Umschlags, für einen bestimmten Bezirk.

Art. 14. Die Präfekten genießen die Portofreiheit im Umfange ihrer Präfektur für alle Briefe und Packete, welche ihnen unter kreuzweis umgeschlagenen Papierstreifen von den öffentlichen Behörden und Officianten ihrer Präfektur, die in dem, dem gegenwärtigen Decrete beigefügten, Verzeichnisse genannt sind, zugesendet werden.

Ein Gleiches findet in Hinsicht der Briefe und Packete

qui leur seront adressés par le commandant de la division militaire dont leur préfecture fait partie.

ART. 15. Le contre-seing des préfets n'opérera la franchise et toujours sous bandes, qu'à l'égard des commandants en chef des divisions militaires dont leur préfecture fait partie, des conseils d'administration et des autorités ou fonctionnaires quelconques de leur préfecture, désignés dans l'état annexé au présent décret.

Il en sera de même des sous-préfets pour la franchise et le contre-seing dans leurs arrondissements respectifs.

ART. 16. Les commissaires-généraux de police, les directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions directes ou indirectes, les conservateurs, inspecteurs des eaux et forêts, et domaines, et les agents forestiers, jusqu'au grade de garde-général inclusivement ;

Les directeurs et chefs des mines, usines, salines et monnaies ;

Les agents des ponts et chaussées salariés par l'Etat ;

Les receveurs-généraux et de canton, et les percepteurs des contributions indirectes et percepteurs particuliers, les juges-de-peace, les maires, les liquidateurs particuliers de la dette publique, jouiront de la franchise et du contre-seing dans l'étendue du département ou arrondissement seulement, et sous bandes, pour les lettres et paquets qui leur seront adressés par des autorités ou d'autres fonctionnaires, à raison de leur service.

ART. 17. Il en sera de même pour la correspondance des colonels commandants, des conseils d'administration des corps de troupes, des commandants d'armes, des directeurs et commandants d'artillerie, des commissaires des guerres ou adjoints, faisant

statt, welche ihnen von dem Commandanten der Militär-Division, wozu ihre Präfektur gehört, zugesendet werden.

Art. 15. Die Contrafignatur der Präfekten bewirkt die Portofreiheit und zwar beständig mittelst kreuzweis umgeschlagener Papierstreifen, nur in Beziehung auf die Oberbefehlshaber der Militär-Divisionen, wozu ihre Präfektur gehört, ferner in Beziehung auf die Verwaltungsräthe und alle Behörden und Officianten ihrer Präfektur, die in dem, dem gegenwärtigen Decrete beigefügten, Verzeichnisse genannt sind.

Dasselbe findet in Beziehung auf die Portofreiheit und Contrafignatur der Unterpräfekten in ihren respectiven Districten statt.

Art. 16. Die General-Commissare der Polizei, die Directoren, Inspectoren und Controlleurs der directen und indirecten Steuern, die Conservatoren, Inspectoren der Domänen, Gewässer und Forste, und die Forst-Beamten bis zum Grade des Oberförsters, diesen mit eingeschlossen ;

die Directoren und Chefs der Berg- und Hüttenwerke, der Salinen und der Münzen ;

die Officianten der Brücken und Chausséen, welche vom Staate besoldet werden ;

die Ober- und Cantons-Einnehmer, die Erheber der indirecten Steuern und die besonderen Erheber, die Friedensrichter, die Maires und die Special-Liquidatoren der öffentlichen Schuld genießen die Portofreiheit und die Contrafignatur nur im Umfange des Departement oder Bezirks, für alle Briefe und Pakete, welche ihnen unter halbem Umschlage von Behörden oder andern Officianten, in Beziehung auf ihren Dienst, zugesendet werden.

Art. 17. Eben dieses findet statt in Hinsicht der Correspondenz der commandirenden Obersten, der Verwaltungsräthe der Truppen-Corps, der Platz-Commandanten, der Directoren und Commandanten der Artillerie, der Kriegs-Commissare oder Adjuncten, welche die Ge-

fonctions de commissaires, des présidents des consistoires, des évêques pour les envois qu'ils auront à faire des mandements dans leur diocèse, et de celle des chefs des hôpitaux civils et militaires, régis pour le compte du Gouvernement, dans l'étendue de leur arrondissement.

#### *Dispositions réglementaires.*

ART. 18. Le contre-seing des *Ministres*, des *Directeurs-généraux* chargés d'une branche d'administration, de la *Secrétairerie-générale du Conseil d'Etat*, de l'*Intendant-général* et du *Trésorier-général de la couronne*, de l'*Administration-générale du trésor*, du *premier Président de la cour d'appel* et du *Procureur-général près d'elle*, ainsi que le contre-seing des *Préfets*, sera fait par une griffe, dont l'usage ne pourra être confié qu'à une seule personne qui en sera responsable.

ART. 19. Tous les autres fonctionnaires seront tenus de mettre, de leur propre main, sur l'adresse des lettres qu'ils expédieront, leur signature au-dessous de la désignation de leurs fonctions.

ART. 20. Les lettres et paquets contre-signés devront être remis, savoir: dans les départements, aux directeurs des postes, et à Cassel, au bureau de départ et d'arrivée de l'administration générale. Lorsqu'ils auront été jettés à la boîte, ils seront assujettis à la taxe.

ART. 21. Les lettres et paquets contre-signés qui seront dans le cas d'être chargés, ne pourront être reçus ni expédiés en franchise qu'en y joignant une réquisition signée des autorités ou fonctionnaires qui les adresseront.

schäfte der Commissare verrichten, der Präsidenten der Consistorien, die Bischöfe für die geistlichen Verordnungen, welche sie in ihren Kirchsprengeln erlassen, und für die Correspondenz der Vorsteher der bürgerlichen und Militär-Hospitäler, welche auf Rechnung der Regierung verwaltet werden, im Umfange ihrer Bezirke.

#### *Allgemeine Verfügungen.*

Art. 18. Die Contrafsignatur der Minister, der mit einem Zweige der Administration beauftragten General-Directoren, des General-Secretariats des Staatsraths, des General-Intendanten und des General-Schatzmeisters der Krone, der General-Administration des Schatzes, des ersten Präsidenten des Appellationshofes und des General-Procurators bei demselben, und endlich die Contrafsignatur der Präfekten geschieht mittelst eines Stempels, dessen Gebrauch nur einer dafür verantwortlich bleibenden Person anvertrauet werden darf.

Art. 19. Alle übrigen Behörden sind verbunden, eigenhändig ihre Namensunterschrift unter die Benennung ihres Amtes, auf die Adresse der Briefe, die sie abschicken, zu setzen.

Art. 20. Die contrafsignirten Briefe und Packete müssen in den Departements an die Post-Directoren, und zu Cassel bei der General-Verwaltung, in dem Bureau der abgehenden und ankommenden Posten, abgegeben werden. Wenn dieselben in den ausgehängten Briefkasten geworfen worden, so sind sie der Taxe unterworfen.

Art. 21. Die contrafsignirten Briefe und Packete, welche von der Beschaffenheit sind, daß sie der Post empfohlen (recommandirt) werden, können nur dann als portofrei angenommen und weiter befördert werden, wenn solche mit einer unterzeichneten Requisition der sie absendenden Behörden oder Beamten begleitet sind.

ART. 22. Il est défendu, sous peine de destitution, de comprendre, dans les paquets expédiés en franchise ou sous contre-seing, aucune lettre, billet, papier ou chose quelconque étrangère au service, et de mettre le contre-seing sur des lettres et paquets concernant des affaires particulières.

Dans le cas de suspicion de fraude ou d'omission d'aucune des formalités prescrites, les préposés des postes sont autorisés à taxer les lettres et paquets en totalité, ou à exiger que le contenu en soit vérifié, et si, par la vérification, il résulte qu'il y a fraude, les préposés des postes en rédigeront procès-verbal en double expédition, dont une sera adressée par le directeur — général des postes au Ministre des finances.

ART. 23. Seront transportés en franchise, par les chariots des messageries, les sommes et autres effets de valeur qui seront expédiés dans les départements pour le compte du Gouvernement ou pour être versées au trésor; sont exceptés de la franchise les frais de transport jusqu'aux bureaux des postes; ils restent à la charge des expéditeurs.

ART. 24. Nos décrets des 16 avril et 8 août derniers, concernant les franchises, sont rapportés.

ART. 25. Nos Ministres de la justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois, ainsi que l'état y annexé.

Signé, JEROME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures.

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Art. 22. Es ist bei Strafe der Absetzung verboten, in den Paketen, welche frei oder unter Contrasignatur befördert werden, irgend einen Brief, ein Billet, Papier, oder einen anderen den öffentlichen Dienst nicht betreffenden Gegenstand, mit einzulegen, und Briefe und Pakete, welche Privatangelegenheiten betreffen, zu contrasigniren.

Die Post-Beamten sind, im Falle des Verdachtes eines Betrugs, oder der Unterlassung einer der vorgeschriebenen Formalitäten, ermächtigt, die Briefe und Pakete vollständig zu taxiren, oder zu verlangen, daß deren Inhalt untersucht werde. Ergiebt sich bei dieser Untersuchung ein Betrug, so haben die Post-Beamten ein Protocoll und zwar doppelt aufzunehmen, wovon der General-Director der Posten ein Exemplar an den Finanz-Minister einzusenden hat.

Art. 23. Es sollen portofrei durch die Postwagen befahren werden alle Gelder und geldeswerthe Gegenstände, welche für Rechnung der Regierung in die Departements versendet oder an den Schatz eingeschickt werden; von dieser Freiheit sind die Transportkosten bis zu den Postbüreau ausgenommen; dieselben fallen dem Absender zur Last.

Art. 24. Unsere Decrete vom 16ten April und vom 8ten August d. J., die Portofreiheit betreffend, sind aufgehoben.

Art. 24. Unsere Minister der Justiz und der Finanzen sind, ein jeder, in so weit es ihn angehet, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets beauftragt, welches, so wie das demselben beigefügte Verzeichniß, in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll.

Unterscrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secrétaire und der anwärtigen Verhältnisse,

Unterscrieben, Graf von Fürstenstein.

## É T A T

*Des Fonctionnaires à l'égard desquels le contre-seing opérera la franchise, en exécution des articles 6, 7, 8, 9, 10, 14 et 15 du présent décret.*

- 1° Tous les fonctionnaires dénommés aux articles 6 et 7 du présent décret;
- 2° Les Conseillers d'Etat en mission;
- 3° Les agents du Gouvernement pour les relations extérieures;
- 4° Les commissaires extraordinaires du Gouvernement;
- 5° Les préfets;
- 6° Les sous-préfets;
- 7° Les maires des communes;
- 8° Les commissaires-généraux et particuliers de police;
- 9° Les généraux de division;
- 10° Les généraux de brigade;
- 11° Les chefs de l'état-major et adjoints;
- 12° Les inspecteurs-généraux militaires;
- 13° Les commandants d'armes;
- 14° Les chefs des corps et détachements militaires;
- 15° Les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues;
- 16° Les commissaires des guerres;
- 17° Les directeurs de fortifications et officiers en chef du génie;
- 18° Les officiers et commandants de brigade de la gendarmerie,  
Les colonels commandants;  
Les conseils d'administration des corps en nom collectif;
- 19° L'inspecteur des fonderies et manufactures d'armes, et les officiers chargés de l'inspection lorsqu'ils y résideront;

## Verzeichniß

der Beamten, für welche die Contrafignatur die Portofreiheit bewirkt, in Gemäßheit der Artikel 6, 7, 8, 9, 10, 14 und 15 des gegenwärtigen Decrets.

1. Alle im 6ten und 7ten Artikel des gegenwärtigen Decrets angegebenen Beamten;
2. die Staatsräthe auf Missionen;
3. die Geschäftsträger der Regierung für die auswärtigen Angelegenheiten;
4. die außerordentlichen Commissare der Regierung;
5. die Präfekten;
6. die Unterpräfekten;
7. die Maires der Gemeinden;
8. die General- und Special-Polizei-Commissare;
9. die Divisions-Generale;
10. die Brigade-Generale;
11. die Chefs des Generalkaabs und deren Adjuncten;
12. die General-Militär-Inspectoren;
13. die Platz-Commandanten;
14. die Chefs der Militär-Corps und Truppen-Abtheilungen;
15. die Inspectoren und Unterinspectoren der Musterungen;
16. die Kriegs-Commissare;
17. die Directoren der Festungsbauten und oberen Officiere des Geniewesens;
18. die Officiere und Commandanten der Gendarmerie-Brigaden;  
die commandirenden Obersten;  
die Verwaltungsräthe der Truppen-Corps, als ein Corps betrachtet;
19. der Inspector der Gießereien und Gewehrfabriken, und die mit der Aufsicht darüber beauftragten Officiere, wenn sie daselbst wohnen;

20° Le président et le procureur-général de la cour d'appel et les substituts, les cours criminelles et les tribunaux en nom collectif, et les procureurs-généraux et royaux ou leurs substituts ;

Les juges chargés de l'instruction des affaires criminelles près les cours criminelles ;

21° Les juges-de-paix ;

22° Les administrateurs du trésor public et leurs agents jusqu'au grade d'inspecteur inclusivement ;

23° Les inspecteurs-généraux des différentes parties de l'administration en tournée ;

24° L'administration des contributions directes, jusqu'au grade de contrôleur inclusivement ;

25° L'administration des impositions indirectes, jusqu'au grade de contrôleur inclusivement ;

26° L'administration des domaines et forêts, les agents jusqu'au grade de garde-général inclusivement ;

27° Les directeurs en chef des mines, usines, salines et monnaies ;

28° Les liquidateurs particuliers de la dette publique ;

29° Les receveurs-généraux des districts ;

30° Les receveurs de canton et percepteurs particuliers ;

31° Les ingénieurs en chef, et les ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées et bâtimens ;

32° Les agents des postes jusqu'au grade de contrôleur inclusivement ;

33° Les établissements d'instruction publique, les sociétés des sciences, d'agriculture et des arts en nom collectif ;

34° Les conseils de santé, ou les agents en faisant fonctions ;

35° Les évêques, présidents des consistoires et leurs surintendants, inspecteurs, métropolitains et pasteurs ;

20. der Präsident und der General-Procurator des Appellationshofes, und die Substituten des General-Procurators ; die peinlichen Gerichtshöfe und Tribunale als ein Corpus betrachtet, und die General- und königlichen Procuratoren oder deren Substituten ;

die mit der Instruction der Criminal-Sachen bei den peinlichen Gerichtshöfen beauftragten Richter ;

21. die Friedensrichter ;

22. die Administratoren des öffentlichen Schazes und ihre Officianten bis zum Grade des Inspectors, diesen mit eingeschlossen ;

23. die General-Inspectoren der verschiedenen Theile der Administration auf Reisen ;

24. die Administration der directen Steuern bis zum Grade des Controleur, diesen mit eingeschlossen ;

25. die Administration der indirecten Steuern bis zum Grade des Controleur, denselben mit einbegriffen ;

26. die Administration der Domänen und Forste und die Forstbeamten bis zum Grade des Oberförsters, denselben mit einbegriffen ;

27. die Directoren und Chefs der Berg- und Hüttenwerke, Salinen und Münzen ;

28. die Special-Liquidatoren der öffentlichen Schuld ;

29. die Ober-Einnehmer der Districte ;

30. die Cantons-Einnehmer und Special-Erheber ;

31. die Ober-Ingenieurs und die gewöhnlichen Ingenieurs der Brücken, Chaussees und Gebäude ;

32. die Postbeamten bis zum Grade des Controleur, denselben mit einbegriffen ;

33. die Anstalten des öffentlichen Unterrichts, die Gesellschaften der Wissenschaften, des Ackerbaues und der Künste, als ein Ganzes betrachtet ;

34. die Medicinal- und Sanitäts-Collegien oder die Beamten, welche deren Geschäfte verrichten ;

35. die Bischöfe, Präsidenten der Consistorien und Superintendenten, Inspectoren, Metropolitane und Pfarrer ;

36. Les chefs des hôpitaux civils et militaires, régis pour le compte du Gouvernement.

Certifié conforme :

Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures.

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N<sup>o</sup> 67.) DÉCRET ROYAL contenant le Règlement général et le Tarif des postes (1).

Au Palais de Cassel, le 31 octobre 1808.

**JEROME NAPOLÉON**, etc.

Considérant que les tarifs de la taxe des lettres, de l'argent, des marchandises et des voyageurs, transportés par les postes du royaume, manquent généralement d'ensemble et d'unité, et proviennent des divers réglemens étrangers adoptés par chacun des offices prussiens, saxons, hanovriens, hessois, et autres dans les possessions des provinces réunies à la Westphalie;

Considérant combien est contraire au bon ordre de la comptabilité la diversité des modes de perception établis par ces tarifs, et combien elle est nuisible à une branche d'administration dont les revenus doivent tendre à diminuer les autres charges publiques;

(1) Voyez 1<sup>o</sup> les décrets des 11 et 26 février 1808, concernant l'organisation de l'administration des postes; 2<sup>o</sup> les décrets des 31 octobre, 22 novembre, 22 et 29 décembre 1808, 22 mars et 26 avril 1809, relatifs à la franchise, au contre-seing et au port des manuscrits et journaux; 3<sup>o</sup> le décret du 3 juin 1808, qui affranchit les directeurs des postes des charges de guerre en nature; et 4<sup>o</sup> les décrets des 29 et 30 janvier, 29 juillet 1809, et 17 janvier 1810, relatifs aux service des postes aux chevaux, relais et aux conducteurs des voitures de louage.

36. die Vorsteher der bürgerlichen und Militär-Hospitäler, welche auf Rechnung der Regierung verwaltet werden.

Als gleichlautend bescheiniget.

Der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse,

unterscriben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 67.) Königliches Decret, die allgemeine Verordnung und den Tarif für die Posten enthaltend (1).

Im Pallaste zu Cassel, am 31sten October 1808.

**Wir Hieronymus Napoleon**, etc.

haben, in Erwägung, daß es den bisherigen Tarifen der Gebühren für Briefe, Baarschaften, Waaren und Reisende, welche durch die Posten des Königreichs geführt werden, durchgängig an Uebereinstimmung und Einheit mangelt, und daß dieselben aus den verschiedenen fremden Verordnungen entstanden sind, welche den einzelnen preussischen, sächsischen, hannoverschen, hessischen und andern Postämtern in den Besitzungen der das Königreich Westphalen bildenden Provinzen zur Richtschnur dienen;

in Erwägung, wie nachtheilig für die gute Ordnung des Rechnungswesens die verschiedenen Arten der Erhebung sind, welche durch diese Tarife eingeführt worden, und wie sehr diese einem Zweige der Verwaltung schaden, dessen Einkünfte dazu dienen müssen, die andern öffentlichen Lasten zu mindern;

(1) S. 1) die Decrete vom 11ten und 26sten Februar 1808, die Organisation der Post-Verwaltung betreffend; 2) die Decrete vom 31sten October, 22sten November, 22sten und 29sten December 1808, 22sten März und 26sten April 1809, welche über die Portofreiheit, die Contrassignatur und über das Porto der Manuscripte und Journale Verfügungen enthalten; 3) das Decret vom 3ten Junius 1808, welches die Postdirectoren von den Natural-Kriegslasten befreit; und 4) die Decrete vom 29sten und 30sten Januar, 29sten Julius 1809, und vom 17ten Januar 1810, die Postpferde, Stationen und Mithrutfußel betreffend.



Sur le rapport de notre Ministre des finances,  
du commerce et du trésor,  
Notre Conseil d'Etat entendu,  
Nous avons décrété et décrétons :

### TITRE PREMIER.

#### Postes aux lettres.

ART. 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, le prix du transport des lettres et paquets, par la poste à cheval, sera payé ainsi qu'il suit, savoir :

1<sup>o</sup> *Lettres et paquets—lettres de et pour la Westphalie.*

Pour la lettre simple, pour la même ville et la banlieue, à la distance de 9 kilomètres, ou un mille..... » fr. 15 c.

De 9 kil. à 36 kil. ou de 1 mille à 4	» 20
36 » 72 » » 4 » »	8 » 30
72 » 107 » » 8 » »	12 » 40
107 » 160 » » 12 » »	18 » 50
161 » 214 » » 18 » »	23 » 60
214 » 285 » » 24 » »	32 » 70
285 » 356 » » 32 » »	40 » 80
356 » 445 » » 40 » »	50 » 90
445 » 534 » » 50 » »	60 1 »
534 » 623 » » 60 » »	70 1 10
623 » 889 » » 70 » »	100 1 20

ART. 2. Seront taxées comme lettres simples toutes celles au-dessous de 8 grammes ou un quart d'once exclusivement.

ART. 3. La lettre du poids de 8 jusqu'à 12 grammes exclusivement, payera une fois et demi le port.

ART. 4. La lettre ou paquet—lettre du poids de 12 à 16 grammes exclusivement, payera deux fois le port, et la taxe sera ensuite augmentée de moitié

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes,  
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,  
verordnet und verordnen:

### Erster Titel.

#### B r i e f p o s t.

Art. 1. Vom 1sten des bevorstehenden Januars an soll für die Briefe und Packete, welche mit der reitenden Post versendet werden, nachstehende Taxe bezahlt werden :

1) Briefe und Packete im Lande, oder von und für Westphalen.

Für den einfachen Brief nach dem Orte selbst und dessen Umkreis, bis zur Entfernung von 9 Kil.	St.	Et.
10meter oder eine Meile.....	» 15	
von 9 Kil. bis 36 Kil. oder von 1 Meile bis 4	» 20	
36 » 72 » » 4 » »	8 » 30	
72 » 107 » » 8 » »	12 » 40	
107 » 160 » » 12 » »	18 » 50	
160 » 214 » » 18 » »	24 » 60	
214 » 285 » » 24 » »	32 » 70	
285 » 356 » » 32 » »	40 » 80	
356 » 445 » » 40 » »	50 » 90	
445 » 534 » » 50 » »	60 1 »	
534 » 623 » » 60 » »	70 1 10	
623 » 889 » » 70 » »	100 1 20	

Art. 2. Als einfache Briefe sollen alle diejenigen gelten, welche weniger als 8 Grammen, oder als ein halbes Loth, wiegen.

Art. 3. Ein Brief, welcher 8 bis 12 Grammen ausschließlich wiegt, soll anderthalbmal soviel, als ein einfacher, bezahlen.

Art. 4. Ein Brief oder Briefpaket von 12 bis 16 Grammen ausschließlich soll das doppelte Porto eines einfachen Briefes bezahlen, und über dieses Gewicht hinaus

en sus du port simple pour chaque cinq grammes de plus indéfiniment.

ART. 5. Il sera loisible au public de faire transporter les paquets-lettres au-dessus de 256 grammes (ou une demi-livre), soit par le chariot de poste, soit par la poste à cheval. Par le chariot de poste, ces paquets seront taxés, d'après le tableau des progressions déterminées par l'article 1<sup>er</sup>, de sorte que,

de 8 à 10 onces, ils ne payeront que pour 3 onces,  
de 10 à 12 . . . . . que pour 3½ . . .  
de 12 à 16, (ou une livre), que pour 4 . . .

ART. 6. Les distances seront calculées par la ligne la plus courte que parcourront les courriers; un tableau exact de ces distances sera dressé dans l'année et déposé aux archives du Gouvernement; toute fraction sera en faveur de la taxe dans l'application du tarif.

ART. 7. A dater du 1<sup>er</sup> janvier prochain, les lettres seront taxées en francs et centimes; mais il sera ajouté, dans le tarif, l'évaluation en monnaie jusqu'alors usitée dans le Royaume.

ART. 8. Toute lettre ou paquet-lettre qu'on présentera à la poste, sera enregistré dans un journal, et de là inséré dans les cartes que le bureau des postes transmettra à chaque bureau auquel il expédie des lettres, et qui renferment le N<sup>o</sup>. de la lettre et le nom de la personne à laquelle elle est adressée.

Il sera libre, en outre, à chaque individu de présenter sa lettre au chargement à la poste, et dans ce cas, il payera le double du port; alors elle sera enregistrée en sa présence, et il lui sera délivré un bulletin du N<sup>o</sup>. du chargement. En cas de perte

aus soll die Taxe von fünf zu fünf Grammen um die Hälfte des einfachen Porto's erhöht werden.

Art. 5. Es soll dem Publicum freistehen, die Briefpakete, welche mehr als 256 Grammen, oder als ein halbes Pfund, wiegen, entweder mit der fahrenden oder mit der reitenden Post zu versenden. Mit der fahrenden Post sollen solche Pakete nach der in dem 1sten Artikel enthaltenen Progression nur solchergestalt zahlen, daß sie von 16 bis 20 Loth nur für 6 Loth,  
„ 20 „ 24 „ „ „ 7 „  
„ 24 „ 32 „ oder ein Pfund nur für 8 Loth gerechnet werden.

Art. 6. Die Orts-Entfernungen sollen nach dem kürzesten Wege, den die Briefposten machen, berechnet werden; ein genaues Verzeichniß der Entfernungen soll binnen diesem Jahre entworfen, und in dem Archive der Regierung niedergelegt werden. Alle Brüche sollen in Anwendung des Tarifs zum Besten der Taxe gerechnet werden.

Art. 7. Vom 1sten bevorstehenden Januar an sollen die Briefe in Franken und Centimen berechnet, die Schätzung derselben aber, nach den bis dahin im Königreiche üblichen Münzarten, dem Tarife beigelegt werden.

Art. 8. Alle Briefe oder Briefpakete, welche der Post überliefert werden, sollen in ein Journal und aus diesem in die Postkarten eingetragen werden, welche das Postbureau jedem Bureau, dem es Briefe übersendet, zuzuschicken hat. Diese Postkarten sollen die Nummer der Briefe und die Namen der Personen, an welche sie gerichtet sind, enthalten.

Es soll überdieß einem jeden freistehen, seinen Brief der Post zu empfehlen (recommannen), und in diesem Falle soll er das doppelte Porto bezahlen; alsdann soll der Brief in seiner Gegenwart eingetragen, und ihm ein Postschein, der die Nummer der Eintragung enthält, zugestellt werden.

Im Fall ein empfohlener Brief verloren geht, so soll die

d'un chargement, l'administration des postes payera une indemnité de 50 francs, que remboursera l'agent qui sera prévenu de l'avoir causée par négligence. Cette indemnité sera due de préférence à celui à qui la lettre aura été adressée, et à défaut de réclamation de sa part dans le mois, à la personne qui justifiera avoir fait le chargement.

ART. 9. Il sera libre au public de déposer des sommes, ou valeurs d'or ou d'argent, pour être envoyées par les courriers de malle sur toutes les routes où notre direction-générale aura établi des services de cette nature; et dans ce cas, un même dépôt desdites valeurs ou sommes à renfermer dans une même dépêche, ne pourra s'élever au-dessus de 3000 francs, et le port en sera perçu d'après les progressions de distances déterminées pour les lettres parties par la même voie, et à raison du double des prix fixés pour les sommes ou valeurs remises aux chariots, sans toutefois que le droit perçu puisse être porté au-dessus de cinq pour cent, pour la plus grande distance dans le Royaume.

ART. 10. Qui que ce soit, dans l'étendue du Royaume, ne pourra insérer dans les lettres chargées ou autres, ni matières d'or ou d'argent, ni bijoux ou autres effets précieux. En cas de perte, les contrevenants ne pourront réclamer d'autre indemnité que celle portée en l'article 8, et dans la supposition seule où la lettre aurait été chargée.

ART. 11. L'expédition des journaux ou feuilles périodiques, ainsi que l'abonnement tant dans l'étendue du Royaume qu'au dehors, continueront d'être exclusivement confiés à l'administration générale des postes.

ART. 12. Ne seront taxés qu'au tiers du port, fixé par le tarif, les échantillons de marchandises,

Post-Administration eine Entschädigung von 50 Franken bezahlen, welche derjenige Officiant ersatten muß, der überwießen wird, daß dieß durch seine Nachlässigkeit geschehen sey. Diese Entschädigung gebührt zunächst demjenigen, an welchen der Brief gerichtet war, und wenn dieser sie nicht binnen einem Monate einfordert, so soll sie dem zu Theil werden, der darthun wird, daß er den Brief empfohlen hat.

Art. 9. Es soll dem Publicum freistehen, Geld oder Gelbeswerth der Post zuzustellen, damit solche durch die fahrende Briefpost auf allen den Straßen, auf welchen unsere General-Direction eine solche Post angelegt haben wird, versendet werden. In diesem Falle sollen in einem und demselben Packete nicht mehr Geld oder Gelbeswerth, als bis zu 3000 Franken, enthalten seyn, und das Porto soll nach eben dem fortschreitenden Verhältnisse der Entfernungen bezahlt werden, welches für Briefe auf eben diesem Versendungswege festgesetzt worden, so daß das Doppelte des Portos, welches für dergleichen Versendungen von Geld oder Gelbeswerth mit dem fahrenden Postwagen zu entrichten ist, bezahlt wird, doch soll in keinem Falle, selbst für die größte Entfernung im Königreiche, dieses Porto über fünf Procent steigen können.

Art. 10. Keiner, wer es auch sey, in dem Umfange des Königreichs, soll in bloßen Briefen, sie seyen empfohlen oder nicht, Gold oder Silber, Kleinodien oder andere Sachen von Werth einschließen dürfen. Falls solche verboten gehen, so sollen die, welche wider jenes Verbot handeln haben, keine andere als die im 8ten Artikel bestimmte Entschädigung, und auch diese nur in dem Falle fordern können, wenn der Brief empfohlen war.

Art. 11. Die Expedition der Journale und periodischen Blätter, und das Abonnement auf dieselben, sie seyen einheimische oder ausländische, soll fernerhin der General-Administration der Posten ausschließlich übertragen bleiben.

Art. 12. Packete mit Waaren-Proben sollen nur zu einem Drittheile des durch den Tarif bestimmten Portos &

pourvu que les paquets soient présentés sous bandes, et d'une manière indicative de ce qu'ils contiennent. Cette réduction de port n'aura lieu cependant qu'autant que lesdits paquets n'excéderont pas le poids de 256 grammes ou une demi-livre, jusqu'à quel poids le port ne pourra être, en aucun cas, au-dessus de celui de la lettre simple.

Passé le susdit poids, ces paquets seront transportés par les chariots de poste, et ne payeront le prix ordinaire fixé par le tarif, qu'autant qu'ils excéderont le poids de 12 livres.

ART. 13. Quiconque aura rompu le cachet et violé le secret d'une lettre confiée à la poste, sera puni de la perte des droits civils.

2° *Lettres et paquets-lettres de et pour l'étranger, et de transit.*

ART. 14. Les dispositions des précédents articles sont aussi applicables, dans la règle, aux lettres et paquets-lettres *de et pour l'étranger*, quant au paiement du port soit du lieu où ils sont nés jusqu'aux frontières, soit des frontières jusqu'au lieu de leur destination, sauf toutefois les arrangements pris ou à prendre avec les offices étrangers, soit quant au poids de lettres simples, soit quant aux progressions du port et aux remboursements réciproques.

Un tarif des distances et du port à payer pour ces sortes de lettres et paquets-lettres sera incessamment publié et affiché dans les différents bureaux de poste du Royaume.

ART. 15. Le port à payer pour le transit des

angeschlagen werden, in so fern diese Packete mit einem bloßen Verbande, und so, daß zu ersehen ist, was sie enthalten, verschlossen worden. Diese Verminderung des Porto's soll jedoch nur in soweit statt haben, als diese Packete das Gewicht von 256 Grammen oder 16 Loth nicht übersteigen, bis zu welchem Gewichte das Porto in keinem Falle höher als der Preis eines einfachen Briefs steigen soll.

Ueber dieses Gewicht hinaus sollen solche Packete durch die fahrende Post versendet werden, und alsdann nur, so fern sie das Gewicht von 12 Pfund übersteigen, den gewöhnlichen, durch den Tarif für Packete bestimmten, Preis bezahlen.

Art. 13. Wer das Siegel eines der Post anvertrauten Briefs erbrochen, und solchergestalt das Geheimniß desselben verlegt hat, soll mit dem Verluste der bürgerlichen Rechte bestraft werden.

2) Briefe und Briefpackete von dem Auslande und für dasselbe, in gleichen Transitobriefe.

Art. 14. Die in den vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen sollen der Regel nach auch für Briefe und Briefpackete von dem Auslande und für dasselbe gelten, in Hinsicht des Porto's von dem Orte, wo sie aufgegeben werden, bis an die Grenze, oder von der Grenze bis zu dem Orte ihrer Bestimmung, gleichwohl mit Vorbehalt der mit den auswärtigen Postämtern getroffenen oder noch zu treffenden Vereinbarungen, sowohl in Rücksicht des Gewichts einfacher Briefe, als in Hinsicht der Progressionen des Porto's, und der gegenseitigen Vergütungen.

Ein Tarif der Entfernungen und des für diese Art von Briefen und Briefpacketen zu bezahlenden Porto's soll unzüglich bekannt gemacht und in den verschiedenen Postbüreau des Königreichs angeschlagen werden.

Art. 15. Das Porto für Briefe und Packete, welche

lettres et paquets-lettres traversant une partie du Royaume, sera perçu d'après les arrangements pris ou à prendre avec les offices étrangers.

### TITRE II.

#### *Chariots et postes aux paquets.*

ART. 16. Le prix du transport par le chariot sera, pour les paquets-marchandises et effets neufs, à raison de 3 centimes par livre, ou un demi-kilogramme, et de 36 en 36 kilomètres ou pour chaque quatre milles.

ART. 17. Il y aura, pour les paquets-marchandises et effets neufs au-dessous du poids de 6 kilogrammes et demi, ou 13 livres, une augmentation de taxe pour chaque progression et distance déterminée en l'art. précédent; savoir: le prix du transport pour les paquets-marchandises pesant de 1 jusqu'à 10 livres inclusivement, sera sans distinction de 33 centimes par quatre milles; depuis 10 livres jusqu'à 13 livres exclusivement, il sera de 37 centimes.

ART. 18. Le prix du poids des livres et autres imprimés non-périodiques, des actes de procès (1), des comestibles, et des effets ayant servi, sera d'un tiers moins que celui exigé pour marchandises ou effets neufs, dans les mêmes proportions de poids et de distance.

ART. 19. Toute somme d'argent et effets précieux à envoyer par les chariots de postes, seront remis, pesés et vérifiés par les préposés de la direction-générale, à la présentation dans leur bureau; les sommes en or seront en outre comptées, et celles en argent pourront l'être, si le directeur le juge nécessaire. Le prix du transport desdites

(1) Voyez le décret du 22 décembre 1808, qui règle d'une autre manière le prix du port des pièces de comptabilité, de procédure, et autres manuscrits.

durch einen Theil des Königreichs durchgeführt werden, soll in Gemäßheit der, mit den auswärtigen Postämtern getroffenen oder noch zu treffenden, Vereinbarungen erhoben werden.

### Zweiter Titel.

#### Postwagen und Packet-Posten.

Art. 16. Für Waaren-Packete und ungebrauchte Effecten soll das Porto nach Verhältniß von drei Centimen für ein Pfund, oder ein halbes Kilogramm, und zwar für jede vier Meilen oder 36 Kilometer, erhoben werden.

Art. 17. Für solche Waaren-Packete und ungebrauchte Effecten, welche weniger als 13 Pfund oder 6½ Kilogramme wiegen, soll eine Vermehrung der Taxe, für jede in dem vorhergehenden Artikel bemerkte Progression und Entfernung so statt finden, daß für Waaren-Packete von 1 bis einschließlich 10 Pfund, ohne Unterschied, 33 Centimen für vier Meilen, und für die von über 10 Pfund bis ausschließlich 13 Pfund 37 Centimen bezahlet werden.

Art. 18. Für Bücher und andere nicht periodische Druckschriften, für Prozeß-Acten (1), für Lebensmittel und für gebrauchte Effecten soll einDrittheil weniger Porto, als für Waaren und ungebrauchte Effecten, in denselben Progressionen des Gewichts und der Entfernungen, erhoben werden.

Art. 19. Alle Geldsummen und Kostbarkeiten, welche mit der Post sollen versendet werden, müssen durch die Beamten der General-Direction übernommen, gezogen und nachgesehen werden, wenn man sie in dem Bureau übergibt; die Summen in Gold müssen überdieß nachgezählt werden; die Summen an Silbergelde sollen nachgezählt werden können, wenn der Post-Director es für nöthig findet. Die Bezahlung des Transports der besagten Summen

(1) S. das Decret vom 22sten December 1808, durch welches das Porto von Rechnungssachen, Prozeßacten und sonstigen Manuscripten auf eine andere Weise bestimmt wird.

sommes ou effets sera perçu à raison du quart d'un pour cent des valeurs, ou vingt-cinq centimes, pour cent francs et par chaque progression de 89 en 89 kilomètres, ou de 10 en 10 milles de distance.

ART. 20. Pour les sommes ou valeurs au-dessous de 401 francs, il sera perçu pour chaque progression de distance déterminée en l'article précédent, une augmentation de taxe de 1 à 32 centimes en progressions inverses de 12 francs 50 centimes en 12 francs 50 centimes.

ART. 21. Le prix du transport des valeurs déposées en diamants et autres objets précieux de peu de poids ou de valeur, sera réduit d'un sixième, et celui de l'or monnayé ou en lingots, d'un quart pour les envois qui excéderont 200 francs.

ART. 22. L'usage d'accorder une modération de port sur les envois considérables d'argent, n'est point aboli; il ne pourra avoir lieu qu'en faveur des maisons de banque et de commerce, et le directeur-général établira des moyens de surveillance pour empêcher l'introduction d'aucun abus, lorsqu'il deviendra indispensable d'accorder pareille modération de port de la part des directeurs particuliers.

ART. 23. Hors du dépôt à la poste d'un ballot de marchandises évaluées, ou d'une somme quelconque en argent ou objets précieux, les préposés des postes seront autorisés à percevoir le port le plus avantageux au trésor qui résultera de la taxe considérée, soit d'après la valeur, soit d'après le poids des objets déposés conformément au tarif.

ART. 24. Toutes les fois que la poste délivrera des reçus imprimés pour des chargements d'argent, de marchandises et effets, il sera payé pour le compte de l'administration cinq centimes par bulletin.

oder Effecten soll nach dem Verhältnisse von  $\frac{1}{4}$  Procent oder fünf und zwanzig Centimen von hundert Franken des Werths, und für jede Progression von 89 zu 89 Kilometern, oder von 10 zu 10 Meilen Entfernung statt haben.

Art. 20. Für Summen oder Geldeswerth unter 401 Franken soll für jede, in dem vorhergehenden Artikel bestimmte, Progression der Entfernung eine im umgekehrten Verhältnisse fortschreitende Erhöhung der Taxe von 1 bis zu 32 Centimen, von 12 Franken 50 Centimen zu 12 Franken 50 Centimen statt finden.

Art. 21. Die Taxe für den Transport von Diamanten und andern Kostbarkeiten von geringem Gewicht oder Gehalt soll um ein Sechstheil, die für gemünztes Gold oder für Gold in Barren soll um ein Viertel herabgesetzt werden, wenn der Gegenstand mehr als 200 Franken beträgt.

Art. 22. Der Gebrauch, einen Nachlaß am Porto für die Versendung beträchtlicher Geldsummen zu bewilligen, ist nicht abgeschafft; doch soll dieß nur zum Vortheil der Banquiers und Handelshäuser statt finden, und der General-Director soll Mittel der Aufsicht anwenden, um das Einschleichen von Mißbräuchen zu vermeiden, wenn es nothwendig wird, daß eine solche Herabsetzung des Porto's von Special-Directoren bewilliget werden muß.

Art. 23. Wenn Waaren-Ballen zu einem gewissen Preise, oder Summen Geldes, oder Kostbarkeiten, zur Post geliefert werden, so sollen die Postbeamten berechtigt seyn, das dem Schatz vortheilhafteste Porto zu erheben, und dasselbe zu dem Ende entweder nach dem Werthe, oder nach dem Gewichte der überlieferten Gegenstände, nach Maßgabe des Tarifs zu berechnen.

Art. 24. So oft die Post gedruckte Empfangscheine für Gelder, gelieferte Waaren oder Effecten erteilt, sollen für Rechnung der Administration für einen jeden solchen Schein fünf Centimen bezahlt werden.

ART. 25. La poudre à canon ne sera jamais transportée par la poste.

ART. 26. Le poids des ballots et paquets n'excédera pas 150 livres (ou 75 kilogrammes.) Il n'y sera pas reçu de barils d'argent au-dessus de 60 kilogrammes (ou 120 livres), ni de bourses ou cassettes remplies d'argent au-dessus de 25 kilogrammes ou 50 livres.

ART. 27. Le prix des places dans les chariots est fixé à un franc 30 centimes pour 9 kilomètres (ou un mille) et par personne; et il sera passé gratuitement à chaque individu 25 kilogrammes (ou 50 livres) de bagage, selon l'usage.

Chaque voyageur devra en outre payer, pour un relais 30 centimes pour les postillons, et au premier lieu de son départ une pareille rétribution de 30 centimes sera payée aux vagemestres.

### TITRE III.

#### Postes aux chevaux.

ART. 28. Nul autre que les maîtres de poste munis d'une commission spéciale, ne pourra établir de relais particulier, relayer ou conduire, à titre de louage, des voyageurs d'un relais à un autre, à peine d'être contraint de payer, par forme d'indemnité, le prix de la course au profit des maîtres de poste et postillons qui en auraient été frustrés.

ART. 29. La prohibition portée au précédent article, ne s'étend point aux conducteurs des voitures de louage, circulant pour le compte d'un particulier; mais ces conducteurs allant à petites ou grandes journées, ne devront jamais se servir d'aucun autre relai que celui des postes en route; et quand la course desdits cochers de louage excédera la distance de neuf kilomètres (ou un mille d'Allemagne), ils devront payer par chaque relai des postes, un droit de trente centimes ou deux gros par voiture

Art. 25. Schießpulver soll nie durch die Post versendet werden.

Art. 26. Das Gewicht der Ballen und Packete soll sich nie über 150 Pfund oder 75 Kilogrammen erstrecken. Es soll kein Geldfaß über 60 Kilogrammen oder 120 Pfund, und keinbeutel oder Geldtästchen über 25 Kilogrammen oder 50 Pfund angenommen werden.

Art. 27. Der Preis der Plätze auf den Postwagen ist auf einen Franken 30 Centimen für 9 Kilometer oder eine Meile für die Person festgesetzt. Jeder Person sollen 25 Kilogramme oder 50 Pfund Bagage, nach dem bisherigen Gebrauch, frei passieren.

Jeder Reisende soll überdieß für jede Station 30 Centimen dem Postillon und an dem ersten Orte, wo er abreiset, 30 Centimen dem Wagenmeister bezahlen.

### Dritter Titel.

#### Extra-Posten.

Art. 28. Niemand, als die Postmeister, welche dazu eine besondere Bestallung erhalten haben, soll für sich Stationen anlegen, Reisenden, welche mit Postpferden ankommen, vorspannen, um sie gegen Mierhe von einer Station zur andern zu führen, bei Strafe, als Entschädigung den ganzen Preis der Station, zum Vortheil der Postmeister und der Postillons zu zahlen, welchen dadurch der Gewinn entzogen worden.

Art. 29. Das in dem vorhergehenden Artikel enthaltene Verbot erstreckt sich nicht auf Führer von Miethwagen, die für Rechnung eines Privatmannes gehalten werden. Solche Miethkutscher, welche kleine oder große Tagereisen machen, sollen jedoch unterwegs sich keiner andern Wechselferde, als der Postpferde, bedienen; und wenn besagte Miethkutscher weiter als eine deutsche Meile oder 9 Kilometer fahren, so sollen sie für jede Poststation ein Stationsgeld von dreißig Centimen oder zwei Gutegroschen für jeden zweispännigen, und vier Gutegroschen für jeden vierspännigen,

à deux chevaux, et quatre gros par voiture à quatre chevaux, pour neuf kilomètres (ou un mille) qu'ils auraient à parcourir (1).

ART. 30. Pour constater le paiement du droit porté en l'article précédent, il en sera délivré, par les agents des postes, des reçus imprimés. Tout conducteur contrevenant qui serait trouvé dessaisi dudit reçu, sera poursuivi par-devant les tribunaux ordinaires et condamné à une amende de quarante fr.

Les trois quarts de cette amende seront réversibles à la caisse de secours des postes, et l'autre quart sera partagé entre ceux qui indiqueront les contrevenants, et les préposés ou gendarmes qui les arrêteront.

Ceux qui auraient établi des relais particuliers sur la route des postes, encourront aussi une amende dont le *minimum* est fixé à deux cents francs.

ART. 31. Sont exceptés des dispositions des précédents articles, les particuliers qui voyagent avec leurs propres chevaux, ainsi que les voitures des voyageurs, conduites par des chevaux de particuliers, dans le cas où un relai de poste se trouverait dégarni.

ART. 32. Les maîtres de poste sont astreints à faire enregistrer leurs commissions au secrétariat de leurs municipalités respectives.

ART. 33. Le service des malles sera fait par les maîtres de poste, aux conditions portées dans leur contrat avec la direction-générale.

ART. 34. Les maîtres de poste fourniront gratuitement les chevaux aux inspecteurs des postes dans leurs tournées; il ne sera payé que les guides des postillons.

ART. 35. Il est défendu à tout postillon d'exiger aucune rétribution au-dessus des guides fixés par la

(1) Voyez le décret du 29 juillet 1809 relatif aux conducteurs de voitures de louage.

Wagen für jede Meile oder 9 Kilometer, die sie zurückzulegen haben, entrichten (1).

Art. 30. Um die Zahlung dieses Stationsgeldes zu erweisen, soll ihnen darüber ein gedruckter Empfangsschein von den Postbeamten zugestellt werden. Jeder Mietkutscher, der ohne diesen Schein betroffen würde, soll vor den ordentlichen Gerichten belangt, und von diesen zu einer Geldbuße von vierzig Franken verurtheilt werden.

Drei Viertel dieser Geldbuße sollen in die Posthilfskasse fließen, das andere Viertel soll unter denen, welche die Uebertreter anzeigen, und den Vorgesetzten oder Gendarmen, welche sie anhalten werden, getheilt werden.

Diesjenigen, welche an der Poststraße einen Privatpferdewechsel angelegt haben, sollen ebenfalls eine Geldbuße entrichten, welche zum wenigsten zu zwei hundert Franken bestimmt ist.

Art. 31. Von den Verfügungen der vorhergehenden Artikel sind die Reisenden ausgenommen, welche mit ihren eigenen Pferden reisen, so wie auch die Wagen der Reisenden, welche von Pferden anderer Privatpersonen in dem Falle geführt werden, wenn eine Poststation von Pferden entblößt wäre.

Art. 32. Die Postmeister sind gehalten, ihre Bestallung in das Register ihrer Municipalität eintragen zu lassen.

Art. 33. Der Dienst der Briefpost soll durch die Postmeister unter den Bedingungen besorgt werden, welche ihr Vertrag mit der General-Direction enthält.

Art. 34. Die Postmeister sollen den Post-Inspectoren auf deren Amtreisen die Pferde unentgeltlich liefern, und es soll nur das Trinkgeld für die Postillons bezahlt werden.

Art. 35. Allen Postillons ist verboten, mehr Trinkgeld zu fordern, als das Gesetz ihnen bestimmt, die Reisenden zu beleidigen, oder ihnen irgend einen Anlaß zu Beschwerden

(1) S. das Decret vom 29ten Julius 1809, die Mietkutscher betreffend.



loi; d'insulter les voyageurs, ou de leur donner aucun sujet de plainte, sous peine, en cas de récidive, de destitution, sans préjudice des punitions qui pourront leur être infligées par les tribunaux.

ART. 36. Pour constater la contravention aux dispositions de l'article précédent, il sera tenu, conformément à l'ordre déjà existant de notre directeur-général des postes, par chaque maître de poste, un registre coté et paraphé par le maire, de la situation des relais. Les voyageurs pourront consigner leurs plaintes dans ce registre. Les maîtres de poste sont tenus de le présenter à la première réquisition des voyageurs qui auraient des plaintes à faire; mais ceux-ci seront aussi tenus d'y inscrire leurs noms, qualités et demeures.

Les inspecteurs arrêteront et releveront ce registre à chaque tournée, et en feront rapport à l'administration. Dans le cas où un maître de poste aurait négligé de tenir ledit registre, ou de le présenter à la réquisition du voyageur, celui-ci fera constater ce refus légalement, et le maître de poste sera condamné, s'il y a lieu, par notre directeur-général, à une amende de cinquante fr. reversible à la caisse des secours des postes.

#### TITRE IV.

*Nombre de postillons et chevaux à employer pour les différents services, courriers à franc-étrier, et tarif du prix des chevaux et des guides des postillons.*

##### 1° Courriers à franc-étrier.

ART. 37. Tout courrier à franc-étrier, qui n'accompagne pas une voiture, doit avoir un postillon monté pour lui servir de guide.

zu geben, bei Strafe der Entsetzung im Wiederholungs-falle, mit Vorbehalt der Strafen, die ihnen von den Gerichten auferlegt werden können.

Art. 36. Um die Uebertretung der Vorschrift des vorz hergehenden Artikels zu bewahren, soll, in Gemäßheit des bereits von Unserem General-Director der Posten erteilten Befehls, von jedem Postmeister ein von dem Maire seiner Station mit der Seitenzahl und dem Hand- (oder Namens-) Zuge versehenes Register gehalten werden. Die Reisenden sollen in dasselbe ihre Beschwerden einzeichnen können; die Postmeister sind verpflichtet, auf das erste Anfordern der Reisenden, welche Beschwerden anzubringen haben, ihnen das Register vorzulegen; aber diese sollen auch gehalten seyn, ihre Namen, ihren Stand und Wohnort in dasselbe einzutragen.

Die Inspectoren haben auf jeder Amtreise sich dieses Register vorlegen zu lassen, es abzuschließen, und dafür der Administration Bericht zu erstatten. Im Fall der Postmeister versäumt hätte, dieses Register zu halten, oder weigert, es auf Verlangen des Reisenden vorzulegen, so soll dieser die Weigerung rechtsbeständig beurkunden lassen, und dann soll, wenn der Fall sich dazu eignet, der Postmeister von Unserem General-Director zu einer Geldbuße von 50 Franken verurtheilt werden, und diese in die Post-Hülfscaisse fließen.

#### Vierter Titel.

Zahl der für die verschiedenen Dienstzweige erforderlichen Postillons und Pferde, und Tarif des Preises der Pferde und der Trinkgelder für die Postillons.

##### 1) Reitende Courriere.

Art. 37. Jeder reitende Courier, der nicht einen Wagen begleitet, soll einen Postillon zu Pferde nehmen, der ihm zum Führer dient.

Bulletin. Tome II.

ART. 38. Un seul postillon ne peut conduire que trois courriers à franc-étrier; s'il y a quatre courriers, il faut deux postillons.

2° *Voitures montées sur deux roues ayant brancard, cabriolets et autres voitures y assimilées, montées sur quatre roues.*

ART. 39. Les voitures montées sur deux roues et à brancard, ainsi que les cabriolets et calèches à quatre roues, chargées d'une ou de deux personnes, seront conduites par un postillon et attelées de deux chevaux. Le postillon pourra demander à prendre place sur le siège du cocher.

Chargées de trois ou quatre personnes, elles seront conduites par un postillon et attelées de trois chevaux. Les chars à banc (dits *Stuhlwagen* ou *Korbwagen*) ne seront attelés que de deux chevaux, s'ils ne sont chargés que jusqu'à quatre personnes.

ART. 40. Toutes les voitures à quatre roues à soufflet, à deux places seulement, soit calèche, soit chariot allemand, même ayant un timon, sont assimilées aux cabriolets ordinaires de poste.

ART. 41. Les maîtres de poste seront tenus d'atteler le troisième cheval sur les voitures à deux roues, chargées de trois personnes; mais dans le cas où ils seraient d'accord avec les voyageurs pour n'en atteler que deux, alors ils ne pourront exiger que moitié du prix de la course du cheval non — attelé.

3° *Autres voitures montées sur quatre roues à un fond.*

ART. 42. Les voitures montées sur quatre roues, dites carrosses coupés (*Schwimmer*), à un seul fond, soit à limonière, soit à timon, et chargées d'une personne, avec malle, vache et porte-manteau, ou sans ces objets, seront attelées de trois chevaux et conduites par un postillon;

Chargées de deux personnes, avec une vache ou

Art. 38. Ein Postillon kann nur drei reitende Courriere führen; sind vier reitende Courriere da, so müssen zwei Postillons sie führen.

2) Zweirädriges Fuhrwerk mit der Gabel, Cabriolet und anderes diesem gleichgestellte vierrädrige Fuhrwerk.

Art. 39. Zweirädrige Wagen mit der Gabel, ingleichen Cabriolets und Caléschen, wenn sie eine oder zwei Personen führen, sollen von einem Postillon mit zwei Pferden gefahren werden. Der Postillon soll auf den Kutschersitz sich setzen dürfen.

Führen dieselben drei oder vier Personen, so sollen sie von einem Postillon mit drei Pferden gefahren werden.

Die Stuhl- oder Korbwagen sollen jedoch nur mit zwei Pferden bespannt werden, wenn sie nicht mehr als vier Personen führen.

Art. 40. Alles vierrädrige Fuhrwerk, das halb bedeckt und nur zu zwei Plätzen ist, es sey Calésche oder teutscher Wagen, selbst wenn es eine Deichsel hat, soll den gewöhnlichen Post-Cabriolets gleich behandelt werden.

Art. 41. Wenn ein zweirädriges Fuhrwerk drei Personen führet, so soll der Postmeister schuldig seyn, das dritte Pferd anspannen zu lassen; ist er jedoch mit den Reisenden einig geworden, nur zwei anspannen zu lassen, so kann er nur die Hälfte des Postgelbes für das dritte nicht angespannte Pferd fordern.

3) Andere bedeckte vierrädrige Wagen mit einem Sitze.

Art. 42. Bedeckte vierrädrige Kutschen mit einem Sitze (zweifelhafte Kutschen oder Schwimmer genannt), sie mögen eine Gabel oder eine Deichsel haben, sollen, wenn sie mit einer Person, nebst Coffer, Wasche und Mantelsack, oder auch ohne diese letzteren Gegenstände beladen sind, mit drei Pferden bespannt und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit zwei Personen und nur einer Wasche, oder

une malle, ou un porte-manteau seulement, elles seront attelées de trois chevaux, et conduites par un postillon;

Chargées de deux personnes, avec une vache, une malle et un porte-manteau, ou avec deux de ces objets seulement, elles seront conduites par un postillon et attelées de trois chevaux; il en sera payé quatre;

Chargées de trois personnes, avec une vache, ou une malle, ou un porte-manteau seulement, elles seront conduites par un postillon et attelées de trois chevaux; il en sera payé quatre;

Chargées de trois personnes, avec une malle, une vache et porte-manteau, ou avec deux de ces objets seulement, elles seront conduites par un postillon, et attelées de quatre chevaux;

Chargées de quatre personnes, avec malle, vache et porte-manteau, ou sans ces objets, elles seront attelées de six chevaux et conduites par deux postillons.

#### 4° Voitures montées sur quatre roues à double fond.

Art. 43. Les voitures à soufflet (*Landauer*), les berlins et les batardes à double fond, chargées d'une à trois personnes, avec une malle et une vache, seront attelées de quatre chevaux et conduites par un postillon;

Chargées de quatre personnes et au-delà, avec une malle et une vache, ou de trois personnes, mais avec deux malles et une vache, elles seront conduites par deux postillons et attelées de six chevaux.

#### 5° Augmentation du nombre des chevaux.

Art. 44. Nul maître de poste ne pourra faire atteler contre le gré du voyageur, un plus grand nombre de chevaux que celui spécifié ci-dessus, à moins qu'à raison de la situation de son relai, il n'y ait été autorisé par un ordre spécial que, sous notre appro-

einem Coffer, oder einem Mantelfack belastet, so sollen sie ebenfalls mit drei Pferden bespannt und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit zwei Personen und einer Wasche, einem Coffer und einem Mantelfack, oder zweien der letzteren Gegenstände, belastet, so sollen sie mit drei Pferden bespannt, von einem Postillon geführt, aber das vierte Pferd bezahlt werden.

Sind sie mit drei Personen und nur einer Wasche, einem Coffer oder einem Mantelfack belastet, so sollen sie ebenfalls mit drei Pferden bespannt, von einem Postillon geführt, aber das vierte Pferd bezahlt werden.

Sind sie mit drei Personen nebst einem Coffer, einer Wasche und einem Mantelfack, oder nur mit zwei der letzteren Gegenstände belastet, so sollen sie mit vier Pferden bespannt, und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit vier Personen, nebst Coffer, Wasche und Mantelfack, oder auch ohne diese Gegenstände, belastet, so sollen sie mit sechs Pferden bespannt und von zwei Postillons geführt werden.

#### 4) Vierrädrige vierstellige Wagen.

Art. 43. Vierstellige Landauwagen, vierstellige Kutzen und Batarden, wenn sie mit drei Personen, einem Coffer und einer Wasche belastet sind, sollen mit vier Pferden bespannt und von einem Postillon geführt werden.

Wenn sie mit vier Personen, und überdies mit einer Wasche und Coffer, oder mit drei Personen, aber mit zwei Coffern und einer Wasche belastet sind, so sollen sie mit sechs Pferden bespannt und von zwei Postillons geführt werden.

#### 5) Vermehrung der Zahl der Pferde.

Art. 44. Kein Postmeister soll wider den Willen des Reisenden eine größere Zahl Pferde, als hier oben bestimmt ist, anspannen lassen dürfen, falls er nicht in Betracht der Beschaffenheit seiner Station durch einen besondern Befehl, den mit Unserer Genehmigung der General-Director

bation, le directeur-général des postes lui aurait fait expédier, et qui sera imprimé et affiché aux relais.

6° *Du chargement des chevaux et voitures.*

Art. 45. Un enfant de six ans et au-dessous ne pourra être considéré comme voyageur; deux enfants, de quelqu'âge qu'ils soient, tiendront toujours lieu d'un voyageur.

Art. 46. Tout courrier à franc-étrier ne peut faire porter au cheval qu'il monte, que ce que peuvent contenir en menus effets les poches de la selle; s'il y a un porte-manteau, il doit être porté en croupe par le postillon, pourvu toutefois qu'il n'exécède point le poids de quinze kilogrammes, ou trente livres.

Art. 47. Les voitures montées sur deux roues ne pourront être chargées sur le derrière de plus de cinquante kilogrammes ou cent livres, et sur le devant de plus de vingt kilogrammes ou quarante livres.

7° *Tarif du prix des chevaux de poste et des guides des postillons.*

Art. 48. Il doit être payé d'avance aux maîtres de poste, conformément aux calculs ci-après, savoir: 1° par le public, par chaque cheval d'extra-poste, et par neuf kilomètres (ou un mille) un franc soixante centimes, et quatre-vingt centimes par chaque postillon et par neuf kilomètres (ou un mille); 2° pour un cheval d'estafette deux francs trente centimes par neuf kilomètres, y compris le postillon; 3° pour un cheval de courrier, aussi par neuf kilomètres (ou un mille) deux francs trente centimes, et autant pour celui du postillon, outre le prix de guide.

Art. 49. Il est en outre accordé une rétribution de soixante centimes pour graissage de toute voiture, aux vauquemestres des relais des chefs-lieux de dé-

der Posten ihm zugefertigt hätte, dazu berechtigt worden. Diese Special-Befehle sollen gedruckt und in den Postämtern angeschlagen werden.

6) Belastung der Pferde und Wagen.

Art. 45. Ein Kind von sechs Jahren und darunter soll nicht als ein Reisender betrachtet werden; zwei Kinder aber, von welchem Alter sie auch seyen, sollen immer für einen Reisenden gerechnet werden.

Art. 46. Ein reitender Courier kann das Pferd, das er selbst reitet, nur mit den kleinen Effecten belasten, die in die Satteltaschen gepackt werden können. Hat er einen Mantelsack, so muß dieser hinter dem Sattel des Postillon aufgebunden werden; er darf jedoch nicht mehr als fünfzehn Kilogrammen oder dreißig Pfund wiegen.

Art. 47. Zweirädriges Fuhrwerk darf hinten mit nicht mehr als 50 Kilogrammen oder hundert Pfund, und vorne mit nicht mehr als 20 Kilogrammen oder vierzig Pfund belastet werden.

7) Tarif des Postgeldes für Pferde und der Trinkgelde für Postillons.

Art. 48. Es soll den Postmeistern nach folgender Berechnung die Zahlung zum voraus geschehen, nämlich: 1) von dem Publicum für jedes Extrapostpferd auf 9 Kilometer oder eine Meile ein Frank sechzig Centimen, und achtzig Centimen für jeden Postillon, ebenfalls auf 9 Kilometer oder eine Meile; 2) für ein Estafettenpferd zwei Franken dreißig Centimen auf neun Kilometer, mit Inbegriff des Postillon; 3) für jedes Courrierpferd ebenfalls auf 9 Kilometer oder eine Meile zwei Franken dreißig Centimen, und eben soviel für das Pferd des Postillon, außer dem Trinkgelde für den letzteren.

Art. 49. Ueberdies ist eine Zahlung von sechzig Centimen für Schmiergeld eines jeden Wagens dem Wagenmeister auf den Stationen der Hauptorte der Departements,

partement, et cinquante centimes pour ceux des autres stations du Royaume.

## TITRE V.

### *Dispositions générales.*

ART. 50. Il doit y avoir dans l'écurie de chaque maître de poste, de la lumière pendant la nuit et un postillon de garde, afin de ne pas faire attendre le courrier; le postillon de garde allant en course, un autre doit le remplacer.

ART. 51. Les maîtres de poste auront toujours un certain nombre de calèches pour le service des courriers ou extra-postes, voyageant sans voitures. Le prix de la course d'une de ces calèches est fixé à cinquante centimes par neuf kilomètres ou un mille.

ART. 52. Les chevaux de poste devront être dans des écuries attenantes à la maison qu'habitent les maîtres de poste.

Ceux-ci ne peuvent transférer leur relai d'un local dans un autre, quoique dans la même commune, sans l'autorisation de la direction-générale.

ART. 53. Les maîtres de poste ne peuvent quitter leur service qu'à l'expiration de leurs contrats, et en prévenant six mois à l'avance le directeur-général; faute de quoi il sera pourvu au service du relai à leurs frais, aux enchères publiques, par un inspecteur de la direction.

ART. 54. En cas d'absence momentanée d'un titulaire, il peut charger quelqu'un de le représenter pour trois mois au plus, et seulement après avoir prévenu le directeur-général des postes, et obtenu de lui la permission; mais il ne peut faire gérer habituellement son relai, ni le céder, sans que le gé- rant n'ait été préalablement agréé.

und funfzig Centimen auf den übrigen Stationen des Königreichs bewilliget.

## Fünfter Titel.

### Allgemeine Verfügungen.

Art. 50. In dem Stalle eines jeden Postmeisters soll in der Nacht ein brennendes Licht gehalten werden und ein Postillon die Wache halten, damit Courriere nicht zu warten brauchen; wenn der Postillon, der die Wache hat, sich auf den Weg macht, so muß ein anderer seine Stelle einnehmen.

Art. 51. Die Postmeister müssen immer eine Zahl Post-Caleschen zum Dienste der Courriere oder Reisenden, welche ohne eigene Wagen mit Extrapost reisen, in Bereitschaft halten. Der Preis von einer solchen Post-Calesche für die Station, ist zu funfzig Centimen für 9 Kilometer oder eine Meile festgesetzt.

Art. 52. Die Postpferde sollen in Ställen gehalten werden, welche zu den Häusern gehören, worin die Postmeister wohnen.

Diese sollen ihre Station nicht an einen andern Ort, wenn gleich in derselben Gemeinde, ohne Genehmigung Unseres General-Directors, verlegen können.

Art. 53. Die Postmeister können ihren Dienst nur nach Ablauf ihrer Vertragszeit, und nachdem sie sechs Monate vorher davon dem General-Director die Anzeige gemacht haben, verlassen; widrigenfalls soll auf ihre Kosten das Postfuhrwesen in öffentlicher Versteigerung durch einen Inspector der Direction verpachtet werden.

Art. 54. Im Falle einer vorübergehenden Abwesenheit des Postmeisters, kann derselbe Jemanden beauftragen, seine Stelle zu vertreten; doch höchstens nur auf drei Monate, und nachdem er den General-Director davon benachrichtigt und dessen Erlaubniß dazu erhalten hat; hingegen kann er sonst nicht gewöhnlich seine Station von einem Andern verwalten lassen, oder sie ihm abtreten, in sofern der Letztere nicht zuvor genehmigt worden ist.

ART. 55. Les maîtres de poste ont le choix de leurs postillons; mais ils ne peuvent en prendre un sortant d'un autre relai, s'il n'est muni d'un certificat de bonne conduite, donné par le titulaire du relai qu'il quitte.

Ils peuvent également les renvoyer; mais ils ne peuvent leur refuser un certificat sans des motifs graves, et dont le directeur-général sera juge, en cas de contestation.

ART. 56. La surveillance des maîtres de poste doit s'étendre non seulement sur leurs propres postillons, mais même sur ceux des relais voisins; ils doivent veiller particulièrement à ce que ces derniers ne s'arrêtent aux relais où ils arrivent, que le temps nécessaire pour faire souffler leurs chevaux, et à ce qu'ils ne repartent point à charge ou au galop.

ART. 57. Tout postillon doit être âgé de seize ans au moins; il doit se faire inscrire au greffe de l'administration municipale, à compter du jour où il prend son rang, et adresser au directeur-général le certificat de son inscription.

ART. 58. Les maîtres de poste sont civilement responsables des accidents arrivés par le fait de leurs postillons, lorsqu'ils n'ont pas l'habitude de conduire ou l'âge requis, ou par l'emploi des chevaux qu'ils auraient dû réformer.

ART. 59. Les inspecteurs en tournée ont le droit de prononcer la mise à pied pour un mois au plus, ou la prison jusqu'à trois jours, contre les postillons qui donneraient lieu à des plaintes dans leur service, et qui se rendraient coupables d'insolence ou d'insubordination. Les maîtres de poste seront tenus de déférer aux ordres qui leur seraient donnés à cet égard, et ils sont autorisés à employer personnellement cette mesure de discipline.

Art. 55. Die Postmeister haben die Wahl ihrer Postillons; doch können sie keinen, der von einer andern Station abgeht, annehmen, wenn dieser nicht mit einem Zeugnisse seiner guten Ausführung von dem Postmeister, der ihn entlassen hat, versehen ist.

Sie können ebenfalls ihre Postillons entlassen; aber sie können ihnen kein Zeugniß ohne erhebliche Ursachen verweigern, über die im Fall des Streits der General-Director abzusprechen hat.

Art. 56. Die Aufsicht der Postmeister soll sich nicht blos auf ihre eigenen Postillons, sondern selbst auf die der benachbarten Stationen erstrecken; sie sollen insbesondere darauf wachen, daß diese letzteren sich auf der Station, wo sie ankommen, nicht länger aufhalten, als nöthig ist, damit sich die Pferde verschnaufen, und daß sie weder belastet, noch im Gallop, wieder abziehen.

Art. 57. Jeder Postillon muß wenigstens sechszehn Jahre alt seyn; er muß sich vom Tage seines Eintritts in den Dienst an in das Register der Municipalitäts-Verwaltung einschreiben lassen, und dem General-Director der Posten die Bescheinigung seiner Einzeichnung zuschicken.

Art. 58. Die Postmeister sind, in Hinsicht der Entschädigung, für die Unfälle verantwortlich, welche entweder durch die Handlungen ihrer Postillons, sofern diese nicht zu fahren verstehen oder nicht das erforderliche Alter haben, oder welche durch den Gebrauch solcher Pferde entstehen, die sie hätten abschaffen sollen.

Art. 59. Die Inspectoren haben auf ihrer Umherreise das Recht, Postillons, welche Anlaß zur Beschwerde über ihren Dienst geben, oder sich eines ungebührlichen Betragens, oder eines Mangels an Subordination, schuldig machen, entweder auf längstens einen Monat von ihrem Dienste zu suspendiren, oder zu einem höchstens dreitägigen Gefängniß zu verurtheilen. Die Postmeister sind gehalten, den in dieser Hinsicht ihnen gegebenen Befehlen Folge zu leisten, und sind berechtigt, selbst diese Disciplinar-Maasregel zu ergreifen.

ART. 60. Tout postillon qui, après avoir subi la mise à pied, se mettra dans le cas d'une nouvelle punition sera destitué, et il ne pourra plus être employé dans aucun relai.

ART. 61. Dans le cas d'un relai vacant ou abandonné, les deux maîtres de poste voisins sont tenus de se communiquer sur-le-champ, et sans attendre l'ordre de la direction-générale des postes. Lorsqu'il n'en résultera qu'une course de trois milles, ou trois postes, les maîtres de poste ne pourront prétendre à aucun dédommagement; mais si la course se trouve plus étendue, il leur sera payé indépendamment du prix ordinaire, pour les distances parcourues, une demi-poste d'augmentation, pour leur tenir lieu du rafraîchissement des chevaux, jusqu'à concurrence de quatre postes et demie; et le prix d'une poste entière, lorsque la course surpassera cette dernière distance, et jusqu'à concurrence de six milles, terme au-delà duquel ils ne peuvent être tenus de se communiquer.

ART. 62. Les maîtres de poste pourront être requis, au nom du directeur-général, de fournir les postillons et chevaux nécessaires pour renforcer des relais, lors d'un passage extraordinaire, ou pour activer provisoirement un relai vacant ou abandonné; mais alors, outre le prix des courses, qui leur appartiendra de droit, il leur sera alloué, par chaque jour de route ou de séjour, le prix de deux francs par homme et deux francs par cheval requis; ladite indemnité sera acquittée par le relai renforcé, lequel aura son recours sur la direction-générale.

ART. 63. Il est expressément défendu aux maîtres

Art. 60. Jeder Postillon, welcher, nachdem er einmal von seinem Dienste suspendirt worden, sich in den Fall einer abermaligen Bestrafung setzen wird, soll abgesetzt werden, und auf keiner Station wieder angestellt werden können.

Art. 61. Im Fall eine Station leer oder verlassen wäre, so sollen die Postmeister der beiden benachbarten Stationen gehalten seyn, sofort, und ohne erst die Befehle des General-Directors zu erwarten, unmittelbar mit einander in Verbindung zu treten. Entsteht hieraus nur ein Postkurs von drei Meilen oder 3 Posten, so sollen die Postmeister dafür keine besondere Vergütung zu fordern berechtigt seyn. Ist aber der Weg länger, so soll ihnen, außer dem ihnen ohnehin gebührenden gewöhnlichen Postgelde, eine halbe Post oder eine halbe Meile mehr für diesen Weg vergütet werden, um sie für das Futter der Pferde zu entschädigen, falls der Weg nicht über vier und eine halbe Post oder vier und eine halbe Meile ist; und eine ganze Post oder eine Meile, falls der Weg mehr als vier und eine halbe bis sechs Meilen ist; über diese Entfernung hinaus sind sie gar nicht schuldig, mit einander in Verbindung zu treten.

Art. 62. Die Postmeister sollen im Namen des General-Directors aufgefordert werden können, die nöthigen Pferde und Postillons zur Verstärkung einer Station, im Falle einer außerordentlich zahlreichen Durchreise, oder zu einstweiliger Besetzung einer erledigten oder verlassenen Station herzugeben; allein dann soll ihnen, außer der ihnen von Rechtswegen gebührenden Bezahlung des Wegs, der von dieser Station aus zu machen ist, für jeden Tag Wegs, den sie zu machen haben, oder für jeden Tag Aufenthalt, zwei Franken für jeden Postillon und zwei Franken für jedes geforderte Pferd bezahlet werden; diese Entschädigung soll die durch sie verstärkte Station bezahlen, welche ihren Regress an die General-Direction zu nehmen hat.

Art. 63. Es ist den Postmeistern ausdrücklich verboten,

de poste de faire l'état de loueur de chevaux, à peine de destitution.

ART. 64. Les postillons doivent obéissance, non seulement aux maîtres de poste auxquels ils sont attachés, mais encore, en ce qui concerne le service, à tous les maîtres de poste chez lesquels ils se trouvent.

ART. 65. Tout postillon quittant un relai pour s'attacher à un autre, sera tenu de faire viser le certificat de bonne conduite qui lui aura été délivré par le maître de poste au relai auquel il était précédemment attaché, tant par la municipalité qu'il quittera, que par celle de son nouveau domicile.

ART. 66. Les postillons ne peuvent quitter un relai sans avoir prévenu le titulaire, au moins un mois à l'avance, et en cas de non exécution de cette disposition, les maîtres de poste sont autorisés à leur refuser le certificat nécessaire pour entrer dans un autre relai.

ART. 67. Le directeur-général veillera scrupuleusement à ce qu'aucun postillon qui aurait été renvoyé d'un relai, sans un certificat, ne puisse s'introduire dans un autre; il fera droit au surplus aux justes observations et réclamations des postillons.

ART. 68. Les postillons en course doivent être porteurs d'une plaque au bras, aux armes royales. L'infraction à cette disposition sera punie, pour la première fois, par la mise à pied pendant dix jours, pour la seconde fois, pendant un mois, et en cas de récidive, par la destitution.

ART. 69. Les maîtres de poste fourniront des chevaux aux voyageurs, à quelque heure que ce puisse être.

ART. 70. Dans aucun cas, sur les routes principales du Royaume, les courriers ne doivent être retardés plus d'un quart d'heure à chaque station, et les voyageurs ordinaires au-delà d'une demi-

das Gewerbe von Miethkutschern zu treiben, bei Strafe der Absetzung.

Art. 64. Die Postillons sind nicht nur dem Postmeister, in dessen Diensten sie stehen, sondern auch in dem, was den Dienst betrifft, allen Postmeistern, bey denen sie sich befinden, Gehorsam schuldig.

Art. 65. Jeder Postillon, der eine Station verläßt, um sich bei einer andern in Dienst zu begeben, soll das Zeugniß seiner guten Ausführung, welches ihm der Postmeister der Station, die er verläßt, ausstellen wird, sowohl durch die Municipalität, die er verläßt, als durch die seines neuen Wohnorts, als eingesehen bescheinigen lassen.

Art. 66. Die Postillons können eine Station nicht verlassen, ohne den Postmeister derselben wenigstens einen Monat vorher davon zu benachrichtigen, und falls sie diese Vorschrift nicht beobachten, sollen die Postmeister befugt seyn, ihnen das zu ihrem Diensteintritte in eine andere Station nöthige Zeugniß zu versagen.

Art. 67. Der General-Director soll sorgfältig darüber machen, daß kein ohne Zeugniß von einer Station verabschiedeter Postillon sich auf eine andere Station einschleichen könne; er wird übrigens den billigen Vorstellungen und Ansprüchen der Postillons Recht widerfahren lassen.

Art. 68. Die Postillons sollen unterwegs am Arme ein Schild mit dem königlichen Wappen tragen. Die Verletzung dieser Vorschrift soll das erste Mal mit einer zehntägigen Suspension vom Dienste, das zweite Mal mit einmonatlicher Suspension und im Wiederholungsfalle mit der Absetzung bestraft werden.

Art. 69. Die Postmeister sollen gehalten seyn, den Reisenden zu jeder Stunde Pferde zu liefern.

Art. 70. In keinem Falle sollen auf den Hauptstraßen des Königreichs die Courriere länger als eine Viertelsstunde, und die Reisenden länger als eine halbe Stunde auf jeder Station aufgehalten werden. Aber auf den Neben- oder Seitenwegen haben Courriere und Reisende, die



heure; mais sur les routes secondaires de l'intérieur ou de passage, des courriers et voyageurs qui arriveraient inopinément, n'auraient pas lieu de se plaindre, s'ils étaient retardés pendant une demi-heure de plus que sur les routes principales.

ART. 71. Quand les chevaux auront été demandés à l'avance, le courrier ou le voyageur devra être expédié en dix minutes au plus.

ART. 72. Le service des malles pour lequel, au surplus, les maîtres de poste doivent tenir leurs chevaux en réserve, et celui des courriers ou porteurs d'ordres du gouvernement, doivent être faits de préférence à tous les autres; hors ces deux cas, les courriers doivent être servis par ordre d'arrivée.

ART. 73. Tout retard dans l'expédition, soit aux stations, soit dans la marche des courriers de malle, valises, estafettes, sera exactement constaté par les agents de la direction-générale des postes, et il sera opéré sur le prix des contrats des entrepreneurs ou maîtres de poste, une retenue de deux francs pour chaque demi-heure de retard dont le maître de poste ne pourrait légalement se justifier. Les maîtres de poste ou entrepreneurs du service du transport des dépêches seront toujours responsables, à cet égard, du fait de leurs postillons, sauf leur recours envers ceux-ci, et le produit des amendes sera réversible à la caisse des secours.

ART. 74. Les postillons attachés à un relai doivent seuls en conduire les chevaux; les courriers ne peuvent les faire remplacer par qui que ce soit.

ART. 75. Les courriers à franc-étrier ne peuvent se servir de brides à eux appartenant, mais ils pourront se servir de leur propre selle; ils ne doivent pas passer le cheval qui les conduit; et le maître de la poste où ils arriveraient sans leur postillon, ne doit point leur donner de chevaux, avant que

unvermuthet ankommen, sich nicht zu beschweren, wenn sie daselbst eine halbe Stunde länger, als auf den Hauptwegen, aufgehalten werden.

Art. 71. Sind die Pferde vorausbestellt, so muß der Courier oder Reisende längstens in zehn Minuten weiter befördert werden.

Art. 72. Der Dienst der Briefposten, für welchen die Postmeister überdieß Pferde in Bereitschaft halten müssen, und der der Courriere oder Ueberbringer der Befehle der Regierung, muß vorzugsweise vor allen andern befördert werden. Diese beiden Fälle ausgenommen, sind die Reisenden nach der Ordnung ihrer Ankunft zu befördern.

Art. 73. Jeder Aufschub, es sey auf der Station oder unterwegs, bei Beförderung der Briefposten, Felleisen und Estafetten, soll durch die Officianten der General-Direction der Posten genau bewahrheitet werden, und es soll auf die mit den Unternehmern oder Postmeistern vertragsmäßig festgesetzte Vergütung ein Abzug von zwei Franken für den Aufschub von jeder halben Stunde, wegen dessen der Postmeister sich nicht gebührend rechtfertigen kann, inne behalten werden. Die Postmeister oder Unternehmer des Transports der Depeschen sollen in dieser Hinsicht immer für die Handlungen ihrer Postillons einstehen, jedoch mit Vorbehalt des Regresses gegen diese. Der Ertrag der Geldbußen soll in die Post-Hülfscaße fließen.

Art. 74. Die einer Station angehörigen Postillons allein sollen deren Pferde führen; die Reisenden können keinen Anderen, wer es auch sey, an deren Stelle setzen.

Art. 75. Reitende Courriere dürfen sich nicht ihrer eigenen Säume, können sich aber ihrer eigenen Sättel bedienen; sie dürfen dem Postillon, der sie begleitet, nicht vorreiten; und der Postmeister der Station, wo sie ohne ihren Postillon ankommen würden, soll ihnen keine Pferde geben,

ce dernier ne soit arrivé, qu'il n'ait reconnu l'état des chevaux, et déclaré la course payée, ainsi que les guides.

Art. 76. Les avant-courriers ne peuvent devancer que d'une poste la voiture qu'ils précèdent; il leur est défendu de partir, et aux maîtres de poste de leur donner des chevaux avant l'arrivée de la voiture en relai; et s'ils partent plus d'un quart d'heure après, il leur sera donné un guide.

Art. 77. Les postillons conduisant des voyageurs ne peuvent se devancer sur la route, et doivent marcher dans l'ordre où ils sont partis du relai, à moins qu'un accident ne soit survenu à celui qui précède.

Art. 78. Tout chariot ou voiture en route devra céder la place aux chariots et voitures conduites en poste, sur l'avis du passage de ces derniers, qui sera donné au son du cor des postillons.

Toute contravention à cette disposition sera punie par une amende de vingt francs, à verser à la caisse des secours des postes.

Art. 79. Il est expressément défendu à tout individu, autre que les postillons des postes, de se servir en route du cor destiné à l'usage de ces derniers, sous peine d'être condamné au paiement d'une amende de trente francs, réversible à la même caisse.

Art. 80. Il est défendu aux postillons, lorsqu'ils se rencontrent vers le milieu de leur course, d'échanger leurs chevaux, à moins qu'ils n'aient obtenu le consentement respectif des voyageurs.

Les postillons ne pourront s'arrêter dans leurs courses, sans permission des voyageurs, que pour laisser souffler leurs chevaux, ou pour les rafraîchir, dans le cas où la station serait de plus de 27 kilomètres ou 3 milles; cependant en tout cas, ils ne devront pas s'arrêter plus d'un quart d'heure.

ehe letzterer eingetroffen ist, und ehe dieser den Zustand der Pferde besichtigt und erklärt hat, daß das Postgeld und das Trinkgeld bezahlt seyen.

Art. 76. Die vorreitenden Courriere dürfen den Wagen, dem sie vorreiten, nur um eine Station hinter sich zurück lassen; es ist ihnen verboten, eher weiter zu reiten, und den Postmeistern, ihnen Pferde zu geben, ehe der Wagen auf der Station eingetroffen ist; und falls sie eine Viertelstunde später, als diese abgehen, so soll ihnen ein Postillon mitgegeben werden.

Art. 77. Postillons, welche Reisende führen, dürfen einander unterwegs nicht vorfahren, sondern müssen die Ordnung beobachten, in welcher sie abgefahren sind; es wäre denn, daß dem Wagen, der vorfährt, ein Unfall begegnet wäre.

Art 78. Jeder Frachtwagen oder anderes Fuhrwerk unterwegs soll den Postwagen und Kutschen ausweichen, wenn die Postillons, um ihnen dazu das Zeichen zu geben, in das Horn stoßen.

Jede Verletzung dieser Vorschrift soll mit einer Geldbuße von zwanzig Franken belegt werden, und diese in die Post-Hülfskasse fließen.

Art. 79. Jedem Andern, als den Postillons der Post, ist verboten, sich des nur zum Gebrauche der letzteren bestimmten Posthorns zu bedienen, bei Strafe in eine Geldbuße von dreißig Franken zum Vortheil der eben besagten Casse verurtheilt zu werden.

Art. 80. Es ist den Postillons verboten, wenn sie einander auf der Hälfte ihres Wegs begegnen, ihre Pferde zu wechseln, wenn sie dazu nicht die Erlaubniß von den Reisenden erhalten.

Die Postillons sollen sich ohne Erlaubniß der Reisenden unterwegs nicht anders aufhalten, als um ihre Pferde verschnaufen zu lassen, oder, wenn die Station länger als 27 Kilometer oder 3 Meilen wäre, um ihnen etwas Futter zu

ART. 81. Les 9 kilomètres (ou un mille) seront parcourus sur les chaussées dans une heure; sur les bonnes routes, quoique non de chaussée, dans une heure et un quart; dans les sables par un temps sec, et sur la terre glaise quand il aura plu, dans une heure et demie au plus.

ART. 82. Le postillon qui aurait retardé en route, payera, sur la demande du voyageur, une amende d'un franc pour chaque quart d'heure de retard, à la caisse des secours des postes. Les maîtres de poste tiendront la main à l'exécution de cette mesure, et pour constater l'exactitude de leurs postillons, ou ce retard, ils auront soin d'inscrire exactement les heures de départ et d'arrivée de chaque courrier ou extra-poste, sur le bulletin dont le postillon sera porteur à cet effet, et que le voyageur aura droit de se faire représenter pour y inscrire ses observations.

ART. 83. Tout conducteur, courrier, postillon, ou messenger de notre direction-générale des postes, et chargé de dépêches ou effets pour son service, qui se rendrait, dans ses courses, coupable d'un délit, sera escorté par la force publique, et sans perte de tems, jusqu'au bureau de poste le plus voisin, et il ne sera arrêté et livré aux tribunaux qu'après avoir fait remise de ce dont il aurait été chargé, au chef dudit bureau, qui aura soin de pourvoir provisoirement à son remplacement, de manière à empêcher tout retard ou interruption dans le service.

ART. 84. Les maîtres de poste tiendront la main à ce que leurs vagemestres et postillons avertissent les voyageurs des réparations qu'ils jugeraient nécessaires de faire aux voitures avant de quitter la station, attendu que, si, pour avoir négligé cet avis, leurs postillons et chevaux éprouvaient un retard en route, la voiture cassant, ils n'auraient aucun

reichen; doch sollen sie sich in keinem Falle länger, als eine Viertelstunde, aufhalten dürfen.

Art. 81. Neun Kilometer oder eine Meile sollen auf den Chaussées in einer Stunde; auf guten Wegen, die nicht Chaussée sind, in  $1\frac{1}{4}$  Stunde; auf sandigen Wegen bei trockenem Wetter, und auf Klei-Boden, wenn es geregnet hat, in  $1\frac{1}{2}$  Stunden höchstens zurückgelegt werden.

Art. 82. Der Postillon, der unterwegs gezögert hätte, soll auf Verlangen des Reisenden eine Geldbuße von einem Franken für jede Stunde Zögerung der Post-Hülfs-Casse bezahlen. Die Postmeister sollen auf die Vollziehung dieser Maaßregel halten, und um die Pünktlichkeit oder den Verzug der Postillons darzuthun, sollen sie die Stunde der Abfahrt und Ankunft eines jeden Courriers oder Extrapost- Reisenden auf einem Stundenzettel verzeichnen, welcher dem Postillon mitgegeben werden soll, und den der Reisende das Recht hat, sich vorweisen zu lassen, um darin seine Bemerkungen einzutragen.

Art. 83. Jeder Conducteur, Postcourrier, Postillon oder Bothe Unserer General-Direction der Posten, welcher mit Depeschen oder Effecten, die zu dem Dienste derselben gehören, beauftragt ist, und sich unterwegs eines Vergehens schuldig machen wird, soll von der öffentlichen Gewalt, ohne Zeitverlust, bis an das nächste Postbureau begleitet, und hier verhaftet und den Tribunalen erst dann überliefert werden, wenn er das, was ihm anvertrauet worden, dem Chef des Bureau wird überliefert haben, welcher dafür sorgen soll, daß er vorläufig durch einen Andern ersetzt werde, so daß daraus kein Aufenthalt oder Unterbrechung des Dienstes entstehe.

Art. 84. Die Postmeister sollen darauf halten, daß ihre Wagenmeister und Postillons den Reisenden die Ausbesserungen anzeigen, die sie an ihren Wagen für nöthig finden, ehe sie von der Station abfahren; denn, wenn wegen Unterlassung dieser Anzeige der Postillon und die Pferde einen Aufenthalt erleiden sollten, indem der Wagen bricht,

droit à demander l'indemnité de 30 centimes qui leur revient par cheval pour chaque heure de retard non accidentel. Par suite de cette disposition, et en cas d'accident en route, les postillons seront tenus d'aller chercher du secours au lieu le plus voisin.

ART. 85. Lorsque tous les chevaux d'une poste suffisamment garnie sont en course, les courriers doivent attendre que les chevaux soient de retour et aient rafraîchi; mais si le manque de chevaux provient de ce qu'un relai n'est pas suffisamment monté, alors les postillons seront tenus de passer avec tout ou partie de leurs chevaux, après toutefois les avoir fait rafraîchir. Ils ne pourront, en aucun cas, être forcés à passer plus d'un relai.

ART. 86. Les maîtres de poste ne peuvent être forcés à donner des chevaux pour les routes de traverse; cependant ils sont autorisés à conduire les courriers dans lesdites routes, à prix convenu, de manière toutefois que le service du relai ne puisse en souffrir.

ART. 87. Les maisons de campagne, situées sur les grandes routes ou à proximité, seront servies par une des postes les plus voisines.

ART. 88. Les maîtres de poste ne peuvent être contraints à fournir des chevaux pour être attelés à une voiture avec d'autres que ceux employés au service de la poste.

ART. 89. Les courriers et voyageurs ne doivent point forcer, ni maltraiter les chevaux; dans le cas où ils se seraient portés à cet excès, et que par suite un ou plusieurs chevaux seraient mis hors de service, ou viendraient à périr, ils seront tenus d'en payer le prix au maître de poste suivant l'estimation qui en sera faite par experts, et sur le procès-verbal qui en sera dressé en présence de l'agent municipal des lieux où le délit aura été commis.

ART. 90. Les droits d'entretien des routes, de

so sollen sie kein Recht auf die Entschädigung von dreißig Centimen haben, die ihnen sonst auf jedes Pferd für jede Stunde eines nicht bloß zufälligen Aufenthalts gebühret. Zufolge dieser Verfügung, und im Falle eines Unfalls unterwegs, sollen die Postillons gehalten seyn, aus dem nächsten Orte Hülfe herbei zu holen.

Art. 85. Wenn alle Pferde einer hinreichend versehenen Station unterwegs sind, so müssen die Courriere warten, bis die Pferde zurück und gefüttert worden sind; entsteht aber der Mangel an Pferden daraus, daß die Station nicht gehörig besetzt ist, so sollen die Postillons gehalten seyn, mit allen oder einigen Pferden bis zur nächsten Station durchzufahren, doch so, daß die Pferde erst gefüttert werden. In keinem Falle können sie aber gehalten seyn, weiter, als bis auf die nächste Station, zu fahren.

Art. 86. Die Postmeister können nicht genöthiget werden, Pferde auf Nebenwege zu liefern; gleichwohl sind sie befugt, die Courriere auf solchen Wegen zu einem verabredeten Preise zu führen, jedoch so, daß der Dienst der Station nicht darunter leide.

Art. 87. Die Landhäuser, welche an der Heerstraße oder in deren Nähe gelegen sind, sollen durch eine der nächstgelegenen Stationen versehen werden.

Art. 88. Die Postmeister können nicht genöthiget werden, die Pferde als Vorsepann vor einen Wagen zu liefern, der mit andern, als Postpferden, bespannt ist.

Art. 89. Courriere und Reisende sollen die Pferde nicht übertreiben oder mißhandeln. Im Falle sie sich einen solchen Exceß zu Schulden kommen lassen, und dadurch ein Pferd oder mehrere unfähig zum Dienst würden, oder umkämen, so sollen sie dem Postmeister den Werth derselben, nach einer Schätzung von Kunstverständigen, und nach einem Protocolle ersetzen, das in Gegenwart des Municipalbeamten an Ort und Stelle, wo das Vergehn begangen ist, aufgenommen werden soll.

Art. 90. Die Chaussées, Brücken und Barriere-Gel-

ponts ou barrières, sont à la charge des courriers et voyageurs, et indépendants du prix de la course et des guides.

ART. 91. Tous ceux qui feront retenir des chevaux, et ne partiront pas à l'instant déterminé, payeront une demi-poste par chaque heure de retard, en sus du prix de la course.

Les maîtres de poste payeront la même amende, si les chevaux n'arrivent pas à l'heure fixée par les voyageurs, et que ceux-ci en portent leurs plaintes dans le registre établi par article 35.

ART. 92. Le transport des lettres ou paquets-lettres, ballots ou paquets de marchandises, des voyageurs, ou tout autre transport qui s'effectuera par les postes aux lettres et aux chariots, sera payé comptant.

Chaque fois qu'il donnera lieu à une fraction de centimes d'un demi et au-dessus, elle sera portée en faveur de la recette en son entier jusqu'à cinq centimes.

ART. 93. Tout individu sera libre de refuser chaque lettre ou paquet au moment où ils seront présentés, mais avant de les avoir décachetés.

ART. 94. Les lettres ordinaires ou paquets-lettres et autres objets, paquets, ballots, qui seraient tombés aux rebuts dans les établissements de poste du Royaume, soit pour n'avoir pas été adressés à des particuliers connus, soit pour avoir été refusés, ou pour toute autre cause non prévue, et qui auraient été recueillis dans le bureau établi *ad hoc* auprès de l'administration générale, seront ouverts, seize mois après l'époque du dépôt à la poste. Les lettres *poste restante* et celles chargées, qui seront également tombées aux rebuts, seront ouvertes après trois années révolues. Ladite ouverture sera toujours effectuée par le directeur-général de l'administration

der fallen den Courrieren und Reisenden zur Last, und sind von dem Preise des Post- und Trinkgeldes unabhängig.

Art. 91. Diejenigen, welche Pferde bestellt haben und nicht zu der bestimmten Zeit abfahren, sollen für jede Stunde, welche sie die Pferde warten lassen, eine halbe Meile mehr, als das ordentliche Postgeld, bezahlen.

Die Postmeister sollen eben diese Geldbuße entrichten, wenn die Pferde nicht zu der, von den Reisenden bestimmten, Stunde eintreffen, und diese darüber ihre Beschwerden in das durch den 35sten Artikel angeordnete Register eintragen.

Art. 92. Das Postgeld für Briefe, Briefpakete, Ballen oder Waarenpakete, für Reisende oder irgend einen andern Transport durch die Brief- oder fahrenden Posten, soll baar bezahlt werden.

So oft dieses Postgeld einen Bruch von einem halben Centime oder mehr veranlaßt, soll es zum Vortheile der Posteinnahme zu voll bis zu fünf Centimen gerechnet werden.

Art. 93. Jeder hat die Freiheit, die Annahme eines Briefs oder Pakets in dem Augenblicke, wo ihm solche gebracht werden, zu verweigern, doch nur ehe er dieselben entsegelt hat.

Art. 94. Die Briefe, Briefpakete und anderen Gegenstände, auch Pakete und Ballen, welche in den Postämtern des Königreichs ohne Abnehmer zurückbleiben, entweder weil sie nicht an kennebare Privatpersonen adressirt worden, oder weil ihre Annahme verweigert worden, oder aus irgend einer anderen unvorhergesehenen Ursache, und die in dem, zu diesem Ende bei der Generalverwaltung eigends bestellten, Bureau gesammelt worden, sollen sechs- zehn Monate, nachdem sie der Post überliefert worden, eröffnet werden. Die Briefe, welche poste restante lauten, so wie die empfohlenen Briefe, welche ebenfalls ohne Abnehmer geblieben, sollen nach Ablauf von drei Jahren eröffnet werden. Diese Eröffnung soll immer durch den General-Director der Administration, in Gegenwart des General-

des postes, en présence du secrétaire-général et du contrôleur du départ et de l'arrivée près l'administration.

Il sera tenu registre des adresses des lettres ou paquets et du nom des signataires, auxquels avis devra être donné de l'existence desdits objets.

Cinq ans après l'ouverture, et à défaut de réclamation pendant tout ce temps, les objets trouvés avec des lettres seront brûlés comme les lettres mêmes, sauf les effets précieux et autres objets de valeur qui seront vendus, et le produit versé au trésor royal.

Art. 95. Dans chaque chef-lieu des départements du Royaume, le contrôleur des postes sera chargé de la réduction des taxes faites par erreur au-dessus du tarif, pour remise être faites du montant de la surtaxe, par le bureau destinataire, à qui les lettres et paquets surtaxés devront être renvoyés.

Les contrôleurs seuls des postes pourront rectifier lesdites taxes.

Art. 96. La direction des postes est responsable de toutes lettres chargées, ou effets et argent dont ses préposés auraient fourni récépissé dans l'étendue du Royaume; mais sa responsabilité cesse lors de la remise de ces objets à un office étranger, et par suite de force majeure ou d'un accident extraordinaire légalement constaté, que les agents des postes n'auraient pu empêcher.

Art. 97. Conformément au décret du 3 juin 1808, les directeurs et maîtres de poste ne seront, dans aucun cas, assujettis aux logements militaires et charges de guerre en nature; ils auront la faculté de se faire suppléer. Les préfets régleront, sur l'avis

Secretärs und des bei der Administration für die Abfahrt und Ankunft angeordneten Controleur vorgenommen werden.

Es soll ein Register der Aufschriften solcher Briefe und Pakete und des Namens derer, welche diese unterzeichnet haben, gehalten, und letzteren Nachricht von dem Daseyn dieser Gegenstände gegeben werden.

Fünf Jahre nach der Eröffnung, und wenn binnen dieser Zeit keine Reclamation erfolgt, sollen die mit den Briefen gefundenen Gegenstände, so wie die Briefe selbst, verbrannt werden, mit Ausnahme von Kostbarkeiten oder andern Sachen von Werth, welche verkauft werden sollen, und deren Ertrag in den königlichen Schatz fließen soll.

Art. 95. In jedem Departements-Hauptorte des Königreichs soll der Controleur der Posten beauftragt seyn, die Herabsetzung der Taxen, welche irrig über den Tarif hinaus gemacht worden, vorzunehmen, und der Betrag dieser Uebertaxe soll von dem Bureau des Bestimmungsorts, an welches die zu hoch taxirten Briefe oder Pakete gesandt werden, wieder erstattet werden.

Die Controleurs der Posten allein sollen die besagten Taxen berichtigen können.

Art. 96. Die Direction der Posten ist für alle empfangene Briefe, Effecten oder Gelber im Umfange des Königreichs verantwortlich, über welche ihre Beamten einen Empfangsschein ertheilt haben; aber ihre Verantwortlichkeit hört auf, sobald diese Gegenstände einer auswärtigen Post überliefert sind, wie auch wenn eine unüberstehbare Gewalt, oder ein geschlich in Gewisheit gescheher Unfall, den die Postefficianten nicht haben verhindern können, statt gefunden hat.

Art. 97. Zufolge des Decrets vom 3ten Junius 1808 sollen die Directoren und Postmeister in keinem Falle den Militär-Einquartirungen und Natural-Kriegslasten unterworfen seyn; sie sollen das Recht haben, sich verzetren zu lassen. Die Präfekten sollen auf das Gutachten

des sous-préfets, la contribution à payer en argent par les directeurs et maîtres de poste, pour tenir lieu des charges de guerre, lorsque le cas l'exigera.

ART. 98. Il est expressément défendu à toute autorité civile ou militaire d'apporter la moindre entrave à la marche des courriers ou postillons chargés de dépêches, et des chariots de poste. Il est enjoint au contraire auxdites autorités de les protéger et faire escorter toutes les fois qu'elles en seront requises.

ART. 99. Les chevaux, voitures, harnais, fourrages et location de tout maître de poste, ou fournisseur de chevaux pour le transport des dépêches, malles ou chariots de l'administration-générale des postes sont insaisissables pour dettes (1), pendant la durée des contrats, et le prix même desdites entreprises ne pourrait, en aucun cas, être affecté juridiquement à d'autres paiements qu'à ceux relatifs à ces mêmes entreprises.

ART. 100. Il est défendu, (sur la route où sont établis les chariots de poste), aux rouliers ou voituriers chargeant dans le Royaume, de transporter de l'argent comptant, ou des paquets d'effets ou marchandises, au-dessous de dix kilogrammes (ou vingt livres), et de réunir plusieurs petits paquets pour atteindre ledit poids, sous peine de payer une amende de quatre-vingts francs pour la première fois, et en cas de récidive, de la confiscation de leurs voitures et de leurs chevaux.

ART. 101. Tous les agents des postes actuellement en exercice, et ceux qui entreraient en fonctions à l'avenir, prêteront en outre du serment voulu des

(1) Voyez l'article 541, N° 6, du Code de procédure civile (loi du 12 mars 1810).

der Unterpräfekten den Beitrag an Gelde bestimmen, welchen die Post-Directoren und Postmeister bey vorkommender Gelegenheit zu zahlen haben, um an die Stelle der Kriegslasten zu treten.

Art. 98. Es ist ausdrücklich jeder Civils oder Militärbehörde untersagt, dem Laufe der Courriere oder Postillons, welchen Depeschen anvertrauet sind, oder dem der Postwagen, das mindeste Hinderniß in den Weg zu legen. Es wird vielmehr den besagten Behörden aufgegeben, sie, so oft sie dazu werden aufgefordert werden, zu beschützen und ihnen Bedeckung geben zu lassen.

Art. 99. Die Pferde, Wagen, Geschirre, Fourrage und Pachtungen der Postmeister oder Posthalter für den Transport der Depeschen, Sellaissen oder Wagen der General-Verwaltung der Posten, können während der Dauer der Vertragszeit nicht mit Beschlagnahme wegen Schulden belegt werden (1), und das für diese Unternehmungen selbst ihnen gebührende Geld kann in keinem Falle rechtlich für Andere, als diejenigen Zahlungen, verhaftet seyn, welche auf diese Unternehmungen Beziehung haben.

Art. 100. Auf den von den Postwagen befahrenen Heerstraßen ist es den Kärnern oder Fuhrleuten, welche ihre Ladung innerhalb des Königreichs aufnehmen, untersagt, baares Geld oder Packete von Effecten oder Waaren, welche weniger als zehn Kilogramme oder zwanzig Pfund wiegen, zu verladen, oder mehrere kleine Packete zusammen zu packen, um dieses Gewicht zu erreichen, bei Strafe einer Geldbuße von achtzig Franken für das erste Mal, und der Confiscation ihrer Wagen und Pferde im Wiederholungsfall.

Art. 101. Alle Postofficianten, welche gegenwärtig im Dienste stehen und alle die, welche künftig in Dienst treten werden, sollen außer dem Eide, welcher allen öffentlichen

(1) Vergl. den 541sten Art., Nr. 6, der bürgerlichen Proceßordnung (Gesetz vom 12ten März 1810).

fonctionnaires publics en général, et par—devant les juges ordinaires de leur résidence, celui: « de »garder et observer fidèlement la foi due au secret »des correspondances, et de dénoncer aux tribu— »naux les contraventions qui pourraient avoir lieu, »et qui parviendraient à leur connaissance. »

ART. 102. Aucune autorité judiciaire, adminis—trative ou militaire ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, ordonner des changements dans le tra—vail, la marche et l'organisation du service des postes.

Toutes demandes ou plaintes relatives à ce ser—vice, seront adressées au Gouvernement.

ART. 103. Tout directeur, caissier et autres pré—posés quelconques, dépositaires des deniers de l'ad—ministration des postes, ne pourront obtenir dé—charge d'aucun vol, s'il n'est justifié qu'il est l'effet d'une force majeure, et que le comptable, outre les précautions ordinaires, avait eu celle de coucher ou de faire coucher un homme sûr dans le lieu où il tenait ses fonds, et en outre, si c'était au rez-de—chaussée, de le tenir solidement grillé.

ART. 104. Il est expressément défendu à tout conducteur de voitures libres, à tous messagers, rouliers, ou à toute autre personne de quelque qua—lité et condition qu'elles soient, étrangères au ser—vice des postes, et qui font métier du transport, de se charger d'aucune lettre, d'aucun paquet de let—tres, journaux ou feuilles périodiques, et tous autres objets dont le transport serait réservé aux postes, sur toutes les routes où le service de cette adminis—tration existerait, à l'exception des actes de procé—dure au—dessous du poids d'un kilogramme (ou deux livres).

ART. 105. Tout individu qui sera saisi transpor—tant en fraude les lettres et objets déterminés en

Beamten überhaupt vorgeschrieben ist, vor dem ordentli—chen Richter ihres Aufenthaltsortes noch schwören: « die »dem Geheimnisse der Correspondenz schuldige Unverletzli— »keit treu zu beobachten, und den Tribunalen die Uebertres— »tungen, welche etwa statt finden und zu ihrer Wissenschaft »gelangen, anzuzeigen. »

Art. 102. Keine richterliche, Verwaltungs— oder Militär—Behörde soll unter irgend einem Vorwande Abänder—ungen in dem Geschäfte, dem Gange und der Einrichtung des Dienstes der Posten vorschreiben können.

Alle Forderungen oder Beschwerden in Hinsicht dieses Dienstes sollen an die Regierung gerichtet werden.

Art. 103. Kein Director, Cassirer und sonstiger Offi—ciant, welcher Gelder der Post—Administration in Verwahr—ung hat, soll wegen irgend eines Diebstahls, der began—gen worden, für frei von Verantwortlichkeit erklärt wer—den, wenn nicht dargethan ist, daß dieser die Folge von einer unwiderstehbaren Gewalt war, und daß der Rechnungs—beamte außer den gewöhnlichen Vorsichtsmitteln auch das angewendet hat, an dem Orte, wo er die Gelder aufbewahrt, selbst zu schlafen, oder einen sicheren Mann schlafen zu lassen, auch, im Fall dieser Ort im unteren Stockwerke sich befindet, ihn mit tüchtigen Gittern zu versehen.

Art. 104. Es ist ausdrücklich allen Verleihern von Wagen, allen Boten, Kärnern und allen andern Perso—nen, welches Standes und Berufs sie auch seyn mögen, welche nicht zu der Post gehören, und aus dem Transporte der Sachen Gewerbe machen, verboten, sich mit dem Trans—porte von Briefen, Briefpacketen, Zeitungen oder perio—dischen Blättern und anderen den Posten zum Transport vorbehaltenen Gegenständen, auf solchen Wegen, wo dies—ses Postwesen eingerichtet ist, zu befassen; doch sind hiez—von Prozeß—Acten, welche weniger als ein Kilogramm oder zwei Pfund wiegen, ausgenommen.

Art. 105. Jeder, welcher dabei betroffen wird, daß er die in dem vorhergehenden Artikel bestimmten Gegen—



L'article précédent, sera poursuivi à la diligence du procureur-royal, dans la juridiction duquel aura été commis le délit, et il encourra une amende de cent cinquante francs au moins, et de trois cent francs au plus, pour chaque contravention, payable provisoirement et nonobstant appel; le contrevenant sera en outre destitué, en cas de récidive, s'il est salarié par le Gouvernement; tous les maîtres de poste demeureront responsables de leurs domestiques ou agents à gages, pour le payement de ladite amende.

ART. 106. Cette amende sera versée entre les mains des directeurs des postes qui auront reçu les objets saisis, pour un tiers demeurer en leur caisse, et être reversible à l'administration des postes; le deuxième tiers être remis aux hospices des lieux, et le dernier tiers à celui ou à ceux qui auront coopéré à la saisie. Celui-ci sera réparti par portions égales entr'eux par le directeur; les parts de l'hospice et des saisissants seront délivrées sur un exécutoire du procureur-royal, à la décharge dudit directeur, pour être envoyé à l'appui de ses comptes.

ART. 107. A la réquisition des directeurs ou maîtres de poste, les autorités judiciaires, municipales et administratives, les agents des postes et des accises, ainsi que la gendarmerie, sont chargés et autorisés à faire ou faire faire toutes perquisitions et visites nécessaires, pour saisir les contrevenants aux dispositions des articles ci-dessus, et les procès-verbaux qui seront dressés au moment de la saisie, contiendront l'énumération des lettres ou objets saisis, ainsi que leur adresse.

stände geschwindig transportirt, soll auf den Antrag des königlichen Procurators, in dessen Bezirke dieses Vergehen begangen worden, verfolgt, und zu einer Geldbuße von wenigstens hundert fünfzig und von höchstens drei hundert Franken für jeden Uebertretungsfall verurtheilet werden, und diese Strafe provisorisch, der eingewendeten Appellation ungeachtet, erlegen; im Wiederholungsfalle soll der Uebertreter überdieß, wenn er vom Staate besoldet wird, abgesetzt werden; alle Postmeister sollen für ihre Diener oder besoldeten Officianten, in Hinsicht der Bezahlung dieser Geldbuße, haften.

Art. 106. Diese Geldbuße soll in die Hände der Directoren der Posten, welche die in Beschlag genommenen Gegenstände in Empfang genommen haben, gezahlt werden; ein Drittel davon soll in ihre Casse fließen und an die Post-Administration eingeliefert werden; das zweite Drittel soll in die Armenhäuser des Orts abgegeben werden, und das dritte Drittel denen zu gut kommen, die zu der Beschlagnahme mitgewirkt haben werden. Dieses letztere soll zu gleichen Theilen unter sie durch den Director vertheilt werden; die den Armenhäusern und den Bewirkern des Beschlags zukommenden Theile sollen auf eine Verfügung des königlichen Procurators gezahlt werden, gegen Quittung für den Director, welche er als Beleg seiner Rechnungen einzusenden hat.

Art. 107. Auf Ansuchen der Directoren oder Postmeister sollen die richterlichen, Municipals und Verwaltungs- Behörden, die Beamten der Posten und Consumtions- steuern, so wie die Gendarmerie, befehligt und beauftragt seyn, alle nöthigen Nachforschungen und Untersuchungen anzustellen, um sich der Uebertreter der in den obigen Artikeln enthaltenen Vorschriften zu versichern; und die Protocolle, welche im Augenblicke des Beschlags aufgenommen werden müssen, sollen die Zahl der in Beschlag genommenen Briefe oder Gegenstände, wie auch ihre Aufschriften enthalten.

Ces lettres seront immédiatement envoyées à leur adresse et taxées d'un double port.

Les maîtres de poste qui seront convaincus d'avoir abusé de leur droit de faire des réquisitions, payeront une amende de cent cinquante francs, outre les dommages et intérêts.

ART. 108. Si les agents des postes soupçonnent un paquet particulier de contenir des collections de lettres de diverses personnes ou à diverses adresses, ils sont autorisés, lors de la présentation dudit paquet à la poste, ou de sa remise à la personne à qui ce paquet sera adressé, à en exiger l'ouverture en leur présence et, en cas de fraude, ils en dresseront sur-le-champ un procès-verbal pour être envoyé au procureur-royal du tribunal le plus voisin, lequel devra poursuivre le propriétaire du paquet solidairement avec celui qui l'aura adressé, pour paiement d'une amende qui équivaldra au moins à la moitié de celle déterminée pour les transports frauduleux hors de notre service des postes.

ART. 109. Les directeurs, les maîtres de poste et tous autres comptables des postes, auront à fournir un cautionnement de la valeur présumée du sixième de la recette annuelle de leur bureau, dont moitié en argent comptant et moitié en immeubles francs et quittes de toutes dettes et hypothèques. Cette disposition est également applicable aux employés de tout grade.

ART. 110. La direction-générale des postes pourra stipuler dans ses contrats avec les maîtres de poste, la retenue d'un demi pour cent sur la valeur de ces mêmes contrats, pour former une caisse de secours.

Elle aura également la faculté d'effectuer une retenue annuelle de deux pour cent sur les traite-

Diese Briefe sollen unmittelbar an ihre Bestimmung gesandt und mit einem doppelten Porto belegt werden.

Die Postmeister, welche überführt werden würden, daß sie ihr Recht, solche Requisitionen zu machen, gemißbraucht hätten, sollen, außer der vollständigen Schadloshaltung, eine Geldbuße von hundert funfzig Franken erslegen.

Art. 108. Im Fall die Postbeamten argwöhnern, daß ein Briepacket eine Sammlung von Briefen verschiedener Personen, oder an verschiedene Adressen enthalte, so sollen sie befugt seyn, wenn dieses Packet auf die Post gebracht, oder derjenigen Person überliefert wird, an welche das Packet adressirt ist, die Eröffnung desselben in deren Gegenwart zu begehren, und im Falle einer Geseßwidrigkeit sollen sie sofort darüber ein Protocoll aufnehmen und es dem königlichen Procurator des nächsten Tribunals zuschicken, welcher den Eigenthümer des Packets solidarisch mit dem, der es ihm zugesendet hat, auf die Bezahlung einer Geldbuße zu belangen hat, die wenigstens der Hälfte derjenigen gleich ist, die auf die außerhalb dem Postdienste und zum Nachtheile desselben vorgenommenen Transporte bestimmt worden.

Art. 109. Die Directoren, Postmeister und anderen Rechnungsbeamten der Post haben eine Sicherheit auf den muthmaasslichen sechsten Theil der jährlichen Einnahmen ihres Bureau zu bestellen, welche halb in baarem Gelde, halb in schulden- und hypothekenfreien Grundrücken bestehen soll. Diese Verordnung ist gleichförmig für alle Beamten der verschiedenen Grade anwendbar.

Art. 110. Die General-Direction der Posten kann, in den mit den Postmeistern abzuschließenden Verträgen, einen Abzug von einem halben Procennte, von dem Betrage dieser Contracte sich ausbedingen, um daraus eine Hülfscasse zu bilden.

Es wird derselben gleichfalls zugestanden, von dem Bezahle der unmittelbar unter ihr stehenden Post-Officianten

ments de ses agents directs, pour une caisse des pensions.

ART. 111. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JEROME NAPOLÉON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat et des relations extérieures,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N° 64.) DÉCRET ROYAL qui détermine quels sont les fonctionnaires supérieurs ayant droit au titre d'Excellence.

Au Palais de Cassel, le 5 novembre 1808.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1<sup>er</sup>. Nul de nos sujets ou des personnes à notre service, n'a droit au titre d'Excellence dans nos Etats, que ceux ci—après désignés :

SAVOIR :

- Les Ministres du Royaume ;
- Les Grands-officiers militaires de la couronne ;
- Les Grands-officiers civils de la couronne ;
- Le Gouverneur de Cassel ;
- Le Grand-maître de la Maison de la Reine (1).

ART. 2. Il est expressément défendu à tout autre officier de notre Maison, ou fonctionnaire public, quel que soit son grade ou sa qualité, de prendre ou de recevoir à l'avenir le titre d'Excellence.

(1) Un décret du 31 janvier 1810, accorde aussi le titre d'Excellence, au président de l'Assemblée des Etats.

einen jährlichen Abzug von zwei Procenten, zur Bildung einer Pensionscasse, zu machen.

Art. 111. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär und der auswärtigen Verhältnisse,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 64.) Königliches Decret, wodurch bestimmt wird, welche höhern Staatsdiener berechtigt sind, den Titel Excellenz zu führen.

Im Pallaste zu Cassel, am 5ten November 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Keiner Unserer Unterthanen, noch eine sonstige in Unserm Dienste stehende Person, ist berechtigt, in Unsern Staaten den Titel Excellenz zu führen, als die hiezu unter bezeichneten ;

n ä m l i c h :

- die Minister des Königreichs ;
- die militärischen Groß-Officiere der Krone ;
- die Civil-Groß-Officiere der Krone ;
- der Gouverneur von Cassel ;
- der Ober-Hofmeister der Königin (1).

Art. 2. Es wird hiermit einem jeden andern Beamten Unseres Hofstaates, oder Staatsdiener, von welchem Grade und von welchem Stande er seyn mag, ausdrücklich verboten, in der Folge den Titel Excellenz zu führen, oder sich denselben geben zu lassen.

(1) Ein Decret vom 31sten Januar 1810 verleiht den Titel Excellenz auch dem Präsidenten der sächsischen Versammlung.